
Quinzième réunion du Mécanisme de coordination régionale
pour l'Afrique (MCR-Afrique) des organismes et organisations
des Nations Unies opérant en Afrique en appui à l'Union
africaine et au NEPAD

Distr. générale

ECA/RCM/15/2
14 mars 2014

Hôtel Transcorp Hilton

Abuja (Nigéria)
28-30 mars 2014

Français
Original: anglais

**Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine
Deuxième examen triennal 2010-2012**

*Thème: L'appui des Nations Unies au programme d'intégration de l'Afrique dans le contexte de
l'Agenda 2063 de l'Union africaine*

Table des matières

Liste des acronymes	ii
Résumé	iii
A.Introduction, termes de référence et méthodologie	1
a) Introduction.....	1
b) Termes de référence	2
c) Méthodologie	3
B.Programme des Nations Unies et appui budgétaire au Programme décennal de l'Union africaine.....	4
C.Premier examen triennal : résultats, conclusions et recommandations.....	7
a) Recommandations mises en œuvre	9
b) Recommandations non mises en œuvre	13
D.Réalisations et défis des groupes thématiques et autres parties prenantes	17
a) Gouvernance	17
b) Science et technologie.....	19
c) Développement des infrastructures	20
d) Développement social et humain	21
e) Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural	23
f) Paix et sécurité	24
g) Environnement, population et urbanisation	26
h) Plaidoyer et communication	29
E.Contributions individuelles des parties prenantes	32
a) Commission économique pour l'Afrique (CEA)	32
b) Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	33
c) Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	34
d) Département des affaires politiques.....	34
e) Département des opérations de maintien de la paix (DOMP)	35
f) Département de l'information.....	35
g) Conclusion	36
F.Mécanismes de coordination sous-régionale	36
G.Défis subsistants	38
H.Questions à considérer.....	40
I.Recommandations	41
J.Voie à suivre	43
Références	49
Annexe 2 : Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : Cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine.....	59
Annexe 3 : Résolution 61/296 de l'Assemblée Générale	61
Annexe 4 : Les neuf groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale en Afrique (MCR-Afrique) 2012	67
Liste des institutions consultées.....	69

Liste des acronymes

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AMESD	Projet africain de surveillance de l'environnement pour le développement durable
BAD	Banque africaine de développement
CADHP	Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CARMAA	Campagne pour la réduction accélérée de la mortalité maternelle
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CER	Communauté économique régionale
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique australe et orientale
CUA	Commission de l'Union africaine
DAES	Département des affaires économiques et sociales
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MCR	Mécanisme de coordination régionale
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement africain
OIT	Organisation internationale du travail
OIM	Organisation internationale pour les migrants
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONU-FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PACT	Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique
PAP	Parlement panafricain
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SIPC	Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Résumé

1. Le deuxième examen triennal vise à évaluer dans quelle mesure les résultats et recommandations du premier examen triennal ont permis d'améliorer et de renforcer la capacité de la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence du NEPAD et les communautés économiques régionales (CER) d'œuvrer efficacement avec l'ONU au règlement des défis en matière de sécurité et de développement humain en Afrique. À cette fin, la présente étude déterminera, entre autres, le degré d'alignement des activités de l'ONU pour répondre aux besoins de la CUA et de l'Agence depuis le lancement du premier examen triennal et formulera des recommandations sur les mesures à prendre pour renforcer de manière significative la gestion, la coordination et le suivi sur la mise en œuvre du Programme, ainsi que la diffusion d'informations à son sujet. Elle fera également des recommandations sur la voie à suivre et proposera des mesures d'action à entreprendre en vue de l'après-2016 au terme du Programme.

2. L'examen souligne le fait qu'il n'existe pas de disposition spécifique visant le Programme décennal de l'Union africaine dans le budget-programme de l'ONU. Des activités de mise en œuvre du programme sont menées dans le cadre de la partie IV de l'article 11 du budget programme biennal de l'ONU (programme 9 du cadre stratégique), qui vise trois sous-programmes :

- Sous-programme 1 : Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ;
- Sous-programme 2 : Coordination régionale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ;
- Sous-programme 3 : Activités d'information et de sensibilisation à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

3. Le sous-programme 1 relève de la responsabilité du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, alors que les sous-programmes 2 et 3 relèvent respectivement de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et du Département de l'information. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a pour mandat d'assurer l'orientation et la coordination générale du programme 9.

4. Considérant qu'aucune référence n'est faite au Programme décennal de l'Union africaine dans les budgets-programmes précédents, les budgets-programmes suivants précisent explicitement que l'objectif des allocations octroyées en vertu du sous-programme 2 est d'abord de fournir un appui (pour l'exercice 2010-2011) « de manière compatible avec » le Programme décennal de l'Union africaine, et avec plus fermement, lors de l'exercice suivant « dans le cadre du » Programme décennal.

5. Cependant, il convient de souligner que la majeure partie des sommes (85 % pour les deux exercices biennaux) allouées au programme 9 étaient toujours octroyées à l'appui du NEPAD. Depuis plus de dix ans, le programme 9 remplit cette tâche, même si le paysage a changé ces dernières années, avec la mise au premier plan de nouveaux programmes, tels que le Programme décennal de l'Union africaine, et le renforcement des liens entre le NEPAD et l'Union africaine et l'intégration du NEPAD à l'Union africaine en tant qu'institution spécialisée de l'Union.

6. Le premier examen triennal a permis de formuler différentes constatations et conclusions, qui ont servi de base aux 25 recommandations soumises à la 11^e session du Mécanisme de coordination

régionale (MCR) tenue à Addis-Abeba les 14 et 15 novembre 2010. Sur ce nombre, 15 ont été mises en œuvre sur la période étudiée. Quarante-cinq pourcent des recommandations non mises en œuvre portaient sur la mobilisation des ressources pour le Programme décennal de l'Union Africaine et le Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (MCR-Afrique) et de son système de groupes thématiques, 40 autres % se rapportaient à la gestion du mécanisme du secrétariat; 7,5 % portaient respectivement sur la clarté des rôles, responsabilités et mandats des parties prenantes, et sur le besoin d'une planification et une programmation conjointe. Les recommandations sont restées lettre morte en raison d'une incapacité à mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre.

7. En pratique, toutes les recommandations faites par le MCR-Afrique même ont été mises en œuvre.

8. Les neuf groupes thématiques du Mécanisme ont permis l'exécution du Programme décennal de l'UA. L'examen a donc entrepris une analyse approfondie de leur travail afin de déterminer dans quelle mesure ils ont répondu aux exigences du Programme décennal de l'Union africaine.

9. Leurs réalisations ont été documentées dans leurs rapports annuels au MCR-Afrique. S'appuyant sur ces rapports ainsi que sur les consultations menées avec les groupes thématiques et leurs coordonnateurs, on peut conclure que beaucoup d'avancées ont été réalisées au cours des trois années couvertes par l'étude. Des contributions importantes ont été accomplies. La capacité des institutions de l'Union africaine a été renforcée, grâce à de nombreuses contributions, notamment à travers des interventions qui ont fait progresser les objectifs et répondu aux priorités de ces institutions aux niveaux sous-régional, régional et mondial. Les groupes thématiques ont fourni des services consultatifs, une assistance technique, des services de formation et un appui financier. Ils ont contribué à formuler ou à influencer les politiques, élaborer et mettre en œuvre des programmes, parvenir à des consensus et des positions communes, diffuser des connaissances et des compétences, communiquer des données et de l'information, et mener des campagnes de sensibilisation. Ils ont fourni des ressources financières et humaines, une assistance technique, des services consultatifs et de formation. Grâce à leur travail, le partenariat entre l'Organisation des Nations Unies d'une part et la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER, de l'autre a été intensifié. L'intérêt et les contributions des partenaires aux travaux des groupes ont augmenté de manière considérable. Ils ont également fait preuve d'une appropriation plus solide du processus, dont ils sont les principaux moteurs.

10. La Commission économique pour l'Afrique, le Département de l'information (DPI), le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine ont contribué individuellement à la mise en œuvre du Programme, en plus de l'appui qu'ils ont apporté aux différents groupes thématiques.

11. En dépit des réalisations observées, des efforts doivent être réalisés dans les domaines suivants : la coordination au sein et entre les groupes et sous-groupes thématiques et le Mécanisme de coordination régionale; les information et les communications au sein du système et au-delà, la planification et la programmation conjointe des interventions des parties prenantes, l'intégration des questions transversales; le suivi des actions; un engagement plus fort auprès des CER et de l'Agence du NEPAD et, par-dessus tout, la mobilisation des ressources.

12. Sur la base de ces constatations et conclusions, l'examen a donc préconisé les recommandations suivantes.

13. Il convient de rappeler que le Mécanisme de coordination régionale est un système mondial à l'œuvre dans chacune des régions des Nations Unies. Il a été créé dans sa forme actuelle il y a plus de dix ans. L'heure est sans doute venue de revoir son fonctionnement afin de veiller qu'il évolue en accord avec les cadres de développement en constante évolution au niveau régional et mondial, et de manière à reconnaître la maturité, la confiance en soi et la capacité renforcée de l'Union africaine et du NEPAD.

14. Peut-être les différents MCR régionaux devraient-ils réfléchir ensemble sur comment réformer le mécanisme et le faire répondre de manière plus réaliste aux besoins de développement changeants sur la scène mondiale. De plus, il serait utile de tisser une relation formelle entre eux pour partager des expériences et apprendre les uns des autres. Le MCR-Afrique a servi d'instrument utile pour renforcer les rapports entre l'ONU et l'organisation œuvrant pour l'intégration régionale et le développement de l'Afrique, l'Union africaine. Peut-être pourrait-il également servir de modèle aux autres MCR dans d'autres régions afin de les aider à forger des partenariats plus solides entre les organisations politiques et de développement régionales qui le composent et l'Organisation des Nations Unies

15. Le mandat du Programme décennal de l'Union africaine n'est pas encore clairement compris dans toutes les institutions. Par conséquent, la responsabilité de mise en œuvre reste floue. Redéfinir le mandat actuel avec plus de clarté, plus explicitement, et en lien directement au mandat du NEPAD, permettra de trouver une réponse à ce problème.

16. Le mandat de l'ONU en matière d'appui à l'Union africaine et l'Agence du NEPAD, pour lequel des ressources sont prévues en vertu de l'article 11 du budget du Programme ordinaire, a établi il y a douze ans, et peut donc être dépassé par l'évolution de ces organisations et du continent. Il est temps de le mettre à jour pour qu'il apporte une réponse plus appropriée aux besoins. L'Union africaine et son Agence du NEPAD peuvent être invitées à aborder cette question avec les Nations Unies, en gardant à l'esprit que l'autorité législative pour de telles mesures incombe bien à l'Assemblée générale des Nations Unies.

17. En attendant la conclusion d'un tel exercice et la mise en œuvre de toutes les recommandations qui en découlent, les mandats en vigueur des Nations Unies à l'appui de l'Union africaine et de l'Agence du NEPAD ainsi que du Programme décennal devraient être fusionnés au titre du programme 9 et réalignés pour répondre plus précisément aux réalités sur le terrain. Des dispositions plus importantes en termes de ressources devraient également être prises à l'appui du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, y compris les CER et l'Agence du NEPAD.

18. En réponse au besoin de ressources supplémentaires provenant de sources extrabudgétaires à l'appui des activités du Programme décennal, il faut tenir compte de la participation des partenaires bilatéraux, tels que la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, et les acteurs multilatéraux comme la Banque mondiale et la Banque africaine pour le développement (BAD).

19. Nombre de recommandations émanant du premier examen triennal sont toujours d'actualité, mais n'ont toujours pas été mises en œuvre. Le secrétariat devrait prendre des mesures pour leur mise en œuvre dans les plus brefs délais. Des recommandations pour le renforcement du secrétariat ne sont probablement toujours pas mises en œuvre en raison des ressources disponibles à l'époque. Cependant, avec l'augmentation des allocations de ressources et la restructuration du secrétariat pour renforcer davantage sa capacité à gérer le Mécanisme, il devrait être plus facile de procéder à sa mise en œuvre.

20. Le secrétariat conjoint devrait être plus actif. À l'heure actuelle, il a une simple fonction consultative. Des ressources doivent être octroyées pour permettre une plus grande participation de l'Union africaine aux activités au quotidien, et la CUA devra déployer plus d'efforts pour intensifier son implication.

21. Les participants aux groupes thématiques ont un roulement très important. Le secrétariat devrait donc élaborer un mécanisme de suivi des nouveaux arrivants dans le système afin de leur donner les informations et l'induction nécessaires pour faciliter leur accueil et pour ne pas ralentir le fonctionnement des groupes correspondant aux exigences.

22. L'Agence du NEPAD devrait bénéficier d'un appui pour participer plus activement au système de groupes thématiques. Des ressources lui seront nécessaires pour assister à autant de réunions que possible. De plus, il devra co-présider certains groupes thématiques. Les groupes thématiques Infrastructures et Agriculture pourraient être un point de départ idéal en la matière. Les groupes devraient être tenus d'allouer un certain pourcentage des activités des plans d'activités et de travail aux besoins de l'Agence. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique devrait intensifier ses activités de mobilisation des ressources et de plaider à l'appui des programmes de l'Union africaine/NEPAD, tels que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

23. Les mécanismes de coordination sous-régionale ont été créés et mis en œuvre. Il faut trouver comment tisser des liens avec le Mécanisme. Le secrétariat du MCR-Afrique et les secrétariats des différentes CER devraient définir et renforcer ces rapports. Les bureaux de liaison des CER à Addis-Abeba peuvent participer à ces activités.

24. Les plans de travail et d'activités des groupes thématiques ne prévoient pas de dispositions pour des ressources dédiées pour leur mise en œuvre. La mise en œuvre du plan a donc subi cette négligence. Les coordonnateurs de groupes thématiques devraient donc s'attaquer d'urgence à ce problème.

25. L'article 11 du budget-programme devrait prévoir des dispositions plus explicites pour le Programme décennal. À l'heure actuelle, seul le sous-programme 2 s'y réfère, avec une simple mention. Les deux autres sous-programmes doivent veiller à l'octroi des ressources appropriées en sa faveur. Les ressources extrabudgétaires devraient également être mobilisées dans le Fonds d'affectation spéciale qui sera créé. Des sources bilatérales et multilatérales doivent être exploitées dans ce but.

26. À l'heure actuelle, quatre programmes de renforcement des capacités ont été élaborés pour le système de l'Union africaine, visant respectivement la CEA, le PNUD, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et la BAD. Ils devraient être harmonisés dans le cadre du Programme décennal.

27. Après douze ans, en envisageant l'avenir, le programme d'appui de l'Organisation des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD doit aujourd'hui se redéfinir et mieux se positionner pour œuvrer en faveur des programmes pour la paix, la sécurité, l'intégration et le développement dans une Afrique en mutation. Au cours des dix dernières années, l'Union africaine a élaboré des cadres régionaux, des programmes et des plans d'action très solides dans les domaines de la paix, la sécurité et le développement. Le PDDAA est le cadre visant la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté

du continent; le PIDA traite du développement des infrastructures de l'Afrique, l'Architecture de la paix et la sécurité traite de la prévention et la résolution des conflits en Afrique; l'Architecture africaine de gouvernance œuvre pour la promotion de la bonne gouvernance sur le continent; la zone de libre-échange continental est un outil solide pour l'intégration de l'Afrique.

28. Nombre d'autres programmes, plans d'action et cadres politiques et normatifs régionaux pour la jeunesse, les enfants, les femmes, les droits humains, la santé, l'éducation, la science et la technologie, etc., ont été bien formulés par l'Union africaine après la création du NEPAD, du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, du MCR et du Programme décennal de l'Union africaine. Comme en témoigne l'appui actuel programmatique et institutionnel actuel, il n'est pas certain que les dispositions actuelles pour intensifier les rapports entre les Nations Unies et l'Union africaine aient été alignées sur les besoins, les buts et objectifs de l'Union, tels qu'exprimés dans les cadres, les programmes de l'organisme et les plans d'action formulés récemment.

29. Le Programme décennal approche de son terme. Il est temps de lancer un programme cohérent et doté de ressources suffisantes pour prendre sa relève. Cet outil de remplacement, qui reste à être défini, doit s'inscrire dans un programme global à moyen et long terme à l'appui de l'Union africaine. Il faut donc réfléchir à toutes les mesures nécessaires pour sa création au niveau institutionnel.

30. Les rapports entre les Nations Unies et l'Union africaine, tels que définis dans ce nouveau programme, pourraient être intensifiés s'ils étaient axés sur des feuilles de route sectorielles et thématiques régionales et sous-régionales, élaborées pour la réalisation des buts et objectifs de l'Union africaine, ainsi que sur les plans stratégiques et la vision à long-terme de l'institution. Il faut donc mettre en place bien plus qu'un simple partenariat, en faire un pacte dans le cadre duquel les Nations Unies et l'Union africaine travailleront en étroite collaboration de manière systématique, déterminée et ciblée au service sur plusieurs instruments et feuilles de route en faveur de l'intégration et du développement de l'Union.

31. La réflexion sur comment rendre ce pacte opérationnel devrait être approfondie et une vaste consultation entre toutes les parties prenantes, venant des Nations Unies et de l'Union africaine, devrait être organisée. Cette réflexion devrait associer les CER, l'Agence du NEPAD et les différentes institutions de l'Union africaine. Un groupe de travail, représentant les principales parties prenantes, devrait être constitué pour réfléchir à comment concevoir ces nouveaux rapports et faire fonctionner ce groupe pour parvenir à des résultats concrets et mesurables. L'Union africaine, principale partie prenante du partenariat, devrait initier les démarches nécessaires auprès des Nations Unies pour amorcer le changement.

A. Introduction, termes de référence et méthodologie

a) Introduction

1. En novembre 2001, au terme du Nouveau programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (Nouveau Programme), la résolution 57/7 de l'Assemblée générale des Nations Unies a permis l'adoption d'un nouveau programme pour l'Afrique pour lui succéder, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'Assemblée a appelé les institutions des Nations Unies, à « aligner leurs activités en Afrique aux priorités du Nouveau partenariat »... et « organiser les activités du système des Nations Unies autour de groupes thématiques couvrant les domaines prioritaires du nouveau partenariat » au sein de leurs mandats respectifs. Elle a également « exhorté le système des Nations Unies à travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine et les autres organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales pour assurer la mise en œuvre des programmes et priorités du Nouveau Partenariat

2. En 2005, lors de sa 60^e session, l'Assemblée générale a adopté la résolution A/RES/60/1, en vertu de laquelle elle a approuvé, entre autres, la formulation et la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités pour l'Union africaine sur dix ans. Suite aux consultations menées avec les hauts fonctionnaires de l'ONU et de l'UA, les objectifs et les domaines d'intérêt d'un tel plan ont été définis dans une déclaration signée en novembre 2006 par les chefs des deux organisations. La déclaration, intitulée « **Déclaration sur le renforcement de la coopération ONU-Union africaine : cadre du Programme décennal pour le renforcement des capacités pour l'Union africaine** », a été élaborée en tenant compte de l'élargissement du mandat de l'Union africaine vis-à-vis de celui de son prédécesseur, l'Organisation de l'Union africaine. Elle cherche à élargir le partenariat en matière de renforcement des capacités et des institutions entre l'Union africaine et l'ONU pour englober des activités qui vont au-delà de la paix et de la sécurité et couvrir « la gouvernance, la prévention des conflits, le développement, les droits humains et l'intégration régionale ».

3. Elle devait servir de « cadre stratégique global des Nations Unies pour la coopération avec l'Union africaine » afin de « renforcer la capacité de la Commission de l'Union africaine (CUA) et les organisations sous-régionales africaines d'œuvrer efficacement avec les Nations Unies au règlement des problèmes de l'Afrique ». En cela, la priorité sera accordée aux domaines suivants :

- Renforcement des institutions, mise en valeur des ressources humaines et gestion financière;
- Paix et sécurité;
- Droits de l'homme ;
- Affaires politiques, juridiques et électorales;
- Développement social, économique et culturel et développement humain; et
- Sécurité alimentaire et protection de l'environnement.

4. En ordonnant la réponse à cette déclaration et en prenant les mesures appropriées pour sa mise en œuvre, l'Organisation des Nations Unies a rédigé plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, circulaires du Secrétaire général et autres instructions de gestion à l'appui des programmes pour la paix, la sécurité et le développement de l'Afrique.

5. La résolution A/61/L.70 de l'Assemblée générale de septembre 2007 a appelé à la mise en œuvre accélérée du Programme décennal de l'Union africaine par le biais du Mécanisme. La résolution 61/296, datant également de septembre 2007, a invité l'Organisation à soutenir l'Afrique dans ses efforts pour mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le NEPAD et le Programme décennal.

6. Pour sa part, le Mécanisme de coordination régionale des organismes des Nations Unies, créé par la résolution 57/7 de l'Assemblée générale en novembre 2002 afin de mieux coordonner et harmoniser les diverses activités des institutions des Nations Unies en Afrique et de les aligner sur les priorités de la CUA, des communautés économiques régionales (CER) et du NEPAD¹, a décidé lors de sa 8^e session, qu'en réponse aux exigences du Programme décennal de l'Union africaine, « les groupes thématiques devaient axer davantage leur action sur les programmes et les plans stratégiques de la Commission de l'Union africaine et du secrétariat du NEPAD, les décisions pertinentes de l'Union africaine et des communautés économiques régionales, ainsi que les conclusions des organes sectoriels ministériels² de l'Union et aligner leurs activités sur ces éléments ». Les groupes thématiques et sous-thématiques devraient se pencher sur les besoins en matière de renforcement des capacités pour la CUA, des CER, du NEPAD et des autres organes de l'Union africaine, et seraient les instruments de la mise en œuvre du Programme décennal.

7. Un examen du programme devait être mené tous les trois ans durant tout son cycle de vie. Ainsi, le premier examen a été réalisé en 2010 pour la période 2006-2009. Ce deuxième examen couvre la période 2010-2012.

b) Termes de référence

8. Voici les termes de référence établis pour la présente étude :

Objectif et portée

9. L'objectif du deuxième examen triennal est de déterminer dans quelle mesure les résultats et recommandations du premier examen triennal ont permis de réaliser les objectifs en matière d'amélioration et de renforcement des capacités pour la Commission de l'Union africaine, de l'Agence du NEPAD et des CER d'œuvrer effectivement avec l'ONU au règlement des questions de sécurité et de développement humain en Afrique. À cette fin, l'examen doit :

a) Évaluer les avancées réalisées jusqu'ici pour aider la CUA et l'Agence du NEPAD à accroître leurs capacités en matière de paix et de sécurité, de renforcement des institutions, d'affaires politiques, d'opérations de maintien de la paix, de gouvernance, de droits humains, de renforcement de la paix; d'intervention humanitaire, de relèvement et de sécurité alimentaire ; de questions sociales, culturelles et de santé, et de gestion de l'environnement;

b) Déterminer dans quelle mesure les activités des Nations Unies ont été alignées en réponse aux besoins de la CUA et l'Agence du NEPAD dès le lancement du premier examen triennal;

¹ Voir Assemblée générale des Nations Unies, résolution 57/7, 20 nov. 2002.

² Secrétariat du MCR-Afrique, « Unis dans l'action », Addis-Abeba, 2009, p. 12.

c) Proposer des mesures pour assurer la pleine appropriation du programme par la Commission de l'Union africaine et l'Agence du NEPAD, et pour renforcer le partenariat entre ces institutions et les Nations Unies;

d) Sur la base des enseignements tirés du premier examen, conseiller sur la meilleure approche pour améliorer et renforcer les capacités des CER et d'autres institutions de l'Union africaine, sur la base de consultations menées avec elles ;

e) Formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour renforcer de manière significative la gestion, la coordination et le suivi du programme, ainsi que la diffusion d'informations sur sa mise en œuvre et sur ce qui doit être fait pour se préparer pour 2016, lorsque le programme arrivera à son terme ;

f) Formuler des recommandations sur une stratégie de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du programme pour l'exercice 2013-2016.

10. L'examen devrait couvrir tous les domaines compris dans le cadre du Programme décennal de l'Union africaine, les mécanismes et structures permettant sa mise en œuvre, ainsi que le degré de mise en œuvre des recommandations du premier examen triennal.

Description des tâches

a) Déterminer le degré de mise en œuvre des recommandations du premier examen triennal en matière de rôles et de responsabilités des institutions bénéficiaires (CUA/NEPAD et CER) et des partenaires (institutions du système des Nations Unies) ;

b) Passer en revue les principales réalisations vis-à-vis des objectifs escomptés du programme, y compris les difficultés rencontrées et celles recensées dans le cadre du premier examen triennal ;

c) Examiner le rôle des organismes de direction et de mise en œuvre (organisations de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine dans le cadre du MCR-Afrique et de ses groupes thématiques) dans la mise en œuvre du Programme.

c) Méthodologie

11. La méthodologie utilisée pour la rédaction de ce rapport comprend un examen exhaustif des documents pertinents, en particulier les rapports du Mécanisme de coordination régionale et sous-régionale, ainsi que des groupes thématiques; des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes, individuellement et en groupe, des entrevues avec les dirigeants des agences, des programmes, des fonds et bureaux du système de Nations Unies, et les organisations régionales et sous-régionales, y compris la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER sélectionnées. Une recherche documentaire approfondie a également été entreprise.

12. Des missions ont été menées au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, au siège de la CEDEAO à Abuja et à celui de l'Agence du NEPAD à Midrand (Afrique du Sud). Les

missions prévues auprès de la CEEAC, du COMESA et de la SADC ont été annulées suite à des circonstances imprévues.

13. De nombreux hauts fonctionnaires de la CEA, de la CUA, du NEPAD, des CER et de certains départements et bureaux du siège de l'Organisation des Nations Unies à New York ont été consultés, notamment : le Secrétaire exécutif de la CEA, son adjoint, des directeurs et d'autres cadres supérieurs, le vice-président de la CUA et nombre de commissaires et directeurs, ainsi que des consultants sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine, l'Ambassadeur et représentant permanent de l'Union africaine auprès des Nations Unies; le Sous-secrétaire général du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Secrétaire exécutif de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD; le Vice-Président de la Commission de la CEDEAO, le Sous-secrétaire général à la communication et à l'information; le Sous-Secrétaire général pour les opérations de maintien de la paix, le Sous-secrétaire général du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, le Directeur du Groupe pour le développement économique et social, le Bureau exécutif du Secrétaire général, le Chef du Bureau de développement des capacités, le Département des affaires économiques et sociales, l'économiste en chef et directeur de l'unité stratégique et de consultation du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (BRA/PNUD).

B. Programme des Nations Unies et appui budgétaire au Programme décennal de l'Union africaine³

14. Le Programme 9 du Cadre stratégique des Nations Unies offre un appui au développement de l'Afrique. Il inclut des dispositions spécifiques pour le NEPAD, programme des Nations Unies succédant au Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, lancé dans les années 1990 et achevé en 2000.

15. Le budget-programme de l'ONU ne prévoit aucune disposition spécifique pour le Programme décennal de l'Union africaine. Les activités de mise en œuvre du programme sont menées en vertu de la Partie IV de l'article 11 du budget-programme biennal de l'ONU (programme 9 du cadre stratégique), qui prévoit trois sous-programmes :

Sous-programme	Description	Référent	Orientation et coordination générales
Sous-programme 1	Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
Sous-programme 2	Coordination régionale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	Commission économique pour l'Afrique	
Sous-programme 3	Activités d'information et de sensibilisation à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	Département de l'information	

³ Informations tirées de l'ONU, « Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 », New York, mars 2009; et « Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 », New York, mars 2011.

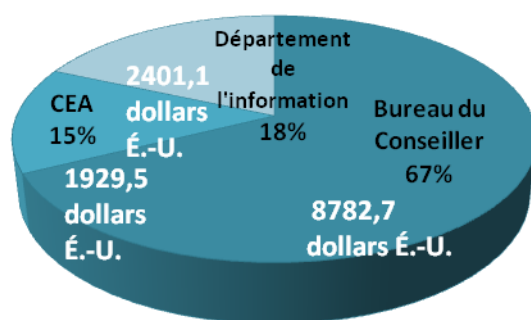
16. Le sous-programme 1 relève de la responsabilité du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, alors que les sous-programmes 2 et 3 ont été respectivement attribués à la CEA et au Département de l'information de la CUA. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a pour mandat d'assurer l'orientation et la coordination générale du programme 9.

17. Pour les budgets-programmes 2010-2011 et 2012-2013, le programme 9 a reçu les allocations suivantes :

18. Sous-programmes

Sous-programmes	2010-2011	2012-2013
1(Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique)	8 782,7 dollars des États-Unis ou 67 %	8 549 dollars des États-Unis ou 67,6 %
2 (Commission économique pour l'Afrique):	1 929,5 dollars des États-Unis ou 15 %	1 765 dollars des États-Unis ou 14 %
3 (Département de l'information)	2 401,1 dollars des États-Unis ou 18 %	2 327 dollars des États-Unis ou 18,4 %

Allocation budgétaire 2010-2011



19. L'objectif global de ces dépenses lors de ces deux exercices biennaux est de « renforcer la coopération internationale à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Cependant, l'objectif déclaré de sous-programme 2, « coordination régionale et appui.. » dans le budget-programme 2010-2011 est de « renforcer l'appui de l'ensemble du système à la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique aux niveaux régional et sous-régionales *en accord avec la déclaration sur « le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine: Cadre du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine ».*

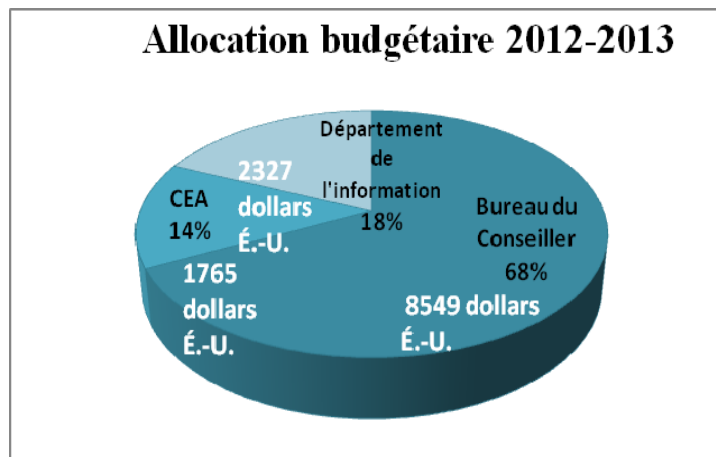
20. Dans l'exercice biennal 2012-2013, l'objectif du sous-programme 2 visait à offrir l'appui de l'ensemble du système à l'Union africaine et au NEPAD, «... *dans le cadre* » du Programme décennal de l'Union africaine.

21. Considérant qu'**aucune référence** n'est faite au Programme décennal de l'Union africaine dans les budgets-programmes précédents, comme clairement indiqué dans le premier examen triennal, les budgets-programmes suivants précisent explicitement que l'objectif des allocations réalisées en vertu du sous-programme 2 est d'abord d'offrir un appui (pour l'exercice 2010-2011) « en accord avec » le

Programme décennal de l'Union africaine, et avec plus de force, lors de l'exercice suivant « dans le cadre du » Programme décennal.

22. Cependant, il convient de souligner que la majeure partie des sommes (85 % pour les deux exercices biennaux) allouées au programme 9 étaient toujours octroyées à l'appui du NEPAD. Depuis plus de dix ans, le programme 9 remplit cette tâche, même si le paysage a changé ces dernières années, avec la mise au premier plan de nouveaux programmes, tels que le Programme décennal de l'Union africaine, et le renforcement des liens entre le NEPAD et l'Union africaine et l'intégration du NEPAD à l'Union africaine en tant qu'institution spécialisée de l'Union.

23. S'ajoutant aux ressources du budget ordinaire, des sources extrabudgétaires ont alloué des ressources supplémentaires. En 2010-2011, seuls 163 000 dollars des États-Unis ont été prévus, bien que 113 000 dollars des États-Unis aient été effectivement avancés à l'appui des activités du sous-programme 2. Cependant, lors de l'exercice suivant, l'ensemble des fonds extrabudgétaires prévus s'est élevé à près d'un million de dollars (937 000 dollars des États-Unis). Malheureusement, ces sommes n'ont pas été levées. Selon le rapport du Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, ces sommes devaient compléter les ressources du budget ordinaire « afin de financer les activités de coopération technique à l'appui du renforcement des capacités et de la coordination entre les États membres, le Forum pour le partenariat avec l'Afrique, le secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, la Commission de l'Union africaine, l'Agence du NEPAD, le groupe thématique pour le Mécanisme de coordination régionale (sic), les communautés et les organisations économiques régionales œuvrant pour la mise en œuvre du NEPAD, le Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, le Mécanisme de coordination régionale, le mécanisme de coordination sous-régionale et le Programme d'action national africain d'évaluation par les pairs ». En l'absence de ventilation de ces postes de dépenses, il n'est pas possible de déterminer le budget alloué au Programme décennal de l'Union africaine.



24. Sur la période étudiée, environ 60 % des enveloppes allouées aux sous-programme 2 ont été attachées au poste et 40 % ont été consacrées à l'appui des activités du programme en matière d'assistance technique et de mobilisation des capacités aux fins du développement institutionnel, d'élaboration de projets, de mobilisation de ressources et de plaidoyer⁴.

25. Dans les résultats escomptés des sous-programmes 1 et 3 dans les exercices 2010-2011 et 2012-2013, aucune mention n'est faite des activités à l'appui du Programme décennal de l'Union africaine, conduisant à la conclusion inévitable que cela relève de la seule responsabilité du sous-programme 2 de la CEA.

⁴ CEA, « Deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 (Section 11) », Addis-Abeba, 2013.

C. Premier examen triennal : résultats, conclusions et recommandations⁵

26. Le premier examen triennal a été mené en 2010, visant la période 2006-2009. Il a entrepris un examen exhaustif du Programme décennal lié aux objectifs de développement et aux priorités du programme de l'Union africaine/NEPAD, ainsi que les principales réalisations du programme en matière des objectifs visés. Il a également fait une analyse critique du Mécanisme et de ses organes d'exécution, les groupes thématiques, afin d'identifier les contraintes, les défis et les succès. Il a également étudié comment les divers rôles et responsabilités des parties prenantes ont été comprises et réparties. Il a ensuite établi des résultats et conclusions importants sur lesquels ses recommandations reposent, qui ont ensuite été soumis à la 11^e réunion du Mécanisme, tenue à Addis-Abeba les 14 et 15 novembre 2010.

27. **Tout d'abord**, l'examen a révélé que jusqu'ici, c'était un cadre de programme, pas le programme lui-même qui a été mis en place. Il a donc recommandé que les institutions bénéficiaires, à savoir, la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER, en collaboration avec les différents groupes et sous-groupes thématiques, élaborent de toute urgence des plans et programmes d'action à moyen terme pour le renforcement des capacités et des institutions. Ce serait donc sur ces plans et programmes que reposeraient les activités et l'appui des Nations Unies et de ses partenaires, notamment dans le cadre du système de groupe thématique.

28. **Deuxièmement**, on a constaté que les parties prenantes n'avaient pas de compréhension commune de la notion et du sens du renforcement des capacités. Il a donc été difficile pour les parties prenantes d'être sur la même longueur d'ondes, en ce qui concerne le recensement des domaines d'action prioritaires pour le renforcement des capacités. L'examen a donc recommandé une définition de la notion, pour examen par le Mécanisme. Ainsi, le Mécanisme a adopté ce qui suit comme définition de travail :

« Le renforcement des capacités peut être décrit comme induisant les actions qui fournissent à une organisation l'aptitude à élaborer, planifier, gérer et mettre en œuvre des politiques et programmes visant la pleine réalisation de ses objectifs et buts. Ces actions nécessiteraient la création, au sein de l'organisation, d'un vivier important de compétences, connaissances et qualifications, la disponibilité des ressources financières et instruments organisationnels requis, les processus et mécanismes nécessaires, tous interagissant de manière à assurer l'efficacité de l'élaboration et de la poursuite des politiques, ainsi que la réussite de la mise en œuvre des plans et programmes⁶ ».

29. **Troisièmement**, entre les institutions impliquées, en particulier les bénéficiaires, le savoir et les informations sur le programme étaient lacunaires. Il faut donc intensifier les efforts pour populariser le Programme décennal entre toutes les parties concernées, et au-delà.

⁵ Voir CEA/UA, « Renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine », Premier examen triennal, Addis-Abeba, 2010.

⁶ Voir CEA/UA 2010, Document final de la onzième session du Mécanisme de coordination régionale des organismes et organisations des Nations Unies opérant en Afrique en appui à l'Union africaine et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (MCR-Afrique) Addis-Abeba, nov.2010 p.22.

30. **Quatrièmement**, les institutions bénéficiaires ont dû faire preuve de beaucoup plus d'autorité et ont dû plus s'approprier le programme. Dans la mesure du possible, elles devraient présider ou coprésider tous les groupes thématiques. Les activités des partenaires des Nations Unies, ainsi que des activités des groupes et sous-groupes thématiques, devraient se fonder sur leurs propres besoins et priorités exprimés.

31. **Cinquièmement**, les programmes régionaux compétents des Nations Unies d'appui prévus dans le budget ordinaire du programme, ont été conçus pour appuyant le programme du NEPAD naissant. Aucune disposition n'a jamais été faite à l'appui du Programme décennal de l'Union africaine. La partie IV de l'article 11 du programme 9 du budget-programme de l'ONU prévoit un appui au NEPAD à travers trois budgets de sous-programme : la coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté au NEPAD, à exécuter par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique; la coordination régionale et appui au NEPAD, dont la CEA serait responsable; les activités d'information et de sensibilisation à l'appui du NEPAD, dont le mandat a été donné au Département de l'information. La majeure partie des enveloppes budgétaires ont été allouées au Bureau et au Département, même si tous les partenaires sont convenus que leur interaction, en matière d'implication avec les Nations Unies dans le Programme décennal, était bien plus importante avec la CEA qu'avec les deux autres. Il a donc été recommandé que le budget du programme ordinaire de l'ONU prévoie des allocations substantielles et prévisibles à l'appui du Programme décennal. De plus, l'allocation des ressources au titre du sous-programme 9 devraient être restructurée pour attribuer des fonds réalistes aux activités réelles de chacun des bénéficiaires de ce sous-programme. En outre, avec l'intégration du NEPAD à la CUA en tant qu'institution spécialisée, et avec l'existence actuelle du Programme décennal, les programmes de l'article 11 à l'appui du Bureau, du Département et de la CEA, devraient peut-être être modernisés et réalignés.

32. **Sixièmement**, le Mécanisme et ses groupes thématiques doivent être renforcés et axés plus fortement sur le Programme décennal. Les groupes devraient se réunir au moins tous les trimestres, et les sous-groupes devraient se réunir dans l'intervalle. Le secrétariat devrait établir et maintenir un calendrier des réunions des groupes. Les membres des groupes participants doivent veiller à ce que les activités du groupe soient comptabilisées dans leurs programmes de travail réguliers et leurs budgets programmes. Les rapports des réunions des groupes thématiques devraient être distribués à tous les membres du Mécanisme afin de renforcer la coordination et l'échange d'informations entre les groupes. Les activités du Mécanisme et des groupes doivent être prévues dans le budget du programme ordinaire des Nations Unies.

33. **Septièmement**, le secrétariat du Mécanisme doit être abrité dans les locaux de la CEA et devrait avoir un mandat plus large et des enveloppes budgétaires réalistes pour répondre à ce nouvel éventail de responsabilités. Celui-ci devrait inclure la responsabilité de convoquer et d'organiser les réunions des groupes thématiques, mener des recherches sur les politiques et fournir des orientations, mener des activités de plaidoyer, de communication et d'information à l'appui du Programme; entreprendre des activités de mobilisation des ressources et mener des examens périodiques et évaluer le Programme décennal de l'Union africaine.

34. **Huitièmement**, l'appui des ressources des Nations Unies aux programmes régionaux africains privilégie fortement le NEPAD. Même si une restructuration de cet appui pour refléter les réalités quotidiennes est nécessaire, elle ne devrait mettre fin à la relation historique avec le NEPAD. Par

conséquent, le MCR-Afrique devrait élaborer un programme spécial d'aide fondé sur les besoins et les priorités du NEPAD exprimés en matière de renforcement des capacités et des institutions.

35. **Neuvièmement**, il serait très utile d'avoir des mécanismes de coordination sous-régionale, créés sous la direction des CER dans la sous-région pertinente. Des efforts étaient déjà déployés pour créer un mécanisme en Afrique de l'Est, centrale et australe. Le secrétariat devrait mener des consultations avec les sous-régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest sur un mécanisme visant leurs compétences respectives. En outre, le secrétariat devrait apporter les conseils et l'appui nécessaires à la mise en œuvre de cette recommandation.

36. Enfin, dans le but d'augmenter son champ d'action et de diffuser largement les informations relatives au Programme décennal de l'Union africaine, des mesures doivent être prises pour soumettre à l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine des rapports annuels sur le programme. Aussi, le MCR-Afrique et le Groupe de travail sur les OMD pour l'Afrique devraient assister à leurs réunions respectives afin d'assurer un brassage des idées, un échange des informations précieuses et la coordination des activités.

a) Recommandations mises en œuvre

37. Il serait utile de déterminer dans le présent examen le degré de mise en œuvre de ces recommandations. Les recommandations et les mesures prises à leur sujet sont détaillées ci-dessous :

1) La CUA, le NEPAD et les CER doivent formuler des plans et programmes d'action à moyen terme pour le renforcement des capacités et des institutions sur lesquels les partenaires des Nations Unies pourraient concentrer leurs activités et cibler leur appui.

38. L'exercice a commencé en 2011 avec la préparation d'un « Appui du système des Nations Unies au programme de renforcement des capacités pour l'Union africaine: diagnostic et programme de travail des groupes thématiques du MCR-Afrique ». Une équipe de consultants a été mise en place pour entreprendre cet exercice. Elle s'est appuyée sur les apports du secrétariat du MCR et sur les sources de la CUA pour les résultats de leur travail. Le programme s'est achevé en 2012 et a été officiellement présenté à la direction de la CUA lors d'une cérémonie organisée à cet effet. La Banque mondiale a également entrepris une étude similaire. Les préparatifs pour un programme de l'Agence du NEPAD ont débuté en 2012 avec une étude de consultants réalisée en 2013. Tout le système de l'Union africaine devrait être couvert dans un avenir proche. Les CER élaborent actuellement leurs propres programmes avec le soutien actif du PNUD, du Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique (PACT) et de l'Agence du NEPAD.

2) Les réunions du Mécanisme devraient consacrer une séance à un thème d'actualité qui présente un intérêt pour les bénéficiaires.

39. Le MCR a toujours procédé ainsi. En 2010, le thème était « Renforcement des capacités » ; en 2011, « Rio+20 », et en 2013, le « Programme de développement pour l'après-2015 ».

3) Orientation et appropriation

40. La CUA, qui est la principale partie prenante, a fait preuve de plus d'autorité et d'appropriation du processus. Elle préside ou co-préside aujourd'hui activement tous les groupes thématiques, comme elle le fait avec le MCR. Le programme de renforcement des capacités, appuyé par le travail des groupes thématiques, reposait lui-même basé sur les besoins en matière de capacités exprimés par les gestionnaires de programmes de la Commission. Toutes les séances du MCR ont été co-présidées par le vice-président de la CUA, avec la participation des commissaires.

4) Les activités du MCR et des groupes thématiques devraient s'inscrire dans les programmes de travail et les budgets-programmes de toutes les parties prenantes.

41. Certains participants des groupes thématiques ont mis en œuvre cette recommandation. Cependant, ce n'est pas généralisé.

5) La coordination entre et au sein des groupes thématiques doit être améliorée

42. Des efforts ont été réalisés pour définir les modalités d'amélioration de la coordination dans et entre les groupes thématiques. En juillet 2012, les coordonnateurs des groupes ont été convoqués à une réunion à Naivasha (Kenya) pour réfléchir aux modalités permettant, entre autres, d'harmoniser les plans de travail et de renforcer les relations intergroupes. Les coordinateurs ont également accepté de faire consolider leurs matrices et plans d'affaires par le secrétariat conjoint du MCR-Afrique⁷.

6) Les allocations issues du budget ordinaire de l'ONU devraient être plus importantes pour permettre au secrétariat de s'acquitter de ses fonctions exécutives.

43. Pour l'exercice biennal 2012-2013, pour l'article 11 du budget-programme, on observe une légère augmentation de 7,4 % par rapport à l'exercice 2010-11. 113 000 dollars des États-Unis seulement ont été levés dans le cadre du sous-programme 2, tirés de sources extrabudgétaires sur la période considérée.

7) Chaque institution participante devrait désigner un point focal et de liaison avec le secrétariat.

44. Seuls quelques-unes l'ont mis en place.

8) Il faudrait considérablement renforcer les effectifs du secrétariat.

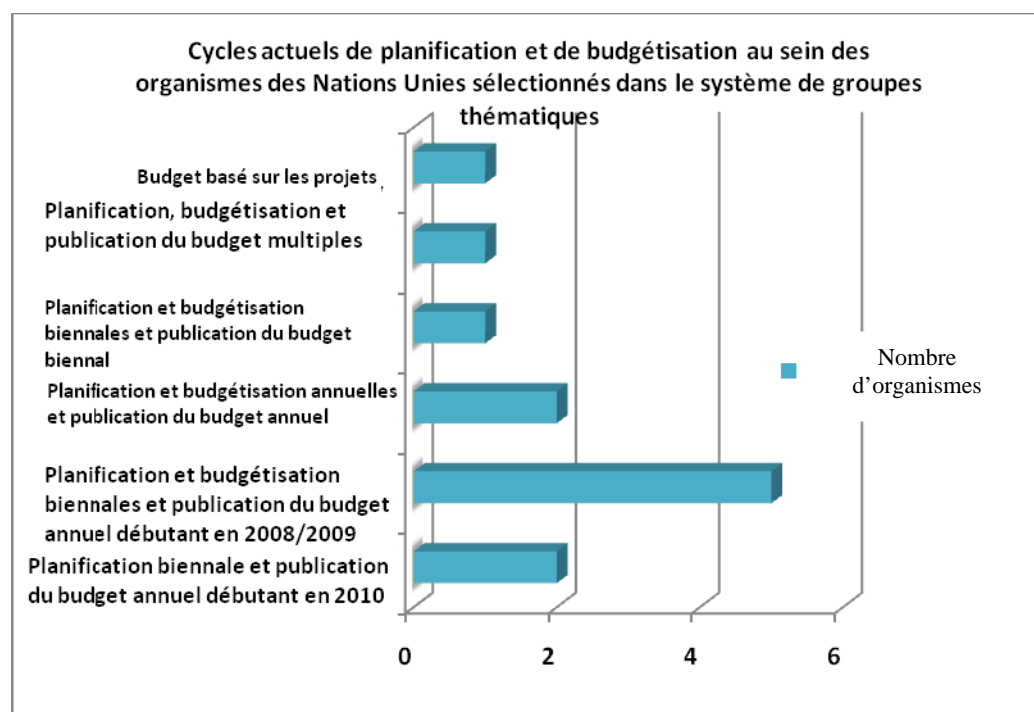
45. Les mesures ont été initiées sur la période considérée. Dans la restructuration du secrétariat de la CEA, des dispositions importantes ont été prises non seulement pour augmenter les ressources humaines et financières du secrétariat du MCR-Afrique, mais aussi pour l'élever au rang de division à part entière.

⁷ Voir Document final, Cadre pour renforcer la mobilisation des ressources et la coordination intergroupe thématique, Réunion de coordination intergroupe thématique, Naivasha, 26-27 juillet 2012.

9) Il faut prendre des mesures pour mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du Programme décennal

46. En juillet 2012, un atelier a été organisé pour formuler des stratégies de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Programme décennal. Il a été décidé qu'un plan d'activités bien chiffré, reposant sur des groupes thématiques consolidés, doit être préparé d'ici la fin de 2012. En effet, différents cycles budgétaires et de planification des institutions participantes ont été préparés, mais pas chiffrés, ce qui rend difficile leur harmonisation.

47. Un comité de mobilisation des ressources a également été mis en place afin de lancer une campagne de mobilisation de ressources début 2013. Par la suite, un fonds d'affectation spéciale pour l'appui du système des Nations Unies au Programme de renforcement des capacités pour l'Union africaine serait mis en place⁸.



10) Les parties prenantes des Nations Unies devraient également participer aux activités du secrétariat.

48. Des efforts ont été déployés pour mettre en œuvre cette recommandation. Le PNUD, l'OIT et le FNUAP ont apporté des ressources à l'appui du travail du secrétariat en 2011. C'était une contribution unique qui n'a pas été maintenue par la suite.

⁸ Voir Document final, Cadre pour renforcer la mobilisation des ressources et la coordination intergroupe thématique, Réunion de coordination intergroupe thématique, Naivasha, 26-27 juillet 2012.

11) L'Agence du NEPAD devrait élaborer un programme spécial de renforcement des institutions.

49. Lors du dialogue régional sur la mise en œuvre des programmes du NEPAD qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en juin 2012, les stratégies pour améliorer la prestation du NEPAD comme agence technique spécialisé de l'Union africaine ont été intégrées. Il s'agit notamment l'élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre aux niveaux national, sous-régional et régional. Un atelier de renforcement des capacités a également été organisé pour les principales parties prenantes de la CUA, du NEPAD, des CER et des institutions des Nations Unies, notamment en ce qui concerne le suivi et l'évaluation des programmes du NEPAD pour renforcer les capacités du NEPAD pour plus d'impact et de l'efficacité⁹. En 2012, l'action a été lancée pour préparer une évaluation des besoins en matière de capacités pour le renforcement des institutions pour l'Agence du NEPAD.

12) Les CER, individuellement ou en groupe, devraient s'engager avec leurs partenaires des Nations Unies pour convenir d'un programme pour le Programme décennal de l'Union africaine.

50. Le processus a déjà été lancé avec la CEEAC, la CEDEAO, la CAE, le COMESA et la SADC. Depuis les mesures prises par le PNUD et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique à l'appui des CER, il a été décidé que le Programme décennal de l'Union africaine devrait être intégré dans leurs programmes afin de rassembler les ressources des trois initiatives pour s'acquitter plus efficacement de cette recommandation.

13) Un rapport sur la mise en œuvre du Programme décennal devrait être soumis chaque année à l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine.

51. Des rapports ont été soumis au Conseil exécutif de l'Union en 2011 et 2012.

14) Il faut intensifier la coopération entre le MCR-Afrique et le Groupe de travail sur les OMD en Afrique.

52. Une réunion formelle en 2011 entre les secrétariats des deux groupes a permis la prise de mesures en faveur de la mise en œuvre de cette recommandation, dont l'issue a été la mise en place d'un groupe de travail spécial pour l'élaboration des modalités de la coopération. Le thème « L'après-2015 » pour la 13^e session du MCR-Afrique a été choisi à la demande du Groupe de travail.

15) Il faut prendre des mesures pour créer un mécanisme de coordination sous-régionale pour les sous-régions d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest.

53. Des mesures ont été prises et le Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest a été établi par la suite en 2011. Sa mise en place en Afrique du Nord a été retardée, probablement en raison de la situation politique dans cette sous-région durant la période considérée.

⁹ Voir Document final sur le dialogue général sur le renforcement de la coordination en vue, Durban (Afrique du Sud), 6-7 juin 2012.

16) Le secrétariat du MCR devrait prendre des mesures pour impliquer les CER qui n'ont pas encore intégré un Mécanisme de coordination sous-régionale dans le processus.

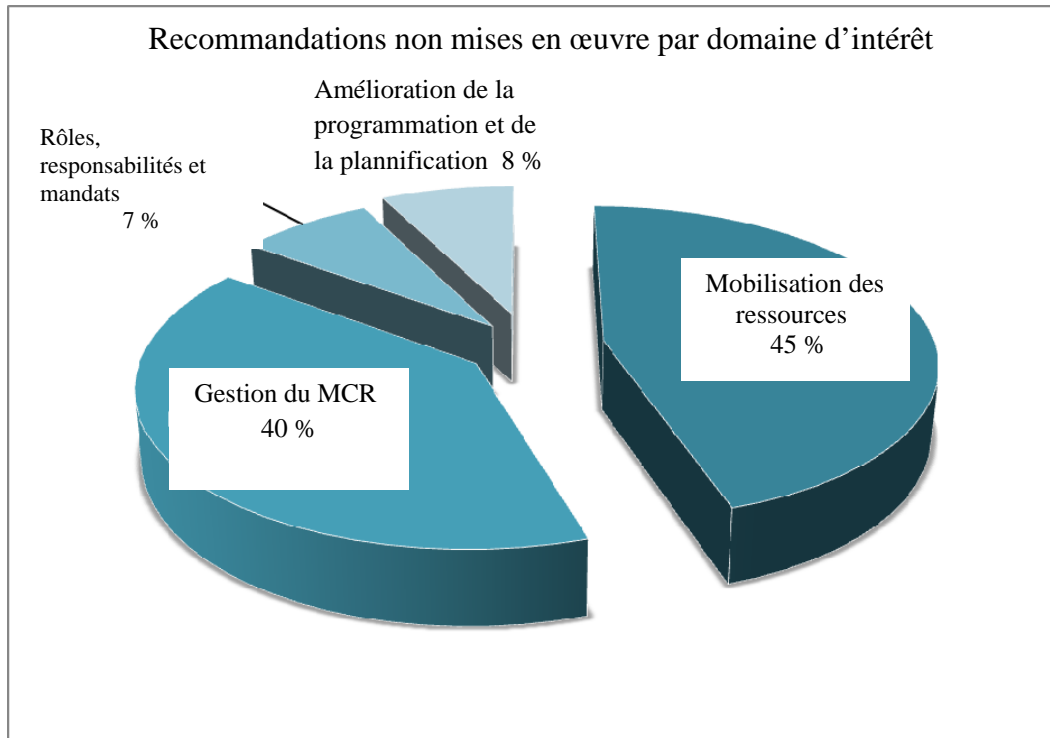
54. La CEEAC, la CEDEAO, la CAE, la SADC et le COMESA ont été impliqués.

b) Recommandations non mises en œuvre

55. Les recommandations suivantes sont encore étudiées et aucune disposition n'a été prise à leur égard :

- 1) **Il convient de prévoir dans le budget-programme de l'ONU une disposition relative au travail du MCR.**
- 2) **Le système de l'Union africaine, l'Agence du NEPAD et les CER devraient déployer des efforts pour entreprendre la programmation conjointe des actions pour la mise en œuvre du Programme décennal.**
- 3) **En vertu de l'article 11 du Budget-programme de l'ONU, il faudrait revoir les mandats respectifs du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, du Département de l'information et de la CEA et les adapter aux besoins du Programme décennal. L'allocation des ressources devrait également être restructurée en conséquence.**
- 4) **Un groupe consultatif devrait être créé pour définir et mettre à jour les mandats, les rôles et les responsabilités, les ressources et statuer sur la question de la place de l'Union africaine comme fer de lance du processus.**
- 5) **Les groupes thématiques devraient se réunir sur une base trimestrielle et les réunions des sous-groupes devraient avoir lieu dans l'intervalle.**
- 6) **Un calendrier des réunions des groupes et sous-groupes devrait être établi et mis à jour au secrétariat du MCR.**
- 7) **Les rapports de ces réunions devraient être distribués à toutes les parties prenantes.**
- 8) **Le secrétariat du MCR devrait être chargé de convoquer et organiser les réunions du MCR et de ses groupes, entreprendre des recherches sur les politiques et donner des orientations politiques, préparer et diffuser les rapports, assurer un suivi, mobiliser les ressources, et procéder périodiquement à des examens et à des évaluations.**
- 9) **Les organisations partenaires impliquées, notamment la Banque mondiale et la BAD, devraient également œuvrer à l'appui des activités liées au MCR.**

56. Parmi les recommandations ci-dessus non mises en œuvre, 45 % portaient sur des questions de mobilisation des ressources pour le Programme décennal, le MCR-Afrique et ses groupes thématiques; 40 % se rapportent à la gestion du mécanisme par le secrétariat, tandis que les 15 % restants se divisent à parts égales entre le besoin de préciser davantage les rôles, les responsabilités et les mandats des principales parties prenantes, et celui d'une programmation et d'une planification conjointe.



c) Recommandations du MCR-Afrique

57. Le MCR-Afrique avait lui-même énoncé des recommandations visant à renforcer ses processus et procédures. Certaines sont redondantes avec celles du premier examen. Dans ce qui suit, les recommandations les plus pertinentes sont résumées, ainsi que leur mise en œuvre.

- 1) **Les programmes et plans des groupes thématiques doivent être alignés sur les programmes stratégiques, les plans et les cycles de planification des institutions bénéficiaires ainsi que sur les cadres régionaux existants pertinents**

58. Chaque groupe thématique a en pratique tenté de faire reposer ses programmes et plans sur les cadres stratégiques institutionnels ou régionaux de l'Union africaine. Les plans stratégiques de la CUA ont été particulièrement utiles.

- 2) **Le secrétariat du MCR devrait être transformé en un secrétariat conjoint Union africaine/ONU et doit être renforcé grâce aux ressources financières et humaines.**

59. Un secrétariat conjoint CUA/CEA a été mis en place, dont les activités sont essentiellement consultatives sur les questions relatives au Programme décennal de l'Union africaine et au MCR.

- 3) **Les rapports des groupes thématiques devraient s'axer non plus non plus sur les activités, mais sur les résultats. Les groupes thématiques devraient aussi s'efforcer de se concentrer sur un nombre limité de produits livrables pour plus d'impact.**

60. Selon les groupes thématiques, des efforts ont été déployés pour mettre l'accent non plus sur les activités, mais sur les résultats. L'examen de certains plans de travail et rapports des groupes

confirment cette tendance. Il est certain que toutes les parties concernées ont plus conscience de ce besoin et travaillent avec diligence à y répondre.

4) Il faut tisser des liens entre le MCR-Afrique et les équipes de directeurs régionaux.

61. En effet, la coopération avec les équipes de directeurs régionaux a été lancée en 2010 pour la réalisation des OMD. Le PNUD, présent au niveau national, devait mener à bien cette coopération. Le groupe thématique pour la gouvernance s'est engagé auprès de l'équipe du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) pour l'Afrique de l'Est et australe à se prononcer sur des domaines spécifiques de coopération. Il a été convenu que le groupe thématique travaillerait avec les différents groupes de travail des équipes de directeurs régionaux du GNUM, à savoir : Égalité des sexes et droits humains; Appui et assurance-qualité; Appui au programme.

5) Des mécanismes de coordination sous-régionale devraient être mis en place dans les sous-régions de la CEA.

62. Les mesures suivantes ont été prises pour la mise en œuvre de cette recommandation :

- Une réunion du Groupe de travail incluant la CEA, le PNUD, le PNUE, l'OMS, l'ONUDI et l'UNESCO s'est tenue en 2010 à Kigali (Rwanda) pour débattre de la mise en œuvre du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et à son Programme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, et aux communautés économiques régionales dans les sous-régions d'Afrique de l'Est et australe.
- Sur la base des programmes et des priorités actuelles des CER, telles que décrites dans leurs programmes de travail pluriannuels, cinq groupes thématiques ont été mis en place : Intégration régionale et infrastructures; Changements climatiques et gestion de ressources naturelles; Gouvernance; Égalité des sexes et développement social; et Agriculture et sécurité alimentaire. Ces domaines d'intervention correspondent aux domaines thématiques prioritaires de l'Agence du NEPAD. La gestion des connaissances et le partage de l'information a été identifiée comme une question transversale.
- Le nouveau Mécanisme de coordination sous-régionale a été lancé en novembre 2011 à Addis-Abeba et un plan d'activités pour la période 2013-2017 a été établi. Un comité directeur conjoint composé de représentants des deux sous-régions a été mis en place.
 - La CAE est le fer de lance pour « stimuler un développement économique à grande échelle » ;
 - L'IGAD est chargé de la « gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire » ;
 - La SADC mène la « création d'institutions au service de la cohésion sociale » ;
 - Le COMESA co-préside le Mécanisme.
- En vertu de l'appel à la création d'un tel Mécanisme en Afrique centrale, une réunion consultative s'est tenue à Douala (Cameroun). Un programme commun indicatif pour la période 2010-2012 a été adopté et six groupes thématiques basés sur les priorités de la

CEEAC et de la CEMAC ont été établis : Infrastructures (transports, énergie, eau et assainissement); Gouvernance, Paix et sécurité, Industrie, Commerce et accès au marché; Agriculture, Sécurité alimentaire et environnement; Sciences et technologie, Emploi et formation, VIH et sida; Renforcement des institutions.

- La CEA, la BAD, le PNUD, le PNUE, la Banque mondiale, la CEEMAC¹⁰, la CEEAC¹¹, la CICOS¹², le PEAC¹³, la BDEAC¹⁴, la COMIFAC¹⁵, le HCDH, le NEPAD, l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM, l'ONUDI, l'ACBF, la FAO, l'OMS, l'OIT, l'ONUSIDA, le FNUAP comptaient parmi les membres de ce Mécanisme.
- Une évaluation de la mise en œuvre du plan d'activités du Mécanisme en 2012 a révélé un taux de 50 % de mise en œuvre. Ce chiffre assez bas s'explique par le manque de communications entre les parties prenantes, les problèmes de coordination et les ressources limitées.
- Malgré sa création en 2011, le Mécanisme en Afrique de l'Ouest n'a pas été mis en œuvre sur la période considérée. L'Afrique du Nord n'avait établi aucun Mécanisme.

6) La coordination et la communication intergroupes thématiques doivent être améliorées, et le groupe Plaidoyer et communication devrait plus interagir avec tous les autres groupes.

63. En 2010, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a invité chaque groupe à désigner un point focal. Il a ensuite organisé au Sénégal un atelier sur l'intégration de la communication dans les groupes thématiques à leur attention. Les présidents des groupes et des sous-groupes ont également participé à cet atelier.

7) Il faut intégrer les questions transversales aux travaux des groupes.

64. Suite à l'atelier de formation pour les membres des groupes, organisé par les sous-groupes pour la jeunesse et l'égalité des sexes, des efforts ont été réalisés par de nombreux groupes pour intégrer les questions transversales aux plans de travail et d'activités annuels. Des activités de formation et de sensibilisation ont été déployées à l'appui de ces initiatives menées par certains sous-groupes. Une analyse des questions sexospécifiques a été menée sur les projets, les activités et les processus d'un groupe thématique. Les lignes directrices pour l'intégration de ces questions ont été préparées par le sous-groupe pour l'égalité des sexes à l'usage de ses membres. Le sous-groupe Emploi et travail a sensibilisé les groupes à l'intégration de l'emploi dans leurs plans et programmes. Les sous-groupes de la santé et de l'environnement ont fait de même, respectivement en matière de santé et de changement climatique.

¹⁰ Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

¹¹ Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

¹² Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sango.

¹³ Pool énergétique de l'Afrique Centrale.

¹⁴ Banque de développement des États de l'Afrique centrale.

¹⁵ Commission des forêts de l'Afrique centrale.

- 8) Les programmes de travail de renforcement des capacités pour les institutions bénéficiaires devraient être établis en définissant clairement les activités, les résultats escomptés, le calendrier, les cadres de suivi et d'évaluation et les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.**

65. Le programme de la CUA a été achevé sur la période considérée. Les dispositions pour la préparation de l'Agence du NEPAD ont été prises en 2012.

- 9) Des mesures devraient être prises pour populariser le Programme décennal auprès des parties prenantes et au-delà.**

66. Aucune mesure vérifiable n'a été prise pour cette recommandation.

67. On peut donc voir qu'à l'exception de la dernière recommandation, toutes les autres recommandations émanant du MCR-Afrique en 2010-2012 ont été mises en œuvre.

D. Réalisations et défis des groupes thématiques et autres parties prenantes

68. Les neuf groupes thématiques sont les organes exécutifs du Programme décennal de l'Union africaine. L'examen a donc entrepris un examen approfondi de leur travail afin de déterminer dans quelle mesure ils ont répondu aux exigences du Programme.

69. Leurs réalisations ont été documentées dans les rapports annuels au MCR-Afrique. S'appuyant sur ces rapports ainsi que sur les consultations menées avec les groupes et les coordinateurs, on peut conclure que les trois années couvertes par l'étude ont été fructueuses. Les groupes thématiques ont procuré des services consultatifs, une assistance technique, de la formation et un appui financier. Ils ont aidé à organiser des ateliers, des réunions de groupes d'experts et d'organes politiques; ils ont aidé à la formulation et au développement de cadres, de programmes et de plans d'action importants. Ils ont appuyé le personnel; facilité la prise de positions communes sur les questions mondiales et ont aidé lors des négociations de l'Afrique à leur sujet.

70. Des parties prenantes majeures, à savoir la CEA, le DPI, le DAP, le DOMP, le DESA, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, ont également apporté des contributions individuelles, en plus de l'appui apporté dans le cadre de leurs actions avec les différents groupes thématiques.

71. Ainsi, dans cette section, le rapport examine les réalisations des groupes, de leurs sous-groupes et des autres parties prenantes individuelles, sur la base des informations contenues dans les rapports (annuels et autres) et tirées des consultations avec eux.

a) Gouvernance

72. Le groupe thématique Gouvernance est convoqué et co-présidé par le PNUD et le Département des affaires politiques de la CUA. L'Agence du NEPAD, le MAEP, le PAP, la BAD, la CEA, l'IDEA, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'OIT, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le DAES, le

HCR, l'UNICEF, le Bureau de liaison des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Haut-commissariat, l'ONU-Femmes, l'Institut pour la gouvernance en Afrique, l'IDEP, l'UNPEACE en sont les membres.

73. Le « point d'entrée à l'Union africaine » a été le Département des affaires politiques de la Commission de l'UA. Son objectif stratégique est de tendre vers une Afrique unie et intégrée grâce à une mise en œuvre effective des principes de l'Union africaine, des normes sur la démocratie, les élections, la gouvernance, la primauté du droit, des droits humains et du droit international humanitaire. Il poursuit cet objectif en accord avec le Plan stratégique de la CUA 2009-2012. L'un des quatre piliers de ce plan est le partage de valeurs (troisième pilier). La promotion de la gouvernance démocratique, des droits humains et du constitutionnalisme ainsi que la formulation et la mise en œuvre de programmes visant à renforcer les services publics africains et l'intensification de la lutte contre la corruption sont au cœur de ce pilier. Cela a nécessité la mise en place d'un mécanisme de coordination global pour toutes les actions liées à la gouvernance menée par l'Union africaine sous la forme de l'Architecture africaine de gouvernance. C'est sur ces éléments que le groupe thématique Gouvernance s'est focalisé sur la période étudiée.

74. Le groupe thématique se compose de quatre sous-groupes : Gouvernance économique et d'entreprise; Droits humains; Fonction publique et administration, et Démocratie et élections. Sur la base des recommandations du premier examen triennal, le groupe a indiqué se concentrer plus sur la planification, la programmation et l'exécution des interventions de renforcement des capacités à l'appui de l'Union africaine, comme l'ont préconisé les plans et programmes de travail stratégiques et d'activités de l'institution. En effet, le premier examen a aidé à orienter le travail du groupe sur les résultats. L'appui au renforcement des capacités du groupe auprès de la CUA/Département des affaires politiques et des autres organes et institutions de l'Union africaine a également été affiné depuis le premier examen triennal. Cet appui s'illustre principalement sous deux formes : l'appui au programme à travers une assistance technique et des services consultatifs, et l'appui opérationnel à travers le renforcement des capacités institutionnelles. Dans toutes les actions menées sur la période considérée, le groupe s'est efforcé d'intégrer les questions liées à l'égalité des sexes, à la jeunesse, aux droits des minorités, au changement climatique, etc. si nécessaire.

75. Sur la période considérée, grâce au travail de ses sous-groupes, le groupe a apporté des contributions à l'appui des objectifs de l'Union africaine ainsi que de ses cadres politiques et normatifs. Afin d'aider l'Union à formuler et à mettre en œuvre une stratégie pour les droits humains en Afrique, il a organisé différents ateliers et réunions de formations, de validation et de consultation, en collaboration avec la Commission africaine des droits humains et des peuples, qui ont abouti à la finalisation et l'adoption de la Stratégie relative aux droits humains en Afrique. Il a également contribué à l'élaboration d'un plan d'action réaliste pour la mise en œuvre de la Stratégie. Le groupe a fourni une assistance technique pour la conceptualisation et la conception de l'Architecture africaine de gouvernance, qui a été examinée et validée par des experts avant d'être adoptée par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement en juillet 2011. L'organe de coordination de l'Architecture, la plateforme africaine de gouvernance, a été créée et lancée à Lusaka (Zambie) en 2012. Deux réunions consultatives ont permis sa mise en œuvre : les réunions techniques et les réunions politiques tenues dans le cadre de l'Architecture. Grâce aux efforts concertés du groupe, de la CUA et de son Département des affaires politiques ainsi que du PAP pour populariser la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, les 15 ratifications nécessaires ont été obtenues auprès

des États membres de l'Union africaine et la Charte est donc entrée en vigueur en 2012, année déclarée « Année des valeurs partagées » par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine.

76. Le groupe a fourni des conseils et une assistance technique à l'Union africaine pour la finalisation et l'adoption par la Conférence des ministres africains de la fonction publique, de la Charte africaine sur les valeurs et principes du service public. Un guide d'action, reposant sur la Charte, a également été élaboré. Une assistance similaire a été apportée pour la conceptualisation et l'élaboration de la Charte africaine de la décentralisation et de la gouvernance locale. Un appui financier et technique a été apporté pour la convocation du huitième Forum sur la gouvernance en Afrique (AGF VII) à Gaborone (Botswana) en 2012 sur le thème « Démocratie, élections et gestion de la diversité en Afrique ». Les 500 délégués des organes et institutions de l'Union africaine, des gouvernements, de la société civile, des groupes de réflexion, des organisations des jeunes et des femmes, des Nations Unies, des CER, etc. ont participé à la réunion.

77. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs a continué à bénéficier de l'appui financier et technique du groupe, dont les membres ont également apporté un appui en matière de ressources humaines au Département des affaires politiques de la CUA, en particulier le Groupe pour la démocratie et l'assistance électorale et le Groupe des affaires humanitaires.

78. Les interventions à l'appui de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et des CER ont été plutôt limitées. Une assistance financière et technique a été déployée pour la convocation des réunions des ministres de la fonction publique de la SADC et de la CEDEAO. Une assistance a été apportée pour renforcer les capacités dans les États membres de la CEDEAO pour une lutte plus déterminée contre la corruption. Un plan d'action de trois ans a été élaboré avec des dispositions sur un rapport annuel sur l'état de lutte contre la corruption dans les États membres de la CEDEAO. Les organes directeurs de l'Agence du NEPAD ont reçu une assistance technique, à savoir le Comité de pilotage du NEPAD, le Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement et plusieurs forums de l'Agence, dont la troisième réunion régionale africaine sur l'efficacité des activités du développement, tenue à Addis-Abeba en 2011.

b) Science et technologie

79. L'UNESCO et la CUA président conjointement le groupe thématique Science et technologie. Ce comité est composé de : la CEA, la FAO, l'Agence du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial, le PNUD, le PNUE, la CNUCED, l'OMS et la Banque mondiale.

80. Le programme de l'Union africaine pour la science et la technologie relève du Département des ressources humaines, de la science et de la technologie de la Commission. Le mandat est de promouvoir le développement et l'utilisation de la science et de la technologie, y compris les TIC, pour la transformation sociale et économique du continent. C'est à l'appui de la prestation de l'Union africaine sur ce mandat que le groupe base ses interventions. En cela, il aide à la mise en œuvre de l'utilisation du Plan d'action consolidé pour la science et de la technologie du NEPAD, qui favorise l'utilisation de la science et de la technologie au service de l'industrialisation et de la croissance de l'Afrique. Il contribue également à la promotion de la recherche - développement dans la science et la technologie, ainsi que du renforcement des capacités.

81. La deuxième Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique a été organisée en 2010, dont les résultats comprennent l'élaboration d'un cadre africain pour l'innovation et la mise en place d'un projet de fonds africain de dotation pour la science, la technologie et l'innovation. Le groupe thématique a conçu et formulé un Plan d'action consolidé en faveur de la science de l'Union africaine, validé, finalisé et préparé pour adoption. En 2011, il a aidé à organiser une réunion de groupe d'experts sur la science du changement climatique.

82. En 2011, il a aidé à organiser la réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement, au cours de laquelle le Forum interparlementaire africain sur la science, la technologie et l'innovation a été lancé. L'année suivante, le premier Forum africain sur les réseaux et associations liés à la science, la technologie et l'innovation a été réuni. La création de réseaux pour la CEDEAO et des sous-régions du COMESA; la conduite des activités de renforcement des capacités des membres du Forum parlementaire de la science, de la technologie et de l'innovation, et la création du Réseau africain de développement et de transfert de technologies en a résulté.

83. En matière d'appui aux CER, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés pour les États membres de la CEDEAO en 2010 et 2011 sur la formulation et l'examen de la politique science, technologie et innovation. La sous-région de la CEEAC a reçu des services en 2011. L'IGAD, la CEDEAO, la SADC et la CEEAC ont également bénéficié du renforcement des capacités en formation en ligne.

c) Développement des infrastructures

84. La CEA et la CUA président conjointement ce groupe thématique. L'AIEA, la Banque mondiale, la CNUCED, la FAO, l'OIT, l'OIM, l'OMC, l'OMM, l'OMPI, l'OMS, l'ONU-HABITAT, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNITAR, l'UNOPS, l'UIT, en sont les membres.

85. Quatre sous-groupes existent au sein de ce groupe : Énergie, Transports, Technologies de l'information et de la communication (TIC), et Eau, assainissement et hygiène. Les sous-groupes Transports et Énergie sont trop petits avec seulement deux membres chacun. Ils n'ont donc pas été actifs. Les activités ont été également très limitées avec des contributions tout aussi limitées au Programme décennal de l'Union africaine et aucune interaction n'a été observée avec l'Agence du NEPAD.

86. Le mandat du Département des infrastructures et de l'énergie de la CUA vise à intensifier le développement des transports, des communications et des infrastructures touristiques, à améliorer l'efficacité des services, et à promouvoir l'exploitation durable de l'énergie. En collaboration avec l'Agence du NEPAD, les systèmes de l'Union européenne et des Nations Unies, le Département met en œuvre le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), qui est la stratégie et le cadre de l'Union africaine pour le développement des infrastructures et de l'énergie sur le continent d'ici 2040. Ils constituent donc le contexte dans lequel le groupe tente de procurer ses services.

87. En 2010, le sous-groupe a formulé un projet sur l'appui de l'harmonisation des politiques en faveur des TIC en Afrique sub-saharienne, dont la mise en œuvre a permis à la CUA et les CER d'aider les États membres à harmoniser leurs politiques et réglementations en la matière. Il a également élaboré

le Cadre de référence pour l'harmonisation des politiques en matière de TIC en Afrique, ensuite adopté pour utilisation par l'Union africaine.

88. Les CER ont reçu une aide importante en matière de TIC. En 2010, la CEDEAO et la CEEAC ont aidé à définir des modèles législatifs sur les TIC rédigés pour utilisation dans la promulgation de lois nationales en matière de TIC par les États membres, et leurs actes additionnels transposable à tous les pays membres. La CEEAC et la CEMAC ont contribué à l'élaboration de leurs législations respectives sur la cyber-sécurité. L'assistance technique a été étendue à la SADC pour l'examen et la mise à jour de sa législation en matière de modèle et de politique TIC, la préparation des Lignes directrices pour les services et accès universels, ainsi que la boîte à outils de bonnes pratiques sur l'utilisation des dits-services et accès.

89. Le sous-groupe thématique Eau travaille en étroite collaboration avec le Conseil des ministres africains responsables de l'eau à travers le partenariat ONU-Eau-Afrique. Il a aidé le conseil dans l'organisation de la Semaine africaine de l'eau qui se tient chaque année. Le sous-groupe a également activement participé et contribué aux réunions du Comité consultatif technique du Conseil des ministres.

90. Malheureusement, c'est dans le secteur où les activités du groupe thématique pourraient être les plus pertinentes et les plus utiles à l'Agence du NEPAD et au PIDA qu'elles ont le moins de portée. Des efforts doivent être faits pour améliorer la situation.

d) Développement social et humain

91. Les membres du groupe thématique sont : l'UNESCO, le FNUAP, l'ONUSIDA, le HCR, l'UNICEF, l'ONUDI, la FAO, le HCDH, l'ONU-FEMMES, le PAM, le COMESA, la CAE, la CEEAC, la CEDEAO, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, l'OIM, l'OIT et l'Agence du NEPAD. L'OMS et la CUA président conjointement. Le groupe se compose de six sous-groupes : Bien-être social et lutte contre la traite des êtres humains ; VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies infectieuses ; Éducation et ressources humaines; Travail et emploi ; Égalité des sexes, jeunesse et développement; Sport et culture;

92. Les programmes de développement social et humain de l'Union africaine visent à promouvoir une approche globale et centrée sur l'humain pour le développement en vue de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie des populations africaines. Ils portent sur les questions de santé, la nutrition, les établissements humains, l'eau et l'assainissement, les médicaments, la culture, les jeunes, le sport, l'éducation et le développement des ressources humaines.

93. Durant les deux premières années, le groupe a continué d'être très actif. Toutefois, l'élan est considérablement retombé la dernière année, notamment en raison d'un changement de direction et l'arrivée de nouveaux participants. Cependant, dans ses rapports, le groupe indique qu'il a entrepris un grand nombre d'activités, notamment à travers les travaux des sous-groupes. Il a également été en mesure de développer et de finaliser son plan d'activités, basé sur le programme de travail du Département des Affaires sociales de la CUA, en particulier sur ses obligations d'informer sur les engagements en matière de VIH/sida et sur la promotion et la protection du bien-être des enfants, des femmes, des jeunes, des fillettes, des groupes vulnérables et des personnes handicapées.

94. Les actions en matière de travail et d'emploi reposent sur les engagements du Plan d'action d'Ouagadougou. Pour l'éducation et le développement des ressources humaines, les programmes de groupes ont été élaborés sur la base du Plan d'action de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique et la Charte africaine de la jeunesse. Le sous-groupe Égalité des sexes a aligné ses activités sur le plan stratégique de la CUA.

95. Le groupe a aidé la CUA à populariser le Plan d'action de Ouagadougou sur la traite des personnes, en travaillant à travers les CER, et a contribué à mobiliser des ressources pour le lancement de la campagne de l'Union africaine-COMMIT dans les CER (CAE, IGAD et CEDEAO), ainsi que nombre d'ateliers techniques pour les États membres et les organisations de la société civile. 138 bénévoles du Corps des jeunes volontaires de l'Union africaine ont reçu une formation pour la préparation à leur déploiement dans différents pays à travers l'Afrique. Un appui technique et financier a été apporté pour la convocation de la Conférence panafricaine sur la formation des enseignants et de la Conférence des ministres de l'éducation de l'Union africaine, tenues toutes deux en 2011.

96. L'élaboration du Plan africain pour l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH a été soutenue et approuvée plus tard par les ministres africains de la santé. De plus, un appui technique et financier important a été apporté pour l'élaboration d'indicateurs communs pour le suivi des mesures prises dans le cadre de l'Appel d'Abuja et du Plan d'action de Maputo au niveau national. Un rapport a été finalisé au niveau du continent. De plus, AIDS Watch Africa représente une plate-forme de haut-niveau pour le plaidoyer et la reddition de comptes en matière de VIH/sida, de tuberculose et de paludisme. L'institution a présenté une stratégie commune pour financer et investir dans la lutte contre le sida ainsi que traiter la maladie, préparer la Feuille de route de l'Union africaine pour le partage des responsabilités et la solidarité mondiale. Cette stratégie a été approuvée par les chefs d'États.

97. Le groupe a fourni une assistance technique pour la préparation du rapport sur « La Situation des enfants en Afrique » de l'Union africaine, officiellement lancé lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement à Kampala en 2010. Un appui similaire a été fourni pour la préparation de la position commune africaine sur le VIH et le sida et le Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique de l'Union africaine, finalisé et adopté par les ministres africains de la santé en 2012.

98. Les CER ont reçu un appui pour élaborer leurs programmes sur le développement de l'entrepreneuriat des femmes et l'harmonisation des lois et procédures migratoires transfrontaliers. L'IGAD et la SADC ont reçu une assistance technique sur la ratification, la mise en œuvre et la vulgarisation de la Charte de la renaissance culturelle africaine. Des fonds ont également été mobilisés pour les ateliers de renforcement des capacités pour l'initiative « sport en faveur du développement pour les CER ».

99. Le groupe thématique a permis à la CEEAC, à la CEDEAO, au COMESA, à la CAE, à l'IGAD, à la Commission de l'océan Indien, à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et à la SADC de participer aux réunions des comités régionaux de pilotage de la campagne « Tous unis en Afrique ». Ils ont ainsi pu être en capacité de mettre en œuvre les objectifs de la campagne au niveau sous-régional et national.

100. En 2012, l'Agence du NEPAD a reçu un appui financier et technique pour la formulation de sa stratégie sur le financement durable de la santé, qui a été approuvée par les chefs du Comité gouvernemental du NEPAD.

e) Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural

101. La FAO et la CUA président ensemble ce groupe thématique. La CEA, l'Agence du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, l'OIM, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la CNUCED, le PNUD, l'OMM, l'AIEA, l'OMPI, le HCR, la Banque mondiale, le PAM, le FIDA, l'OIT, l'ONU-Femmes et l'ONUDI en sont membres.

102. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) adopté en juillet 2003 par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement est le cadre général pour l'appui du groupe au Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la CUA, l'Agence du NEPAD, les CER et, enfin, les pays africains eux-mêmes. Le PDDAA est le programme régional pour la revitalisation de l'agriculture africaine au service de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

103. Dans ce cadre, le groupe a préparé son plan d'activités et a élaboré un programme de renforcement des capacités global à moyen terme pour la mise en œuvre du PDDAA, sur la base de l'évaluation des besoins globaux qu'il a menée.

104. Les membres du groupe ont estimé que les actions menées depuis le premier examen, la formulation de leur plan d'activités et la finalisation de leur programme de développement des capacités pour la mise en œuvre du PDDAA ont fait l'objet de toutes les attentions. Des membres reçoivent aujourd'hui des allocations budgétaires tirées du budget régulier. Cela leur a permis de participer pleinement aux activités du groupe. Ce fut le cas pour la CUA, la FAO, le PAM, la CEA et le PNUD.

105. Le groupe thématique a apporté un appui technique et, dans certains cas, financier pour la mise en place de tables rondes nationales, ce qui a conduit à la signature de pactes et à l'élaboration de plans d'investissement post-pactes et de stratégies de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du PDDAA au niveau des pays et au niveau sous-régional. Grâce à cet appui, trente pays et une CER (CEDEAO) ont signé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine. 24 pays ont mis au point des plans d'investissements nationaux sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et 17 pays ont procédé à un examen technique et organisé des réunions de coordination. Le processus a généré la mobilisation d'une somme substantielle, soit 430,5 millions de dollars des États-Unis, à l'appui des plans d'investissement des pays. Le groupe a également apporté son appui à l'initiative de la CUA pour créer des bourses des matières premières dans différents pays africains.

106. Le développement rural est un pilier du PDDAA. Dans la poursuite des objectifs du programme en la matière et afin de définir des stratégies pour l'emploi rural prioritaires dans les plans d'investissement nationaux, le groupe a organisé un atelier sur l'emploi rural en Afrique, avec un accent sur les femmes et les jeunes, lors de la 7^e réunion de la plate-forme de partenariat du PDDAA en 2011. Cette même année, une autre réunion sur la création de nouveaux emplois dans l'agriculture pour les jeunes ruraux a été organisée en marge du Sommet.

107. L'essor de l'agroalimentaire et des agro-industries est également un objectif important du PDDAA. Le groupe a donc appuyé la tenue de réunions de haut niveau avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et d'autres hauts responsables gouvernementaux, d'organisations internationales, etc. afin de réfléchir à l'initiative pour le développement de l'agroalimentaire et des

agro-industries pour finalisation et adoption. Un groupe de travail composé de membres du groupe a été mis en place en 2012 pour travailler sur les modalités de mise en place d'un Fonds d'actions et de garantie pour l'agroalimentaire en Afrique.

108. Les membres ont participé activement aux réalisations du Groupe de travail sur les OMD en Afrique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, dont la mission est d'appuyer la mise en œuvre du programme PDDAA du NEPAD comme contribution à la réalisation de l'OMD 1 – l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim. Ils ont également participé à l'étude sur le coût de la faim en Afrique, entreprise dans le cadre de la Stratégie régionale pour la nutrition 2005-2015.

109. Deux activités menées en 2011 ont contribué à promouvoir la coopération entre les groupes, ainsi que la coopération entre les départements de la CUA, avec les réunions pour la réponse aux crises dans la corne de l'Afrique et le partenariat sur l'eau ans l'agriculture. Le Département de l'économie rurale et l'agriculture, le Département des affaires politiques et le Département de la Paix et de la Sécurité ont collaboré étroitement à la convocation et le déroulement de ces réunions, comme l'ont fait les groupes Agriculture, Paix et sécurité et Gouvernance. De même, avec la collaboration du sous-groupe Égalité des sexes et développement, il a été possible d'intégrer plus systématiquement les questions sexospécifiques dans les réalisations du groupe et ensuite dans la mise en œuvre du PDDAA.

110. L'Agence du NEPAD a bénéficié d'une assistance technique, avec le détachement de deux experts du PAM et de la FAO, en plus de celui d'un agent principal chargé de la politique et des investissements. Ces fonctionnaires ont été mis à la disposition du Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la CUA.

f) Paix et sécurité

111. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et la CUA coprésident ce groupe. La CEA, la FAO, l'OIT, l'OIM, l'ONUSIDA, le PNUD, le HCR, l'ONU-Femmes, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, la Banque mondiale, le HCDH, le FNUAP, l'UNESCO, le PNUE, le COMESA, la CAE, la CEEAC, la CÉDÉAO, la SADC, le NARC en sont membres.

112. Les Nations Unies se sont engagées depuis longtemps aux côtés de l'Union africaine sur les questions liées à la paix et à la sécurité, bien avant le MCR et le Programme décennal de l'Union africaine. Le groupe thématique Paix et sécurité du MCR, résultant de cet engagement, fonctionne donc de manière plus installée et est plus axé sur son mandat. C'est dans le domaine de la paix et de la sécurité que le partenariat pour le renforcement des capacités a montré des résultats les plus visibles. Il convient de rappeler que c'est grâce à l'intervention du DOMP et du Département des affaires politiques (DAP) que l'engagement des Nations Unies a été possible en matière de paix et de sécurité auprès de l'Union africaine. Au fil des ans, cet engagement a permis de doter l'Union africaine des capacités de définir et de gérer ses propres programmes de paix et de sécurité de façon relativement indépendante, ce qui montre encore une fois que dans ce domaine, les capacités sont vraiment renforcées.

113. Alors que le partenariat entre l'Union africaine et les Nations Unies se renforçait, le groupe thématique Paix et sécurité a également évolué en tant qu'outil de coordination et d'exécution, conduisant à la création de nouveaux sous-groupes et à la restructuration des entreprises existantes. Co-

présidé par la CUA et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, il compte quatre sous-groupes présidés par la CUA : Architecture africaine de paix et de sécurité co-présidée par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine; Reconstruction et développement après un conflit, co-présidé par le Bureau de liaison du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme auprès de l'Union africaine; Préparation et réponse aux situations d'urgence, co-présidé par le Bureau de liaison du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Union africaine; et Justice transitionnelle, co-présidé par le Bureau de liaison du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme auprès de l'Union africaine.

114. En 2011, l'Union africaine a entrepris des travaux sur un cadre de politique humanitaire, avec une composante sur la gestion des catastrophes. Cette initiative a été appuyée par le sous-groupe thématique Préparation et réponse aux situations d'urgence. Ce sous-groupe a également apporté un appui logistique et technique pour la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet spécial de l'Union africaine sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique. Ce fut sous la forme de plaidoyer auprès des États membres ainsi que de consultations sous-régionales en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest. La CUA a également bénéficié de ressources en personnel pour aider à la mise en œuvre du Plan.

115. Le sous-groupe sur l'Architecture de la paix et de la sécurité de l'Union africaine a poursuivi son appui à la CUA dans la mise en œuvre du programme de formation AMANI AFRICA, qui se poursuit en 2014. Il a contribué à l'élaboration de politiques, lignes directrices, outils de planification, formation et modes opératoires normalisés de l'Union africaine pour la formulation et l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, en particulier la capacité de l'Union africaine et de la Force africaine en attente à planifier, déployer et gérer des opérations multidimensionnelles et complexes de maintien de la paix. L'équipe de base de la planification de base a bénéficié de ressources en personnel, pour offrir une formation, un soutien opérationnel et des conseils à l'Union africaine et aux CER. Une formation pré-déploiement en communication et en planification de mission a été apportée aux opérateurs EOD/IED. Les agents ont reçu des cours pour diriger les missions et le commandement des unités de police pour la préparation au déploiement de diverses missions. Une formation a été dispensée dans des domaines tels que la prévention des conflits, les droits humains, l'enquête sur la violence sexuelle et sexiste, etc. Le sous-groupe a apporté son expertise et un appui à la planification pour l'engagement de l'Union africaine dans les opérations de maintien de la paix, comme l'AMISOM en Somalie et l'opération régionale contre l'armée de résistance du Seigneur. Une assistance technique a également été mise à disposition pour la restructuration de la Division des opérations de soutien de la paix de la CUA.

116. Sur la période étudiée, les activités du sous-groupe Reconstruction et développement après un conflit reposaient sur six éléments indicatifs de l'Union africaine dans les domaines suivants : sécurité, aide humanitaire/d'urgence, gouvernance et transition politique; reconstruction et développement socio-économique, droits humains, justice et réconciliation, et égalité des sexes. Le sous-groupe a travaillé en étroite collaboration avec le groupe thématique Gouvernance sur la stratégie pour les droits humains, et avec le groupe thématique « Développement humain et social » sur les campagnes COMMIT et UNiTE. Le sous-groupe a aidé aux préparatifs de la première conférence de l'Initiative africaine de solidarité, tenue en marge du Sommet de janvier 2014.

117. Le sous-groupe « Préparation et réponse aux situations d'urgence » a été officiellement lancé en mai 2012. L'accent est mis sur trois grands domaines de partenariat avec l'Union africaine : a) la

coordination stratégique de l'action humanitaire; b) outils et modes opératoires normalisés pour renforcer l'évaluation, la préparation et la capacité de réponse aux urgences humanitaires graves, et c) un plaidoyer efficace et renforcé sur les questions humanitaires, y compris la mise en œuvre des conventions et traités pertinents de l'Union africaine. Le sous-groupe a concentré ses travaux, entre autres, sur la cartographie des systèmes d'alerte précoce sur le continent africain, la sensibilisation aux questions humanitaires, et la coordination de la participation de l'ONU à des événements de haut niveau. En ce qui concerne la stratégie de communication, les groupes thématiques ont élaboré les outils liés à la visibilité, des graphiques d'informations mensuelles, des comptes facebook et twitter, et un bulletin relatif à la préparation et réponse aux situations d'urgence. Afin de sensibiliser au rôle humanitaire de l'Union africaine et aux activités de ses partenaires, le sous-groupe a aidé à organiser la réunion des gestionnaires africains de catastrophes lors de la réunion du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et à lancer l'Initiative Helping Hands. Dans les efforts visant à inclure toutes les parties prenantes concernées dans l'action du sous-groupe, il a invité les partenaires non issus des Nations Unies travaillant sur les questions humanitaires avec l'Union africaine à participer à ses réalisations.

118. Le sous-groupe Justice transitionnelle a poursuivi son étroite collaboration avec la Division des affaires politiques de l'Union africaine et le Centre sur la violence et la réconciliation de Pretoria pour faire avancer le cadre politique de l'Union africaine sur la justice transitionnelle, qui doit être approuvé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour soumission à la Conférence des ministres de la Justice. Le sous-groupe a aidé à préparer la Journée internationale de la tolérance et a contribué à la création du site African Human Rights Memorial. Pour favoriser les échanges entre les groupes thématiques, le sous-groupe a tenu des réunions conjointes avec les groupes thématiques pour discuter des programmes conjoints et des questions d'intérêt commun, y compris l'intégration des droits humains dans le travail de groupe.

g) Environnement, population et urbanisation

119. Le PNUE et la CUA ont convoqué conjointement le groupe thématique. La CEA, l'ONU-Habitat, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le FNUAP, la CNUCED, l'OIT, le Secrétariat inter institutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, l'ONUDI, le PNUE, l'OMI, l'OMM, l'OIM, l'UNESCO, la BAD, la SADC, la CEDEAO, le COMESA, la CUA, le NEPAD, l'ONUDI, le PNUD, l'OIT et l'OMS en sont membres.

120. En plus des priorités de l'Union africaine, telles qu'exprimées dans le programme Gestion de l'environnement et des ressources naturelles de la Commission ainsi que les priorités du ministère de l'économie rurale et de l'agriculture, le groupe thématique traite des questions transversales et sectorielles et vise à aider la Commission de l'Union africaine et les autres organisations africaines à mettre en œuvre de leurs politiques en matière d'environnement, de population et d'urbanisation. Le Plan stratégique 2009-2012 pour le Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la CUA guide l'action du groupe thématique. Ce plan prend en compte le plan stratégique du NEPAD pour la mise en œuvre du développement de l'agriculture dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture en Afrique (PDAA).

121. En 2010, le groupe thématique a élaboré un plan d'activités 2010-2012 qui a été pleinement mis en œuvre. Il a également mis en œuvre toutes les principales recommandations attribuées pendant les sessions annuelles du MCR. À la demande du secrétariat du MCR, le groupe a rédigé une note

d'orientation sur l'intégration du changement climatique dans les activités des groupes/sous-groupes du MCR sur la base de la note d'orientation du Groupe des Nations Unies pour le développement. La note visait à renforcer les capacités des membres du Mécanisme et leur fournir un outil pour l'intégration du changement climatique dans les plans de travail et les activités des sous-groupes. Elle devait également clarifier les différents rôles que doivent jouer tous les membres du MCR dans l'intégration du changement climatique aux activités des groupes et sous-groupes.

122. Le groupe thématique a entrepris des activités de renforcement des capacités au sein des États membres pour les activités liées aux questions politiques, législatives et les institutionnelles et a préconisé des mesures appropriées en vue de la ratification et la mise en œuvre effective des différents protocoles, conventions, accords environnementaux multilatéraux. Le groupe a appuyé la Charte et le Plan d'action de l'Union africaine sur le transport maritime à travers une formation sur la planification d'urgence en cas de pollution au pétrole et sur le contrôle et la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast.

123. Les négociateurs africains de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ont reçu une assistance technique et financière pour se rencontrer et mettre à jour les aspects de la position de négociation commune africaine sur le changement climatique, de contribuer à l'élaboration de la stratégie de communication de la Conférence et à la formulation du cadre régional des programmes africains sur les changements climatiques. Le groupe thématique a aidé à la préparation des négociations sur le changement climatique, aboutissant au renforcement de la direction de l'Union africaine et de ses organes pour la coordination des pays africains et à une représentation de tous les États membres lors des négociations sur le changement climatique à Copenhague. Le groupe a joué un rôle actif dans l'appui de l'Union africaine pour renforcer la capacité des États membres à s'attaquer aux défis du changement climatique. Cet appui a permis de consolider la position commune et à préparer les décisions en matière de changement climatique prises dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20). La Conférence des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique a également bénéficié d'un appui. Le groupe thématique a offert un appui technique et financier pour la mise en œuvre du programme de l'Initiative de la Grande muraille verte du Sahara et du Sahel et le projet africain de surveillance de l'environnement pour le développement durable (AMESD).

124. Le groupe thématique a veillé à ce que les préoccupations et les priorités africaines en matière de mise en œuvre des engagements de la 18ème session de la Conférence pour le développement durable, y compris les transports, les produits chimiques, la gestion des déchets, l'exploitation minière et un programme-cadre décennal sur la consommation et la production durables, soient suffisamment prises en compte dans le document final de la Conférence.

125. En 2011, le groupe thématique a élaboré un cadre pour l'adaptation de la politique de santé publique au changement climatique en Afrique, approuvé par les ministres de la santé de l'Union africaine ainsi que la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Un appui a été apporté à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et au groupe africain des négociateurs sur le changement climatique sur la feuille de route de Durban lors des négociations sur le climat.

126. Un appui a été apporté pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la prévention des catastrophes et son Programme d'action. Cela s'est traduit par le renforcement du plaidoyer et de

l'engagement à investir davantage dans la prévention des catastrophes en accord avec la Déclaration de la deuxième Conférence ministérielle sur la prévention des catastrophes. Les CER ont également reçu un appui. Le groupe thématique a mené des consultations sous-régionales sur le changement climatique pour mieux comprendre les besoins politique et techniques issus des CER et des sous-régions, des différents pays, des donateurs et des partenaires travaillant sur les questions liées au climat. Une assistance technique a également été apportée aux CER sur la mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) pour la gestion rationnelle des produits chimiques et l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées prises au niveau national pour un accès direct aux fonds d'adaptation. En conséquence, un fonds d'urgence a été mis en place pour soutenir les États membres de la CÉDEAO touchés par des catastrophes naturelles et de nombreux pays de la sous-région ont bénéficié de ces fonds. Les CER ont reçu un appui dans la prestation de conseils stratégiques auprès de leurs États membres respectifs sur la mise en œuvre des stratégies et programmes de prévention des catastrophes aux niveaux sous-national et national.

127. En 2012, le groupe a mené une campagne mondiale sur le domaine thématique de prévention des catastrophes, appelée « Pour des villes résilientes – Ma ville se prépare ». Dans le cadre de cette campagne, de nombreuses villes africaines se sont engagées à soutenir cet appel.

128. Le groupe a préparé des documents thématiques sur « l'importance des dynamiques démographiques dans la perspective à long terme du développement en Afrique », montrant les liens entre la croissance démographique et l'urbanisation, ainsi que ses répercussions à long terme sur le développement de l'Afrique. Des activités de sensibilisation ont été mises en place sur l'importance de l'agriculture biologique pour la sécurité alimentaire, l'adaptation du changement climatique, la création d'emplois, l'amélioration de la productivité, le système agricole écologiquement équilibré, des bâtiments résilients face à des intrants externes instables, et les perspectives commerciales en Afrique et sur les marchés internationaux. En vertu de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement, un guide pour l'élaboration de plans nationaux d'action commune et le Cadre pour l'évaluation des actions intersectorielles sur les liens entre la santé et l'environnement a été élaboré afin de guider les pays dans leur mise en œuvre.

129. Le groupe a mené un processus préparatoire régional depuis la base avec toutes les parties prenantes sur la base d'un partenariat solide avec les CER et l'Agence du NEPAD. Il a renforcé leurs capacités de diriger, coordonner et aider les pays africains lors de la conférence Rio+20. Le processus a abouti à la convocation de la Conférence régionale africaine préparatoire à Rio+20. Il a permis à l'Afrique de participer efficacement à la Conférence et d'y obtenir des résultats favorables. Grâce aux efforts du groupe, l'Afrique a pris activement part à Rio+20, dont le document final « L'avenir que nous voulons » fait une large place aux préoccupations et aux priorités de l'Afrique. Cela a été accompli grâce à l'impulsion du groupe thématique, qui a organisé des réunions de renforcement des capacités et de consultation, l'élaboration de rapports techniques et l'analyse du projet de texte à négocier pour le document final de Rio+20.

130. Le groupe a œuvré pour la prise de positions communes du Groupe des négociateurs africains en offrant une assistance technique lors des séances de la CCNUCC, pour le financement de l'élaboration du programme scientifique, l'appui à la délégation nationale, la rédaction de notes de synthèse.

131. Il a aidé la SADC à établir une Association météorologique en Afrique australe et de même, a aidé la CUA à créer la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie.

132. Le groupe technique a œuvré pour la préparation du programme intégré de réduction des risques de sécheresse dans la Corne de l'Afrique en coordonnant un consortium d'institutions et d'ONG locales et internationales dans la mise en œuvre du projet dans la région désignée. Une assistance technique est prévue pour renforcer les capacités pour la mise en œuvre de la Convention de Stockholm, les plans de mise en œuvre nationaux dans les pays africains les moins avancés (PMA) de la sous-région du COMESA.

133. Afin de combattre le trafic illicite de produits chimiques et de déchets dangereux, le groupe a offert une assistance technique aux pays, ce qui a amélioré les capacités des douanes à détecter et à lutter contre le commerce illicite des produits néfastes pour l'environnement couverts par plusieurs Accords multilatéraux sur l'environnement. La CUA, l'Union africaine et les CER ont vu leurs capacités renforcées pour intégrer la prévention des catastrophes dans leurs programmes de planification. Le personnel de la CUA, des CER, des organisations des bassins fluviaux et des institutions régionales spécialisées dans la gestion de la prévention des catastrophes a bénéficié d'une formation.

h) Plaidoyer et communication

134. Le groupe thématique est co-présidé par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et la Direction de l'information et de la communication de la CUA. La CEA, l'Autorité du NEPAD, le PNUD, le PNUE, l'ONUSIDA, le Département de l'information, l'UNESCO, le FNUAP, le HCR, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine en sont membres.

135. Le mandat de l'Union africaine en matière de plaidoyer et de communication est attribué à la Direction de l'information et de la communication de la CUA. Il vise à rassembler et diffuser des informations sur l'organisation auprès des parties prenantes et dans le monde entier. La Direction joue un rôle stratégique pour la construction et la diffusion d'une image positive de l'organisation. C'est à travers ses actions que l'Union africaine acquière de la visibilité et met en valeur sa pertinence, sa légitimité et ses effets.

136. Le groupe thématique a décidé de concentrer ses activités sur trois priorités : renforcer le plaidoyer en faveur de l'Union africaine et de l'Agence du NEPAD à travers les processus du MCR; améliorer le dialogue entre les systèmes de l'Union africaine et des Nations Unies d'une part et la communauté des médias traitant de l'Afrique de l'autre, et l'amélioration des capacités des équipes de communication des deux institutions.

137. Dans la poursuite de ces objectifs, le groupe a organisé une série d'activités pour l'Union africaine et l'Autorité du NEPAD en 2011. Il s'agit notamment de l'initiative « AU/NPCA@10 Week » au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, soit une semaine de sensibilisation et de diffusion d'informations sur l'Union africaine et l'Agence du NEPAD dans le cadre des célébrations des 10 ans du NEPAD. Des séances d'information ont également été organisées pour le Groupe africain et les autres États membres. Le directeur général de l'Agence du NEPAD a pu s'adresser à l'Assemblée générale. Une conférence de presse animée par la CUA, co-président du

groupe thématique, a été organisée pour informer la presse internationale sur les activités de l'Autorité du NEPAD. En 2012, le groupe a organisé une autre Semaine du NEPAD à l'Organisation des Nations Unies, durant laquelle des séances d'information pour les États membres ainsi que des conférences de presse ont été organisées.

138. Un atelier sur une stratégie de communication pour l'Union africaine a été organisé en 2012. Les agents de communications des CER, les organes et institutions de l'Union africaine, l'Autorité du NEPAD et le personnel de la Direction de l'information et de la communication de la CUA étaient présents. L'atelier a examiné la stratégie de communication de l'Union africaine et les lignes directrices pour la création et la gestion du site Internet de l'Union africaine, et son utilisation des médias sociaux.

139. Dans ses deux rapports de 2011 et de 2012, le groupe thématique a déclaré qu'« aucun rapport spécifique de renforcement des capacités stricto sensu n'a été communiqué aux CER ». Cependant, il a indiqué qu'en juillet 2012, le groupe a organisé une réunion de groupe d'experts sur le rôle des CER dans la paix et le développement en Afrique à Yaoundé (Cameroun).

i) Industrie, commerce et accès au marché

140. L'ONUDI et la Direction du commerce et de l'industrie de la CUA président conjointement ce groupe thématique. La CEA, la FAO, l'OIT, l'Autorité du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, la CNUCED, le PNUD, l'UNESCO et la Banque mondiale en sont les membres. Le groupe thématique n'a pas de sous-groupes. Sur la période étudiée, les résultats des interventions de renforcement des capacités pour l'Union africaine ont été limités, mais le groupe a indiqué qu'en 2010, il a aidé à l'organisation d'une conférence de haut niveau sur le développement des agro-industries en Afrique à Abuja (Nigéria). Pour assurer le suivi de cette conférence, des documents stratégiques nationaux ont été rédigés et une réunion des CER et l'Agence du NEPAD a été convoquée. Une réunion du groupe d'experts sur les possibilités et défis de l'agro-industrie s'est tenue en 2011.

141. Depuis, le groupe thématique est en sommeil.

“

Sur la période étudiée :

Les groupes thématiques ont presque tous

Élaboré des plans d'activités triennaux

Leurs priorités et activités

Reposent sur les priorités du Plan stratégique de la CUA, les déclarations, les cadres et les instruments régionaux et internationaux ainsi que le Programme décennal de l'Union africaine

Les activités menées

Englobaient des services consultatifs, une assistance technique, de la formation et un appui financier

Rares sont

Les groupes thématiques ayant des plans d'activités chiffrés

Des lignes directrices pour l'intégration des

Questions sexospécifiques, du changement climatique, de la santé, du travail décent et de l'emploi ont été élaborées

Seuls 2

Groupe thématique ont fait l'objet d'un audit participatif de genre

Certaines questions transversales

N'ont pas correctement été intégrées aux travaux des groupes

Les rapports et les plans d'activités des groupes thématiques

Étaient majoritairement axés non pas sur les résultats, mais sur les activités

”

E. Contributions individuelles des parties prenantes

142. La CEA, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le DPI, le DAP, le DOMP, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et le PNUD ont joué un rôle important à titre individuel dans le cadre du Programme décennal de l'Union africaine pour répondre aux besoins de développement des capacités de la CUA, de l'Agence du NEPAD et des CER. Leurs contributions sont résumées ci-dessous.

a) Commission économique pour l'Afrique (CEA)

143. La CEA est le coordonnateur stratégique du MCR-Afrique. Elle offre des services de secrétariat pour le MCR et est chargée du suivi et de l'élaboration de rapports sur la mise en œuvre de ses recommandations et décisions. La CEA participe également activement aux réalisations des différents groupes et sous-groupes qui fournissent une assistance technique de fond et des intrants ainsi que des conseils et des orientations. La CEA et la CUA constituent ensemble le secrétariat conjoint du MCR, dont le mandat est de renforcer la collaboration et la coopération entre les partenaires, d'appuyer le MCR et ses groupes thématiques pour leur permettre de répondre efficacement aux besoins des programmes et des priorités de l'Union africaine et de ses organisations; de gérer le suivi et la mise en œuvre des recommandations du MCR-Afrique, ainsi que les programmes/plans d'activités des groupes/sous-groupes, de suivre les progrès et les effets de l'appui à l'Union africaine et à ses organisations par le biais du Mécanisme, de communiquer sur les réalisations du MCR-Afrique et les progrès dans la mise en œuvre du programme de l'Union africaine-NEPAD et le Programme décennal de l'Union africaine, et de coordonner les activités des Nations Unies/CER au niveau sous-régional.

144. De plus, la CEA travaille avec la CUA, la BAD et le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique dans la production du rapport sur les OMD en Afrique depuis 2010. Elle a également participé activement à la tenue de réunions consultatives sous-régionales, afin d'arriver à une position commune africaine concernant le programme de développement pour l'après-2015 mandatée par l'Union africaine. La CEA a mené le Processus préparatoire régional en vue de Rio+20 en 2011, conjointement avec la CUA, la BAD, en partenariat étroit avec les communautés économiques régionales (CER), le PNUE et le PNUD. En collaboration avec la BAD, elle a également soutenu la préparation des réunions du G-8 et du G-20

145. L'appui de la CEA s'est étendu à l'Agence du NEPAD dans le développement de son Orientation stratégique pour la période 2010-2013 et son alignement consécutif au Plan stratégique de la CUA. Elle a également aidé l'Autorité à développer ses propres plates-formes de gestion des connaissances. En collaboration avec l'Autorité, le MAEP, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et le Département de l'information, la CEA co-organise la « Semaine africaine du NEPAD » au siège des Nations Unies à New York en marge du débat sur le développement de l'Afrique de l'Assemblée générale des Nations Unies.

146. Les bureaux régionaux de la CEA ont appuyé la création du Mécanisme de coordination sous-régionale en Afrique centrale et Afrique de l'Ouest et d'un Mécanisme commun pour l'Afrique orientale et australe. La CEA a élaboré du matériel promotionnel comme NEPAD Aujourd'hui, les notes d'information du MCR-Afrique, et un répertoire des membres du MCR-Afrique afin d'améliorer

la communication et le partage d'informations entre les groupes thématiques du MCR et les autres parties prenantes. Elle a également utilisé d'autres plates-formes pour améliorer la sensibilisation au NEPAD et au Programme décennal de l'Union africaine, tels que l'atelier sur le renforcement des capacités en Afrique en 2010 ainsi que la séance d'information pour les administrateurs et les points focaux en matière de renforcement des capacités pour la CUA pour faire le bilan des programmes de renforcement des capacités au sein de la CUA et de l'Agence du NEPAD.

b) Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

147. Sur la période 2010-2012, le Bureau a été le fer de lance de l'organisation de la Semaine africaine du NEPAD lors du débat de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement de l'Afrique, aux côtés de ses partenaires stratégiques, la CEA, le Département de l'information, l'Union africaine (UA) et l'Agence du NEPAD. Lors du dixième anniversaire du NEPAD en 2011, la Semaine africaine a été le théâtre d'une série d'événements sur le thème « Reflecting on a Decade of Change/Progress – Moving Forward Africa's Development through strengthening NEPAD and United Nations partnership (Réfléchir à dix ans de changement/progrès – Aller vers le développement de l'Afrique en renforçant le partenariat entre le NEPAD et les Nations Unies) ». Le Bureau a offert un appui financier et technique pour créer et organiser des événements, dont une séance d'information spéciale pour le Groupe africain des ambassadeurs et des représentants permanents auprès de l'ONU, le lancement du rapport 2011 sur la réalisation des OMD en Afrique, auquel le Secrétaire général adjoint a pris part pour réaffirmer l'appui de l'ONU aux pays africains dans la promotion de la réalisation des OMD. Dans le cadre de cette semaine, une table ronde de haut niveau a été organisée, à laquelle le 66^{ème} Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et le Secrétaire général adjoint ont participé activement pour réaffirmer cet appui au NEPAD en tant que programme phare de l'Union africaine. Une séance d'information spéciale pour l'équipe spéciale interdépartementale aux affaires africaines, une conférence à l'Université Columbia ont été organisées, ce qui a donné lieu à une publication sur la « Décennie du changement de l'Afrique: Bilan des 10 ans du NEPAD », rédigée par le Bureau, la CEA et l'Agence du NEPAD.

148. Le Bureau a continué à préparer trois rapports annuels pour le Secrétaire général sur : i) les progrès réalisés dans la mise en œuvre du NEPAD et l'appui international ; ii) les causes des conflits et la promotion du développement durable et du développement durable en Afrique, et iii) Appui des Nations Unies au NEPAD. Dans le cadre de la Semaine annuelle, le Bureau, l'UA et l'Autorité du NEPAD ont tenu une séance d'information de haut niveau où ils ont présenté les deux premiers rapports aux États membres, institutions des Nations Unies et à la société civile, ainsi que deux présentations thématiques, suivie par des débats interactifs sur : i) les « progrès et les approches prospectives dans la mise en œuvre du NEPAD », et ii) l'« amélioration de la gouvernance en Afrique à travers le MAEP : progrès et défis ».

149. Le Bureau faisait partie du comité directeur Afrique, mis en place dans le cadre de la Conférence des Nations Unies Rio +20 de juin 2012 pour établir un processus préparatoire régional en Afrique. Ce processus devait aider l'UA à formuler une « déclaration consensuelle africaine pour Rio +20 ». Dans ce cadre, le Bureau a travaillé avec la CUA, la CEA, le PNUE, le PNUD et la BAD pour organiser conjointement quatre événements sur : i) le cadre institutionnel pour le développement durable : intégrer les trois piliers du développement durable ; ii) le financement du développement durable : la transition vers une économie verte en Afrique, iii) la promotion de la croissance verte inclusive et la mise en place d'une économie verte comme un moyen de parvenir au développement

durable, et (iv) la Journée de l'Afrique, englobant une table ronde de haut niveau sur le développement durable. Le Bureau a également collaboré avec le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la FAO, le FEM et l'UIT pour parrainer un événement préalable à Rio +20 sur la désertification et la dégradation des terres dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

150. Le Bureau a continué à coprésider le groupe thématique Plaidoyer et communication du MCR avec le Département de l'information et de la communication de la CUA. En 2011 notamment, il a organisé des consultations pour le Département à New York avec les départements, les organismes, les commissions, les fonds et programmes du siège qui ont recensé des domaines spécifiques de coopération visant à renforcer la coordination et la cohérence entre la CUA et le système des Nations Unies. En 2012, le Bureau a organisé une réunion d'experts à Yaoundé (Cameroun), qui ont formulé des recommandations concrètes pour renforcer le rôle des CER et des médias dans la paix et le développement en Afrique.

c) Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

151. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a été créé en 2010 en réponse aux exigences du cadre pour un programme décennal de renforcement des capacités. Mandaté pour renforcer le partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, avec un budget annuel d'environ 10 millions de dollars, le Bureau compte 22 planificateurs spécialisés dans la prévention des conflits technique, le maintien de la paix et la consolidation de la paix, aux côtés de la CUA. Ils ont joué un double rôle à l'appui de la planification et la gestion des opérations menées et l'élaboration de politiques : d'une part, ils ont aidé à renforcer les capacités institutionnelles au service du partenariat, tout en renforçant sa capacité opérationnelle au 3^e trimestre 2011; d'autre part, selon un examen stratégique du Bureau mené par le siège de l'ONU, ils ont considérablement renforcé les capacités de la Commission de l'Union africaine en matière de paix et de sécurité.

152. Institution chef de file des Nations Unies en matière de coopération pour la paix et la sécurité avec l'Union africaine, le Bureau préside le groupe thématique Paix et sécurité du MCR/Programme décennal de l'UA, en collaboration avec le Département de la paix et de la sécurité de la CUA. Le groupe thématique assure la coordination des travaux du Bureau avec ceux des autres institutions des Nations Unies œuvrant pour la paix et la sécurité, promeut l'intégration des thèmes transversaux, et facilite la collaboration et les initiatives conjointes entre les membres des groupes thématiques, quand cela peut apporter une valeur ajoutée.

d) Département des affaires politiques

153. Le Département a organisé un cours ONU/UA sur le «Renforcement des capacités dans le dialogue et la médiation par le biais du partage d'expériences». Les participants venaient de l'Union africaine, des CER et des Nations Unies. Un autre cours sur « la facilitation du dialogue et des efforts de médiation » a été organisé en 2010 avec la participation de l'Union africaine. Suite à ces activités, la CUA a organisé une formation «Vers un renforcement des capacités pour l'Union africaine en matière de médiation» à son siège. Les participants comptaient des envoyés spéciaux et représentants spéciaux de l'Union africaine, des agents, des membres du personnel du Département

pour la paix et la sécurité de l'Union africaine et des CER. En 2010, la CUA a reçu un appui pour l'organisation d'un atelier sur l'intégration des questions sexospécifiques et la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

154. Le Département a apporté un appui financier et technique pour aider à mettre en place le Secrétariat du Groupe des Sages. L'Unité pour la démocratie et l'assistance électorale a également apporté un soutien au personnel pour élaborer et gérer une base de données sur les assistants techniques et observateurs africains, et un Fonds d'assistance électorale. Une assistance technique a été mise à disposition pour former le personnel de l'Union africaine en matière de gestion de base de données

e) Département des opérations de maintien de la paix (DOMP)

155. Le Département des opérations de maintien de la paix a contribué à l'élaboration du système continental d'alerte précoce de l'Union africaine, reliant sa salle des opérations à celle de l'Union africaine. Une formation a été dispensée aux différents hauts responsables chargés des missions et en matière de planification stratégique et opérationnelle. À la demande de la CUA, le Département a aidé à renforcer la capacité de déploiement rapide de la Force africaine en attente de l'Union africaine, les capacités de la police, le concept et le manuel d'appui logistique, le manuel d'évaluation de la Force et le concept de dimension civile.

f) Département de l'information

156. Le Département publie Africa Renouveau, un magazine trimestriel sur les questions de développement en Afrique, disponible en anglais et en français. La version est imprimée à environ 40 000 exemplaires par numéro. Les thèmes abordés sur la période de référence sont Rio+20 et le développement durable, les marchés boursiers et la croissance économique en Afrique, les OMD, l'agriculture, la jeunesse, la résolution des conflits et la consolidation de la paix, l'égalité des sexes, l'industrialisation ainsi que les médias et technologies de l'information et de la communication

157. L'édition électronique « Afrique Renouveau en ligne » est publiée sur son site Internet, (<http://www.un.org/AfricaRenewal>), qui compte environ 300 000 visites par an. Le site contient également d'articles uniquement numériques et le contenu des médias sociaux. En octobre 2013, le compte Twitter du site Internet comptait plus de 56 300 abonnés et 6 360 mentions « j'aime » sur Facebook. De plus, grâce à ses programmes de radio et de télévision sur l'Afrique, le Département offre un soutien supplémentaire à l'Union africaine et à l'Agence du NEPAD. Certains articles sur l'Autorité et d'autres thèmes liés au développement sont réédités ou réimprimés en version imprimée ou électronique en Afrique et à l'étranger. En 2012, par exemple, des centaines d'articles ont été réédités dans une centaine de médias. De plus, « Afrique Renouveau » a continué à promouvoir les programmes des deux institutions en publiant des articles et des informations sur les principaux cadres régionaux, telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique, le Programme du NEPAD pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), etc.

158. Le Département participe à l'organisation de la « Semaine africaine », organisée chaque année par le NEPAD à New York. Il offre un appui médiatique et mène une campagne de sensibilisation par le biais de l'élaboration et la diffusion de produits d'information, l'organisation de conférences de presse et d'entretiens avec les hauts fonctionnaires de l'Agence du NEPAD, utilisant les médias sociaux pour faire connaître les activités menées dans le cadre de cette Semaine.

g) Conclusion

159. En dépit des contraintes, les groupes thématiques du MCR et les parties prenantes au niveau individuel ont apporté des contributions importantes à l'appui du renforcement des capacités des institutions de l'Union africaine à travers des interventions qui ont fait progresser les objectifs et répondu aux priorités de ces institutions aux niveaux sous-régional, régional et mondial. Ils ont contribué à formuler ou influencer les politiques, à élaborer et à mettre en œuvre des programmes, à parvenir à des consensus et des positions communes, à diffuser les connaissances et les compétences, à communiquer des données et de l'information et à mener des campagnes de sensibilisation. Ils ont fourni des ressources financières et humaines, une assistance technique et ont procuré des services consultatifs et de formation.

160. Le partenariat entre les Nations Unies d'une part et la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER d'autre part a été renforcé. Les partenariats ont montré plus d'intérêt et se sont plus engagés dans les travaux des groupes. Ils se sont davantage approprié le processus, dont ils sont désormais le fer de lance.

161. Cependant, beaucoup d'efforts doivent encore être déployés pour mieux répondre aux besoins de l'Autorité du NEPAD et des CER et pour mieux les intégrer au Mécanisme de coordination régionale. Avec l'appui des bureaux sous-régionaux de la CEA, le secrétariat devrait poursuivre cet objectif avec plus de force.

162. Il faut renforcer et redynamiser certains groupes et sous-groupes, car l'intérêt et l'élan semblent retomber. Le secrétariat devrait prendre les mesures appropriées. et l'élan dans leur travail. Secrétariat est appelé à agir à ce sujet.

F. Mécanismes de coordination sous-régionale

163. Deux mécanismes de coordination sous-régionale ont été créés sur la période considérée : en Afrique de l'Est et australe (2010), Afrique de l'Ouest (2011). Le mécanisme a été mis en place en 2009 en Afrique centrale.

164. Il convient de rappeler qu'en octobre 2010, le bureau sous-régional pour l'Afrique centrale et celui pour l'Afrique de l'Ouest ont tenté de lancer un Mécanisme conjoint à Dakar (Sénégal). Il visait à promouvoir plus d'efficacité et de synergie dans l'appui apporté par les Nations Unies au développement de ces deux sous-régions. Cette initiative conjointe a fait face à des obstacles, tels que les différents stades d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme dans la CEDEAO et la CEEAC. La sous-région de la CEEAC avait beaucoup progressé, tandis que la CEDEAO commençait juste à prendre son essor. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest a décidé de ne pas retarder l'Afrique centrale et a décidé de travailler avec la CEDEAO comme principale communauté économique régionale pour établir son propre mécanisme.

165. Sur la période étudiée, les mécanismes ont principalement œuvré sur les questions stratégiques relatives aux modalités d'opérationnalisation des mécanismes respectifs; aux interactions avec les équipes de directeurs régionaux, le PNUAD et le MCR lui-même; aux rôles et responsabilités des CER

et des OIG, aux mécanismes de financement, etc. Ils ont également élaboré leurs plans d'activités sur la base des plans stratégiques et autres de leurs CER respectives.

166. Le Mécanisme en Afrique centrale s'est réuni chaque année sur la période étudiée. Il a tenté de mettre en œuvre son plan d'activités ou « programme indicatif commun ». En 2012, 52 % avaient été mis en œuvre et la plupart des activités ont été menées en partenariat avec la CEMAC, la CEEAC et leurs institutions spécialisées. Il faut toutefois noter que le nombre d'activités conjointes mises en œuvre était faible, reflétant le manque de synergie entre les parties prenantes. Les rapports sur les activités entreprises étaient dans l'ensemble bilatéraux et non pas conjoints, comme on l'attend d'un mécanisme de coordination.

167. Au terme de la période étudiée, le Mécanisme en Afrique de l'Ouest n'avait pas établi ses propres plans et programmes. Lors des consultations avec la CÉDÉAO, il apparaissait que les programmes fondamentaux de l'institution (Planification stratégique et partenariats) ignoraient tout du Programme décennal ou du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest, et n'avaient donc pas participé aux réunions. Ils n'ont pu s'exprimer sur les décisions prises par la suite sur les priorités ou le choix des groupes thématiques.

168. Les Mécanismes de coordination sous-régionale ont un point commun : la forte implication des organisations intergouvernementales et des organisations de la société civile (OSC). En Afrique de l'Ouest par exemple, de nombreuses organisations intergouvernementales et OSC sont à l'œuvre dans les domaines de l'eau, les énergies renouvelables, le VIH/sida les femmes et les enfants, les applications météorologiques, la mise en valeur des bassins fluviaux, la mise en valeur de la riziculture, l'intégration monétaire, la santé, etc. Les actions de ces organisations et institutions ont des répercussions sur les programmes de travail et les priorités des CER, et inversement. Nombre de ces organisations intergouvernementales et OSC ont participé aux réunions du Mécanisme. De plus, les OSC ont leurs propres forums par le biais de l'Organisation de la société civile ouest-africaine, au cours desquels ils communiquent sur leurs activités et s'efforcent de coordonner entre elles.

169. Les OIG ont également les leurs. La CEDEAO a pris l'initiative louable de promouvoir l'harmonisation et la coordination des travaux menés par les organisations inter gouvernementales ouest-africaines, et de formaliser la coopération sur leur intégration et la création d'initiatives dans la sous-région. À cet égard, des réunions ont été organisées pour permettre aux organisations d'échanger des informations sur leurs activités respectives, les expériences et les défis, de discuter des questions d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et de développer des stratégies visant à renforcer la collaboration et la coordination pour la mise en place efficace des résultats en matière de développement.

170. Le Mécanisme devrait bénéficier de ces cadres existants et les utiliser à son propre avantage.

171. En Afrique de l'Est et australe, un nombre impressionnant d'organisations intergouvernementales ont participé aux réalisations du Mécanisme. Il s'agit notamment du Couloir central-Transit, la Transport Facility Authority, l'Autorité de coordination du couloir de transit Nord, l'initiative d'appui sous-régional de l'Afrique de l'Est pour la promotion de la femme, la Communauté internationale de la Région des Grands et l'Autorité du bassin du Nil.

172. Les trois mécanismes ont identifié les domaines thématiques sur lesquels bâtir leurs groupes respectifs. Ils reposent tous sur les plans stratégiques et les priorités programmatiques de leurs CER respectives. En Afrique de l'Est et australe, cinq domaines ont été identifiés : Intégration régionale et infrastructures; Changement climatique et gestion des ressources naturelles, Gouvernance, Egalité des sexes et développement social, et Agriculture et sécurité alimentaire

173. En Afrique centrale, les groupes thématiques sont : infrastructures, Gouvernance, Paix et sécurité; Industrie, commerce et accès aux marchés, Agriculture, Sécurité alimentaire et environnement; Sciences et technologie, Emploi et formation, VIH/sida et Développement institutionnel.

174. La création d'un Mécanisme de coordination sous-régionale en Afrique de l'Ouest n'était pas suffisamment avancée pour la définition des groupes thématiques d'ici la fin de la période considérée¹⁶.

175. La question de la gestion des mécanismes a été soulevée lors des consultations avec les CER. Le secrétariat du MCR, les CER, y compris leurs bureaux de liaison à Addis-Abeba et les bureaux sous-régionaux, devraient se réunir pour décider des actions les plus appropriées pour la mise en œuvre des différents plans d'activités, la mobilisation des ressources, la diffusion, les services associés et la préparation des rapports des réunions et le maintien d'une interface forte avec le MCR.

G. Défis subsistants

176. Il est très clair que beaucoup d'efforts ont été déployés sur les trois années couvertes par la présente étude, même si des améliorations sont encore nécessaires. Voici quelques-uns des défis subsistants :

1. La coordination et la diffusion de l'information au sein et entre les groupes thématiques sont toujours lacunaires, malgré les efforts déployés pour améliorer la situation. Les réunions des coordinateurs de groupes visaient à répondre à ce besoin. Les groupes et sous-groupes thématiques travaillent encore principalement en silos, ce qui a des incidences négatives sur la cohérence du système.
2. Les communications à l'intérieur et en dehors du système nécessitent beaucoup d'améliorations. Il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie efficace afin de garantir l'accès aux informations sur les activités des sous-groupes, des groupes et du MCR dans son ensemble aux parties prenantes et au grand public. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et le Département de l'information peuvent être appelés à aider le secrétariat à prendre des mesures en la matière.
3. Les plans et les programmes de travail doivent être plus axés sur les résultats et inclure des indicateurs de performance clairs pour faciliter le suivi et l'évaluation. Les rapports axés

¹⁶ En 2013, le Mécanisme de coordination sous-régionale en Afrique de l'Ouest a indiqué la mise en place de six groupes thématiques : Gouvernance, Paix, sécurité et action humanitaire, Intégration économique; Infrastructures; Développement humain et égalité des sexes; Agriculture, sécurité alimentaire, eau et Environnement, Développement du secteur privé et Mines.

sur les résultats devraient être mis plus en évidence dans la préparation des rapports des groupes thématiques. Dans la mesure du possible, les plans de travail et d'activités devraient contenir des dispositions sur les ressources, afin d'assurer leur mise en œuvre.

4. Dans l'ensemble, les priorités et les activités des groupes reposent sur les priorités du Plan stratégique de la CUA, les déclarations régionales et internationales, les cadres et instruments ainsi que le Programme décennal de l'Union africaine. Toutefois, après un examen attentif, les plans d'activités de nombreuses groupes indiquent une surcharge, ce qui détourne l'attention. Dans certains cas, les activités sont plus axées sur l'autorité que sur les groupes thématiques. Cela apparaît particulièrement dans certains rapports au MCR. Très peu de groupes ont chiffré leur plan d'activités. Les groupes devraient s'efforcer de cibler les principaux programmes phares pour une mise en œuvre conjointe, en fonction de leur valeur ajoutée pour l'intégration et le développement régional.
5. L'intégration des questions transversales dans les programmes de travail des groupes est toujours en cours, même si des mesures ont été prises pour la faciliter à travers des ateliers de formation sur l'intégration proposés par les coordonnateurs de groupes.
6. Afin d'augmenter l'impact et l'efficacité du MCR et de ses groupes, il est encore nécessaire de renforcer davantage la synergie et la cohérence entre les plans et les programmes du système des Nations Unies d'une part et ceux des institutions partenaires de l'autre. Les activités du Mécanisme de coordination sous-régionale doivent être alignées avec les priorités programmatiques des CER. Il est prouvé que les trois Mécanismes mis en place ont tenté de le faire.
7. La participation de l'Autorité de planification et de coordination du NEPAD dans le système de groupes thématiques, à la fois en tant que participant et en tant que bénéficiaire, est encore marginale. Cela s'explique en grande partie par le fait que la plupart des groupes sont à Addis-Abeba, ce qui rend difficile la participation des institutions basées ailleurs, avec des répercussions sur les ressources. De plus, leur absence aux réunions fait que les groupes ignorent tout de leurs besoins et les mesures prises ne sont pas adaptées.
8. Deux groupes et un certain nombre de sous-groupes sont devenus inactifs, faute de gestion, de suivi et d'orientations apportés par leurs secrétariats respectifs.
9. La mobilisation des ressources pour le travail du MCR, ses groupes et sous-groupes doit être mieux assurée sur une base régulière, prévisible et durable. Les institutions participantes, en particulier la BAD et la Banque mondiale, devraient contribuer plus systématiquement aux activités du Mécanisme. Il faudrait mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources et un plan d'urgence.
10. Les groupes thématiques font face chaque année aux mêmes contraintes et défis présentés, ce qui suggère qu'ils n'œuvrent pas suffisamment pour y apporter une réponse ou que si des mesures sont prises de l'extérieur du groupe, elles ont échoué. Le secrétariat devrait urgemment accorder plus d'attention à cette question.

H. Questions à considérer

176. Lors des consultations avec les co-présidents et les membres des groupes thématiques et les parties prenantes au siège de l'ONU à New York et ailleurs, des conclusions qui ont fait consensus ont émergé. Les participants et les autres parties prenantes ont réitéré leur engagement auprès du MCR. L'initiative était louable et un meilleur fonctionnement pourrait présager d'avantages potentiellement considérables. Cependant, les objectifs et processus n'étaient pas correctement saisis. Le Programme décennal de l'Union africaine a également besoin d'être beaucoup mieux compris.

177. Les parties prenantes croient fermement que les résultats, les conclusions et les recommandations du premier examen triennal ont été extrêmement utiles pour préciser leur orientation, plus sur les programmes et les résultats. La plus forte appropriation du Programme a permis à l'Union africaine de mener et d'être le moteur du processus avec plus de confiance. Cependant, des améliorations sont encore nécessaires. Au niveau pratique, chaque groupe thématique a conçu un plan d'activités basé sur les politiques et les priorités du programme de l'Union africaine et le Plan d'action de l'Agence du NEPAD 2010-2015. L'orientation des groupes a donc été précisée.

178. Les changements institutionnels opérés au secrétariat du Mécanisme et à la CUA vers la fin de la période considérée ont eu des effets sur les performances du mécanisme. Un changement de direction des deux établissements a ralenti la dynamique de travail et a désorienté les activités des groupes thématiques. Cela apparaît clairement dans les résultats en matière de leadership au niveau des groupes et sous-groupes ainsi qu'au niveau du Secrétariat, alors que pour certains groupes thématiques, la CUA ne jouait plus du tout son rôle de leader. Par conséquent, le travail des groupes thématiques s'est ralenti sous l'effet du déclin de l'intérêt des participants. Une grande partie des effets de ce ralentissement s'est fait sentir dans la deuxième moitié de 2012.

179. Le mécanisme est porté par des populations mobiles. Les changements fréquents et continus des participants sont un obstacle au maintien d'une mémoire institutionnelle. Le problème est encore aggravé par l'absence d'un système d'orientation et de l'induction de nouveaux individus dans le mécanisme. La qualité du travail de nombreux groupes en a été affectée. Les membres des groupes thématiques sont convenus d'accord qu'il était nécessaire de plus assister aux réunions et d'avoir un niveau de participation plus élevé. Il faudrait sérieusement envisager un recours à la vidéoconférence pour permettre aux membres non basés à Addis-Abeba de participer aux réunions.

180. Les questions liées à la disponibilité des ressources dédiées aux activités des groupes occupaient une grande place. Les recommandations de la première étude concernant la mobilisation des ressources n'ont, pour la plupart, pas été mises en œuvre. De nombreux organismes participants n'avaient pas pris les dispositions budgétaires nécessaires. L'appui nécessaire et l'intérêt porté aux processus du MCR, dont devraient faire preuve les autorités du siège de nombreux organismes participants, ont été jugés insuffisants. Cela a affecté les niveaux d'allocation des ressources à l'appui des activités des groupes thématiques. Cependant, il a été souligné que lorsqu'il faut octroyer des ressources pour les activités des groupes, de nombreuses parties prenantes ont tendance à penser en termes de dépenses financières, à défaut de considérer les aspects matériels, techniques, humains et logistiques. La combinaison de toutes ces lacunes a ralenti la production et les résultats, et a considérablement limité la portée du travail des groupes thématiques, en particulier avec l'Autorité du NEPAD et les CER.

181. Les membres des groupes thématiques ont admis que le taux de mise en œuvre de leurs plans n'était pas aussi élevé qu'ils auraient souhaité, notamment en raison du manque de ressources, mais aussi parce que les plans ont parfois été trop ambitieux, voire irréalistes. De plus, ces plans étaient majoritairement plus axés sur les activités que les résultats.

182. On considérerait qu'à tous les niveaux du mécanisme, le suivi et la coordination étaient extrêmement faibles. Les sous-groupes n'ont pas été coordonnés au niveau des groupes, eux-mêmes mal coordonnés et mal suivis par le secrétariat. Avec la restructuration et le renforcement du nouveau secrétariat, il sera désormais plus facile d'apporter une solution à ce problème.

183. Invariablement, les rapports des groupes thématiques ont été préparés juste à temps pour la présentation aux réunions du Mécanisme. Peu d'éléments permettent de montrer que les groupes thématiques ont travaillé en collaboration, malgré certains domaines où leurs mandats étaient redondants. Il faut donc une synergie et la fertilisation croisée des idées. Le groupe thématique «Science et technologie» en est un bon exemple, dont le travail serait bénéfique pour les groupes traitant de l'agriculture, de l'industrie et de l'éducation.

184. Nombre de membres des groupes thématiques semblent relativement méconnaître les textes de base qui justifient leurs actions et les replacent en contexte : la Déclaration, le premier examen, l'appui apporté par le système des Nations Unies à l'Union africaine en matière de renforcement des capacités, le Plan stratégique de l'Union africaine, etc. Des mesures doivent être prises pour corriger cette situation.

185. Les CER se sont plaint de leur isolement au sein du système du MCR, en particulier en 2012. Et même si des efforts ont été faits pour organiser leurs propres Mécanismes de coordination sous-régionale, les liens nécessaires pour les intégrer au mécanisme restent à être tissés.

I. Recommandations

186. Il convient de rappeler que le Programme décennal de l'Union africaine ainsi que le MCR, véhicule de sa mise en œuvre, sont tous deux établis par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et mis en œuvre par de nombreuses directives et instructions du Secrétaire général des Nations Unies. Il incombe donc à toutes les parties prenantes de garantir une contribution d'une manière positive et favorable. Les entités du système des Nations Unies opérant en Afrique ne sont pas décisionnaires quant à leur participation aux activités du MCR-Afrique.

187. Il convient également de rappeler que le MCR est un système mondial en place dans chacune des régions des Nations Unies. Il a été créé dans sa forme actuelle il y a plus de dix ans. Le moment est peut être venu de réviser son fonctionnement en veillant à ce qu'il s'adapte aux évolutions constantes des cadres de développement au niveau régional et mondial, tout en reconnaissant la maturité, la confiance et les capacités grandissantes de l'Union africaine et du NEPAD.

188. Peut-être les différents MCR régionaux devraient-ils commencer à réfléchir ensemble à comment réformer le mécanisme et le faire mieux correspondre à la réalité des besoins en matière de développement en mutation dans les régions en développement de par le monde. De plus, il serait utile

de tisser entre eux des relations formelles pour le partage d'expériences et pour en tirer des enseignements. Le MCR-Afrique représente un instrument utile pour consolider les relations entre les Nations Unies et l'organisation œuvrant pour l'intégration régionale et le développement de l'Afrique, l'Union africaine. Peut-être pourrait-il également servir de modèle aux MCR dans d'autres régions pour forger des partenariats plus solides entre leurs organisations politiques et de développement régionales respectives et les Nations Unies.

189. Certains organismes n'ont pas clairement saisi le mandat du Programme décennal. Par conséquent, la responsabilité de sa mise en œuvre reste vague. Ce problème doit être résolu par le biais d'une redéfinition plus claire et plus détaillée du mandat, sur la base directe du mandat du NEPAD.

190. Le mandat actuel des Nations Unies à l'appui de l'Union africaine et de l'Agence du NEPAD, pour lesquels des ressources sont prévues en vertu de l'article 11 du budget-programme ordinaire, date de douze ans, et peut donc être dépassé par l'évolution au sein de ces organisations et sur le continent. Il est temps de la mise à jour pour qu'il réponde de façon plus réaliste aux besoins actuels. L'Union africaine et son Agence du NEPAD peuvent être invitées à aborder cette question avec les Nations Unies, en gardant à l'esprit que l'autorité législative pour de telles mesures incombe bien à l'Assemblée générale des Nations Unies.

191. En attendant la conclusion d'un tel exercice et la mise en œuvre de toutes les recommandations qui en découlent, les mandats en vigueur des Nations Unies à l'appui de l'Union africaine et de son Autorité du NEPAD ainsi que du Programme décennal devraient être fusionnés au titre du programme 9 et réalignés pour répondre plus précisément aux réalités sur le terrain. Des dispositions plus importantes en termes de ressources devraient également être prises à l'appui du partenariat entre les Nations Unies et l'Union africaine, y compris les CER et l'Agence du NEPAD.

192. En réponse au besoin de ressources supplémentaires provenant de sources extrabudgétaires à l'appui des activités du Programme décennal, il faut tenir compte de la participation des partenaires bilatéraux, tels que la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), et les acteurs multilatéraux comme la Banque mondiale et la BAD.

193. Nombre de recommandations émanant du premier examen triennal sont toujours d'actualité, mais n'ont toujours pas été mis en œuvre. Le secrétariat devrait s'assurer de la prise de mesures pour que le plus grand nombre afin que leur mise en œuvre se fasse dans les plus brefs délais. Des recommandations pour le renforcement du Secrétariat ne sont probablement toujours pas mises en œuvre en raison des ressources disponibles à l'époque. Cependant, avec l'augmentation des allocations de ressources et la restructuration du secrétariat de manière à renforcer davantage sa capacité à gérer le système du MCR, il devrait être plus facile de procéder à sa mise en œuvre.

194. Le secrétariat conjoint devrait être plus actif. À l'heure actuelle, il a une simple fonction consultative. Des ressources doivent être octroyées pour permettre une plus grande participation de l'Union africaine aux activités au quotidien, et la CUA devra déployer plus d'efforts pour intensifier son implication.

195. Les participants aux groupes thématiques ont un roulement très important. Le secrétariat devrait donc élaborer un mécanisme de suivi des nouveaux arrivants dans le système afin de leur donner les

informations et l'induction nécessaires pour faciliter leur accueil et pour ne pas ralentir le fonctionnement des groupes correspondant aux exigences.

196. L'Agence du NEPAD devrait bénéficier d'un appui pour participer plus activement au système de groupes thématiques. Des ressources lui seront nécessaires pour assister à autant de réunions que possible. De plus, il devra co-présider certains groupes thématiques. Les groupes thématiques Infrastructures et Agriculture pourraient être un point de départ idéal en la matière. Les groupes devraient être tenus d'allouer un certain pourcentage des activités des plans d'activités et de travail aux besoins de l'Autorité. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique devrait intensifier ses activités de mobilisation des ressources et de plaider à l'appui des programmes de l'Union africaine/NEPAD, tels que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

197. Les mécanismes de coordination sous-régionale ont été créés et mis en œuvre. Il faut trouver comment tisser des liens avec le Mécanisme. Le secrétariat du MCR-Afrique et les secrétariats des différentes CER devraient définir et renforcer ces rapports. Les bureaux de liaison des CER à Addis-Abeba peuvent participer à ces activités.

198. Les Mécanismes de coordination sous-régionale devraient également être gérés par un secrétariat permanent. Le secrétariat conjoint devrait consulter les CER et les bureaux sous-régionaux pour s'accorder sur la mise en place d'un tel secrétariat.

199. Les plans de travail et d'activités des groupes thématiques ne prévoient pas de dispositions pour des ressources dédiées pour leur mise en œuvre. La mise en œuvre du plan a donc subi cette négligence. Les coordonnateurs de groupes thématiques devraient donc s'attaquer d'urgence à ce problème.

200. L'article 11 du budget-programme devrait prévoir des dispositions plus explicites pour le Programme décennal. À l'heure actuelle, seul le sous-programme 2 s'y réfère, avec une simple mention. Les deux autres sous-programmes doivent veiller à l'octroi des ressources appropriées en sa faveur. Les ressources extrabudgétaires devraient également être mobilisées dans le Fonds d'affectation spéciale qui sera créé. Des sources bilatérales et multilatérales doivent être exploitées dans ce but.

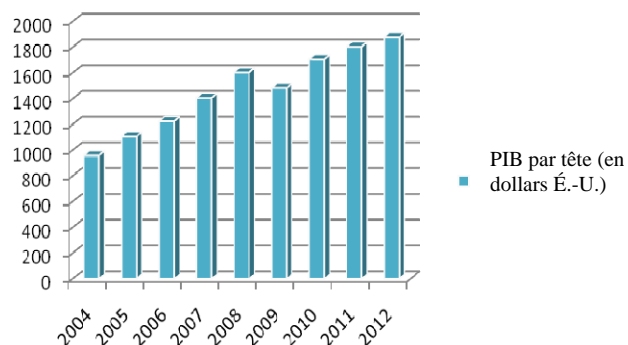
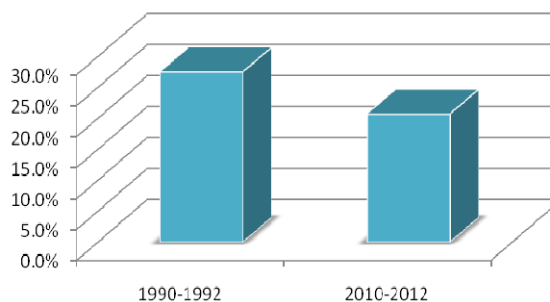
201. À l'heure actuelle, quatre programmes de renforcement des capacités ont été élaborés pour le système de l'Union africaine, chacun par la CEA, le PNUD, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et la BAD. Les quatre programmes devraient être harmonisés dans le cadre du Programme décennal.

J. Voie à suivre

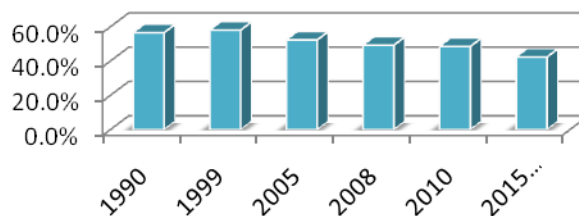
202. La configuration du partenariat actuel entre les Nations Unies et l'Union africaine est peut-être déjà dépassée et en décalage avec les besoins et les réalités actuels. Le NEPAD, le MCR et le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique datent de plus de douze ans. Le Programme décennal en est à sa huitième année et approche de la fin de sa vie. Peut-être le temps est-il venu de revisiter, de redéfinir et de reconfigurer ces programmes, mécanismes et dispositions institutionnelles pour de meilleurs résultats et d'impact, en particulier en raison du fait que le continent a connu de grandes évolutions dans les domaines de la paix, la sécurité, l'intégration et le développement depuis la création de ces

programmes et mécanismes et la mise en place de ces arrangements institutionnels. La démocratie s'est définitivement ancrée et sans cesse approfondie dans les gouvernements africains. La propagation de la guerre civile et des conflits se ralentit, alors que l'Afrique se dote des capacités pour les prévenir et s'en relever.

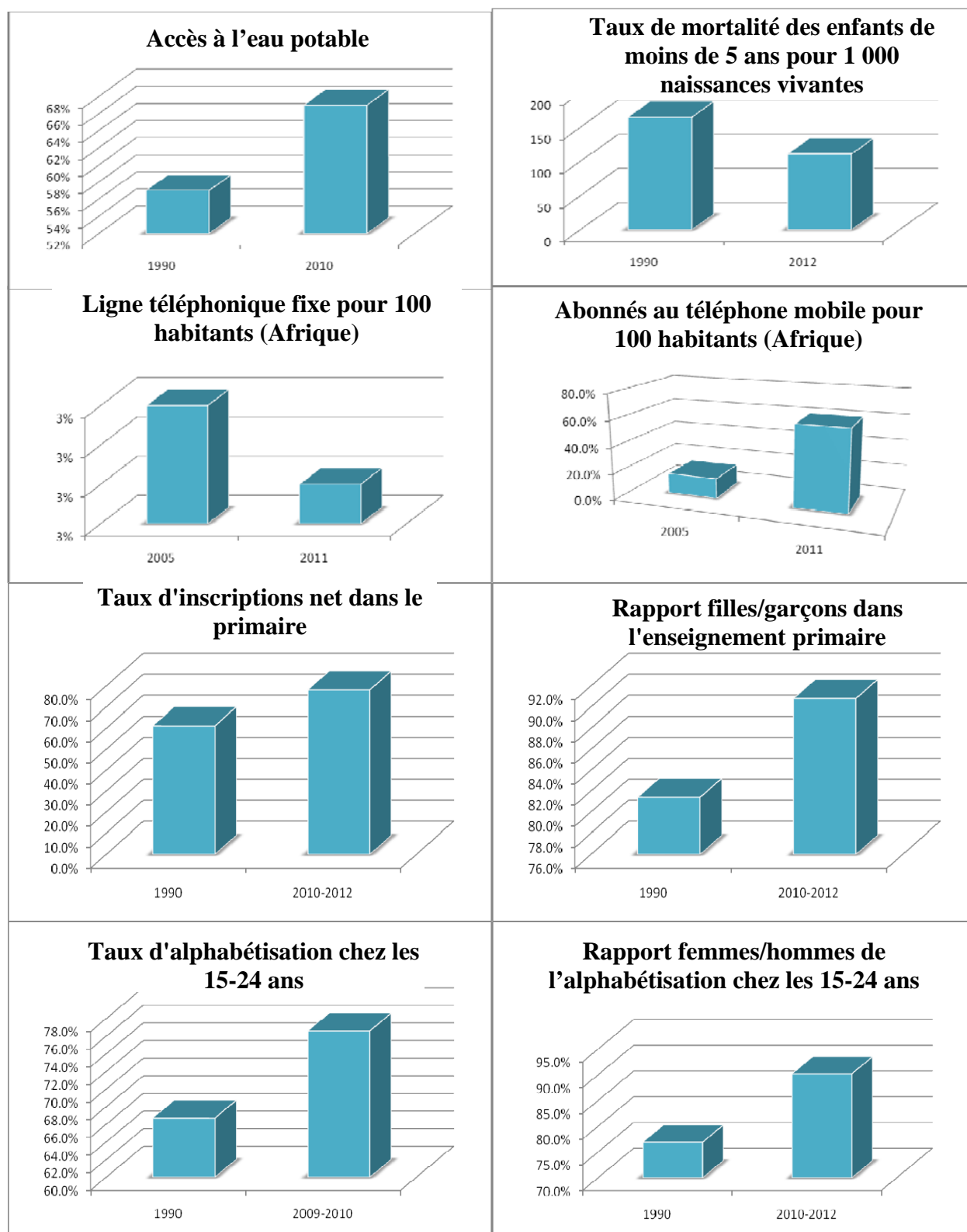
203. Sur le plan du développement, beaucoup de progrès ont été enregistrés au cours de dix dernières années. Le PIB par habitant a plus que doublé et la pauvreté a été réduite de plus de 10 %. L'économie régionale a connu une croissance sans précédent. Les indicateurs d'accès (santé, éducation, alphabétisation, assainissement, eau potable, etc.) ont tous montré des améliorations importantes sur la période. Les taux de mortalité (infantile, enfants de moins de cinq ans, maternelle) ont connu une baisse significative. Et alors que de sérieux défis entravent encore l'Afrique dans la réalisation des OMD, on ne peut pas nier que d'énormes progrès ont été réalisés. De plus, sur tous les fronts, le pronostic pour l'avenir est très encourageant.

PIB par tête de l'Afrique (en dollars des États-Unis)**Prévalence de la sous-alimentation dans l'ensemble de la population (Afrique)**

Source : Annuaire statistique pour l'Afrique, 2013.

Taux de pauvreté (Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollars É.-U. par jour)

Source : Rapport 2012 sur les OMD



Source : Annuaire statistique pour l'Afrique 2013

204. En fin de compte, l'Afrique est passée du désespoir à la résilience, à la résistance et une plus grande confiance en soi. Le découragement et le désespoir ont laissé place aux avancées et aux engagements. Le continent est allé de l'avant, arborant un visage bien différent de celui d'il y a dix ans.

205. Au cours des douze dernières années, l'Union africaine elle-même a élaboré des cadres régionaux, des programmes et des plans d'action très solides dans les domaines de la paix, la sécurité et le développement. Le PDDAA est le cadre visant la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté du continent; le PIDA traite du développement des infrastructures de l'Afrique, l'Architecture de la paix et la sécurité traite de la prévention et la résolution des conflits en Afrique; l'Architecture africaine de gouvernance œuvre pour la promotion de la bonne gouvernance sur le continent; la zone de libre-échange continental est un outil solide pour l'intégration de l'Afrique.

206. Nombre d'autres programmes, des plans d'action et de cadres politiques et normatifs régionaux pour la jeunesse, les enfants, les femmes, les droits humains, la santé, l'éducation, la science et la technologie, etc., ont été bien menés par l'Union africaine suite à la création du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le MRC et le Programme décennal de l'Union africaine¹⁷. Il n'est pas certain que les dispositions actuelles pour intensifier les rapports entre les Nations Unies et l'Union africaine, comme en témoignent dans l'appui actuel programmatique et institutionnel, ont été alignées sur les besoins, les buts et objectifs de l'Union, tels qu'exprimés dans les cadres, les programmes de l'organisme et les plans d'action formulés récemment. De plus, le nouveau Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a rejoint l'ensemble de parties prenantes impliquées. Son rôle et sa position restent à être clairement définis.

207. Des évolutions et des progrès ont été réalisés et on ne peut déterminer avec certitude que les dispositions actuelles ont permis au système des Nations Unies de s'aligner sur ces nouvelles tendances. De plus, le programme pour l'après-2015 de l'Afrique et ses objectifs de développement durable sont actuellement élaborés et l'Union africaine elle-même définit sa vision à long terme pour 2063, dont la formulation et la mise en œuvre nécessitent la contribution du système international, notamment l'Organisation des Nations Unies.

208. Compte tenu de tous ces éléments, il semble impératif que les Nations Unies commencent à réfléchir sur son positionnement, afin de répondre de façon plus réaliste aux exigences actuelles et sur le long terme permettant l'intégration et le développement de l'Afrique. De plus, le Programme décennal de l'Union africaine arrive à son terme. Il est l'heure de lancer des mesures en faveur d'un nouveau programme cohérent, doté de ressources suffisantes. Ce remplacement, restant à être défini, devrait faire partie intégrante d'un programme global d'appui à l'Union africaine sur le moyen à long-terme. L'appui institutionnel nécessaire pour la mise en œuvre d'un tel programme devrait également être pleinement pris en considération.

209. Les rapports entre les Nations Unies et l'Union africaine, tels que définis dans ce nouveau programme, pourraient être intensifiés s'ils étaient axés sur des feuilles de route sectorielles et thématiques régionales et sous-régionales, élaborées pour la réalisation des buts et objectifs de l'Union africaine, comme ainsi que sur les plans stratégiques et la vision à long-terme de l'Union africaine. Afin d'en faire bien plus qu'un simple partenariat, il faut désormais afficher

¹⁷ Voir Annexe I

clairement l'engagement, le dévouement, la camaraderie, l'alliance, les rapports par le biais d'un pacte au sein duquel les Nations Unies travailleront en étroite collaboration avec l'Union africaine de manière systématique, déterminée et ciblée sur plusieurs instruments et feuilles de route en faveur de l'intégration et du développement de l'Union.

210. Ces nouveaux rapports pourraient être définis comme :

**Le Pacte Organisation des Nations Unies-Union africaine sur les programmes
d'intégration et de développement de l'Afrique
(CAIDA)**

211. La réflexion sur comment rendre ce pacte opérationnel devrait être approfondie et une vaste consultation entre toutes les parties prenantes, venant des Nations Unies et de l'Union africaine, devrait être organisée. Cette réflexion devrait associer les CER, l'Agence du NEPAD et les différentes institutions de l'Union africaine. Un groupe de travail, représentant les principales parties prenantes, devrait être constitué pour réfléchir à comment concevoir ces nouveaux rapports et faire fonctionner ce groupe pour parvenir à des résultats concrets et mesurables. L'Union africaine, principale partie prenante du partenariat, devrait initier les démarches nécessaires auprès des Nations Unies pour amorcer le changement. L'Union africaine, principale partie prenante du partenariat, peut être invitée à entreprendre les démarches adaptées avec les Nations Unies afin d'amorcer le changement.

Références

1. Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, Résolution de l'Assemblée générale 57/2. Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique du 16 septembre 2002
2. _____, Résolution de l'Assemblée générale 57/7, Examen et évaluation finals du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique du 4 novembre 2002.
3. Banque mondiale, Commission de l'Union africaine, Commission économique pour l'Afrique ; Annuaire statistique de l'Afrique 2013.
4. Commission économique pour l'Afrique, UN-ECA support to NEPAD in collaboration with other United Nations Agencies (Appui des Nations Unies et de la CEA au NEPAD en collaboration avec les autres organismes des Nations Unies) Mai 2012- Avril 2012.
5. _____, « Examine if the Current Structure of RCM Africa (Including SRCMs) in Appropriate to ensure Effective of UN Support to AU and its NEPAD Programme (Étudier si la structure actuelle du MCR-Afrique (dont les mécanismes de coordination sous-régionale) permet de garantir un appui efficace des Nations Unies à l'Union africaine et au programme du NEPAD) », Addis-Abeba, 2013.
6. _____, « Lessons Learned and Best Practices on the Establishment of a SRCM: Lessons, Policies, Instruments and Practices » (Enseignements tirés et meilleures pratiques pour la création de Mécanismes de coordination sous-régionale : enseignements, politiques, instruments et pratiques) », Addis-Abeba, 2013.
7. _____, « Report on United Nations System-wide Support to the African Union and its New Partnership for Africa's Development (NEPAD) Programme in the Context of the Regional Coordination Mechanism » (Rapport sur l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et son programme pour le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale), Meeting of the Committee of Experts of the 3rd Joint Annual Meeting of the AU Conference of Ministers of Economy and Finance and the ECA Conference of African Ministers of Finance, Planning and Economic Development (Réunion du Comité d'experts lors de la 3e réunion annuelle conjointe des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA) », Lilongwe (Malawi); 2010.
8. _____ « Multi-year Programme of the Economic Commission for Africa's Support to the New Partnership for Africa's Development, (2010-2013) (Programme pluriannuel de la Commission économique pour l'appui des pays africains au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique 2010-2013) », juin 2011.
9. _____, « Evaluation for Enhancing Coordination of RCM Cluster and Sub-cluster Activities: A Compilation of Programming Tools for Better Results (Évaluation du renforcement de la coordination des activités des groupes et sous-groupes thématiques du MCR : Recueil d'outils de programmation pour de meilleurs résultats) », 2012.
10. _____, « Outcome Documents, Twelve, Thirteenth, Fourteenth of the Regional Coordination Mechanism in Africa (Documents finaux, Douzième, treizième, quatorzième session du Mécanisme de coordination régionale en Afrique) », Addis-Abeba, 2011, 2012, 2013.
11. _____, « Twelve, Thirteenth, Fourteenth Sessions of the Regional Coordination Mechanism of United Nations Agencies and Organizations working in Africa in Support of the African Union and its NEPAD Programme (RCM-Africa): Full Report (Douzième, treizième, quatorzième

sessions du Mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique à l'appui de l'Union africaine et son programme NEPAD (MCR-Afrique) : Rapport complet) », Addis-Abeba, 2011, 2012, 2013.

12. Commission économique pour l'Afrique/Commission de l'Union africaine, « UN System Support to the African union Capacity Building Programme: Diagnosis and Work Programme of RCM-Africa Clusters (Système d'appui des Nations Unies au Programme de renforcement des capacités pour l'Union africaine : Diagnostic et programme de travail des groupes thématiques du MCR-Afrique) », Addis-Abeba, juin 2012.
13. _____, Final Outcome Document of the Eleventh Session of the Regional Coordination Mechanism of UN Agencies and Organizations Working in Africa in Support of the African Union and its NEPAD Programme (RCM-Africa) (Document final de la onzième session du Mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique à l'appui de l'Union africaine et de son programme NEPAD (MCR-Afrique) », Addis-Abeba, novembre 2010.
14. _____, « Outcome Document, Framework for Enhancing Inter-Cluster Coordination and Resource Mobilization (Document final du cadre pour le renforcement de la coordination entre les groupes thématiques et la mobilisation des ressources) », Réunion de coordination des groupes thématiques, 26-27 juillet 2012.
15. Commission économique pour l'Afrique/Autorité du NEPAD, « Outcomes Report on Regional Dialogue on Enhancing Coordination towards NEPAD Implementation (Rapport sur les résultats du dialogue régional sur le renforcement de la coordination pour la mise en place du NEPAD) », Durban (Afrique du Sud), 6-7 juin 2012.
16. Commission économique pour l'Afrique/Bureau sous-régional pour l'Afrique australe, « A Sub-regional Framework for Coordinating UN Support to RECs Based on the NEPAD Framework and the MDGs: An Issues Paper (Un cadre sous-régional pour la coordination de l'appui des Nations Unies aux CER sur la base du cadre du NEPAD et des OMD : Document de synthèse », Lusaka (Zambie), 2009.
17. Commission économique pour l'Afrique/Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale, High Level Meeting on Regional Integration and Establishment of a Sub-regional Coordination Mechanism (SRCM) for the UN System-wide Support to AU/NEPAD/RECs/IGOs in Eastern and Southern Africa (Réunion de haut-niveau sur l'intégration régionale et la création d'un mécanisme de coordination sous-régionale pour l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies à l'UA/NEPAD/CER/OIG en Afrique de l'Est et australe), Kigali (Rwanda), 2010.
18. _____, Deuxième Réunion Consultative Annuelle sur la Mise en œuvre des Programmes UA/NEPAD en Afrique Centrale, "Rapport Final", 2009.
19. Commission économique pour l'Afrique/Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, « Meeting of the Sub-Regional Coordination Mechanism for the United Nations System Wide Support to the African Union and its NEPAD Programme in West Africa: Statement of Conclusion and Recommendations (Réunion du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et à son programme NEPAD en Afrique de l'Ouest: Conclusions et recommandations) », Dakar (Sénégal), 2013.
20. Commission économique pour l'Afrique/Commission de l'Union africaine/Programme des Nations Unies pour le développement/Banque mondiale, « Assessing Progress in Africa towards the Millennium Development Goals, Food Security Issues, Challenges and Lessons. MDGs Report (Évaluation des progrès accomplis en Afrique vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les questions de sécurité alimentaire, défis et enseignements. Rapport sur les OMD) », 2013.

21. Commission économique pour l'Afrique/Union africaine, « Key Recommendations of Sessions of the Regional Coordination Mechanism for Africa (RCM-Africa) (Principales recommandations des sessions du Mécanisme de coordination régionale en Afrique) 2006-2011 », 2012.
22. _____, « Framework for enhancing Inter-Cluster Coordination and Resource Mobilization, Inter-Cluster Coordination Meeting Outcome Document (Cadre pour le renforcement de la coordination entre les groupes thématiques et la mobilisation des ressources, Document final de la Réunion de coordination des groupes thématiques ». Addis-Abeba, 2012.
23. _____, Rapports annuels d'avancement des groupes thématiques, Addis-Abeba, 2011, 2012, 2013.
24. _____, Plans d'activités des groupes et sous-groupes thématiques du MCR-Afrique 2010-2012, Addis-Abeba, 2013.
25. Communauté économique des États d'Afrique centrale CEEAC, Réunion des Agences et Institutions Partenaires au Mécanisme sous-régional de Coordination pour l'appui à la Mise en œuvre du Programme UA/NEPAD, septembre 2013: Rapport final sur la mise en œuvre du Programme Commun Indicatif 2010-2012.
26. _____ Réunion des Agences et Institutions Partenaires au Mécanisme sous-régional de Coordination pour l'appui à la Mise en œuvre du Programme UA/NEPAD, Septembre 2013.
27. Commission de l'Union africaine, Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : Cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, Addis-Abeba, 2006.
28. _____ 2009, Plan stratégique 2009-2012, Addis-Abeba.
29. _____, « Progress Report on the Integration of NEPAD into the Structure and Processes of the African Union and its Implications for the RCM and UN Agency Support (Rapport sur les avancées de l'intégration du NEPAD dans la structure et les processus de l'Union africaine et ses implications sur le MCR et l'appui du système des Nations Unies) », Addis-Abeba, 2009.
30. _____, Neuvième réunion du Mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique à l'appui de l'Union africaine et du NEPAD, « Progress Report on The Regional Consultation Mechanism of the United Nations Agencies and Organisations Working in Africa in Support of the African Union and its NEPAD Programme (Rapport sur les avancées du Mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique à l'appui de l'Union africaine et du NEPAD) », Addis-Abeba, 2008.
31. _____, Secrétariat du MCR-Afrique, « Unis dans l'action pour l'Afrique :Le Mécanisme de coordination régionale des organismes et institutions des Nations Unies opérant en Afrique à l'appui de l'Union africaine et du NEPAD », Addis-Abeba, 2009.
32. _____ « Key Recommendations of Sessions of the Regional Coordination Mechanism (RCM) (Principales recommandations des sessions du Mécanisme de coordination régionale) », Réunion de consultation des coordonnateurs des groupes et sous-groupes thématiques sur le fonctionnement du système de groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale, Addis-Abeba, 2009.
33. _____ Report of the Consultation Meeting of Cluster/Sub-cluster Coordinators (CUA and UN) on the Functioning of the Cluster System of the Regional Coordination Mechanism (RCM) (Rapport sur la réunion de consultation des coordonnateurs des groupes et sous-groupes thématiques (CUA et ONU) sur le fonctionnement du système de groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale), Addis-Abeba, 2010.
34. _____ A/63/L.101, « Coopération entre les Nations Unies et l'Union africaine », New York, 2009.

35. Commission de l'Union africaine/Organisation des Nations Unies, The African Union's New Partnership for Africa's Development: Programme of Action (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine : Programme d'action), Département de l'information, New York.
36. Organisation des Nations Unies, Budget-programme proposé pour l'exercice biennal 2012-2013, Part IV, Coopération internationale pour le développement. Article II Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, New York, 2011.
37. _____, Budget-programme proposé pour l'exercice biennal 2010-2011, Part IV, Coopération internationale pour le développement. Article II Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, New York, 2009.
38. Secrétariat du NEPAD, 2009, Plan d'activités consolidé :Nouvelles orientations stratégiques, Midrand (Afrique du Sud), 2009.
39. Union africaine, Report for the Commission on the AU-UN Ten Year capacity Building Programme Executive Committee (Rapport de la Commission sur le Conseil exécutif du Programme décennal du renforcement des capacités), Malabo (Guinée Equatoriale), 2011.

Annexe 1 : Cadres, instruments et programmes au niveau continental et mondial de l'UA/NEPAD 2003-2013

No.	Nom	Description
1.	Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA) 2008	<p>En janvier 2008, l'Assemblée de l'Union africaine a approuvé le Plan d'action. La Conférence des ministres africains de l'industrie a ensuite adopté une stratégie pour sa mise en œuvre afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la diversification économique par des activités industrielles à valeur ajoutée; • Créer un environnement et un cadre institutionnel propices favorisant le développement industriel orienté sur le secteur privé sensibles, la coopération économique régionale et la compétitivité internationale; • Renforcer les capacités du côté de l'offre et de la demande pour stimuler le commerce et la production industriels. <p>Il s'agit d'une stratégie visant à mobiliser des ressources financières et autres pour accroître la compétitivité de l'Afrique sur la scène internationale.</p>
2.	Architecture de gouvernance africaine (AGA) 2011 et Plate-forme africaine de gouvernance 2012	<p>La 16ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue en janvier 2011 sur le thème « Valeurs partagées en Afrique : Pour une plus grande unité et intégration » a adopté l'architecture de gouvernance africaine et de sa plate-forme avec les décisions EC Decision EX.CL Dec 619 (XVIII) et Assembly/AU/Decl.1(XVI).</p> <p>L' Architecture africaine de gouvernance est le cadre politique et institutionnel général pour la promotion de la démocratie, la gouvernance et les droits humains en Afrique. L'objectif global de l' AGA est de parvenir à la bonne gouvernance, la démocratie et les droits humains, comme en témoignent les objectifs de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance en améliorant la cohérence, le partenariat et l'efficacité des institutions de l'UA et les CER chargées de ces mandats. La valeur ajoutée de l'Architecture aux efforts visant à relever les défis de la gouvernance en Afrique repose dans la traduction de cet engagement par des actions concrètes pour soutenir, compléter et améliorer la capacité des États membres de l'UA de renforcer et améliorer la gouvernance.</p> <p>L'Architecture vise à atteindre cet objectif en:</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Formalisant, consolidant et promouvant une coopération plus étroite entre les organismes et institutions de l'UA et les autres parties prenantes; b) Mettant en place un mécanisme de coordination des efforts régionaux et continentaux pour internaliser et mettre en œuvre le programme pour la gouvernance en Afrique, et c) Renforçant la capacité des organismes et institutions de l'UA à promouvoir, évaluer et suivre les normes et les tendances en matière de gouvernance. <p>La structure de coordination de l'Architecture est la plate-forme, dont le secrétariat se situe dans le Département aux affaires politiques. Lancée en juin 2012 à Lusaka (Zambie), elle présente un cadre dans lequel la plupart des parties prenantes en matière de gouvernance, de démocratie et des droits humains sur le continent peuvent influencer la facilitation de l'adhésion et de la ratification des instruments de l'UA, mais plus encore, leur domestication, ainsi que le suivi et l'évaluation de leur mise en œuvre au niveau national.</p>
3.	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs 2003	<p>Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) est un processus d'examen volontaire, inconditionnel et reposant d'un commun accord, utilisé par les gouvernements africains pour promouvoir la bonne gouvernance à travers des évaluations par des pairs et des autoévaluations nationales. Adopté en mars 2003 et ouvert à tous les 54 États membres de l'UA, 34 États membres ont rejoint le Mécanisme et le processus d'adhésion continue. Le MAEP sert à garantir que les politiques et les pratiques nationales en matière de gouvernance sont conformes aux valeurs et aux codes convenus prévus dans la Déclaration de l'UA sur la gouvernance démocratique, politique, économique et des entreprises datant de 2002.</p>
4.	Appel d'Abuja en	L'appel d'Abuja en faveur de l'accélération des interventions pour l'accès universel aux services

	faveur de l'accélération des interventions pour l'accès universel aux services de lutte contre le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique 2001	<p>de lutte contre le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique a été soutenu par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, comme un nouvel effort pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la « Déclaration et Plan d'action d'Abuja pour Faire reculer le paludisme » de 2000 et la « Déclaration et Plan d'action d'Abuja sur le VIH et le SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses » de 2001. Des progrès importants ont été réalisés pour tenir les engagements pris en 2000 et 2001 à Abuja et détaillés dans les déclarations et le plan d'action de l'Appel.</p> <p>Les chefs d'États et de gouvernement reconnaissent les besoins en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Orientation aux niveaux national, régional et continental, • Mobilisation des ressources, • Protection des droits, • Réduction de la pauvreté, • Renforcement des systèmes de soins de santé par la prévention, le traitement, les soins des maladies, l'accès à des médicaments et technologies abordables, la recherche et le développement, • Accélération de la mise en œuvre, et • Amélioration de la qualité des partenariats, du suivi, de l'évaluation et des rapports.
5.	AIDS Watch Africa (AWA) 2001	Créé lors du Sommet spécial d'Abuja en 2001, AIDS Watch Africa est un instrument conçu par les gouvernements africains pour inciter les dirigeants à agir et à mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme de manière efficace, durable et responsable.
6.	Charte africaine de la jeunesse 2006	<p>En juillet 2006, la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Banjul (Gambie) a adopté la Charte africaine de la jeunesse. La Charte est un document politique et juridique qui sert de cadre stratégique donnant des orientations pour l'autonomisation et le développement des jeunes aux niveaux continental, régional et national. Il vise à renforcer et à consolider les efforts pour l'évolution des jeunes grâce à leur participation significative et la mise en place d'un partenariat équitable dans la conduite du programme de développement de l'Afrique.</p> <p>Observations générales :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La Charte de la jeunesse est un document juridique à l'appui des politiques, des programmes et des actions pour le développement des jeunes en Afrique 2) La Charte fait référence aux droits, libertés et devoirs des jeunes en Afrique 3) Le plan d'action pour la Décennie de la jeunesse 2009-2018 est une feuille de route pour permettre de vulgariser, ratifier et mettre en œuvre la Charte. <p>Ratification En date du 19 avril 2012</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) 28 États membres ont ratifié la Charte 2) 39 États membres ont signé la Charte 3) 6 États membres doivent encore la signer et la ratifier
7.	Campagne de la Commission de l'Union africaine contre la traite d'êtres humains (AU.COMMIT) 2009-2012	L'Union africaine a choisi la Journée de l'enfant africain, une initiative visant à lutter contre la traite des êtres humains en Afrique. Cette campagne vise à faire de cette lutte une priorité du programme de développement en Afrique. Cette campagne exhorte également les États africains à se baser sur le plan d'action de Ouagadougou, référence pour les États membres de l'Union africaine dans le développement et la réforme de leurs politiques et de lois sur la traite des êtres humains.
8.	Plan d'action de Ouagadougou sur la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants 2006	Le Plan d'action de Ouagadougou a été adopté par les ministres des Affaires étrangères, les ministres chargés des migrations et les ministres chargés du développement venus des États membres de l'Union européenne et de l'Union africaine, ainsi que les Commissaires européens et de l'Union africaine et les autres représentants réunis à Tripoli les 22-23 novembre 2006.
9.	Charte de la	Les objectifs de cette Charte sont les suivantes :

	renaissance culturelle africaine (2006)	<p>a) Affirmer la dignité de l'hommes et de la femme africains ainsi que les fondements populaires de leur culture,</p> <p>b) Promouvoir la liberté d'expression et la démocratie culturelle, indissociables de la démocratie sociale et démocratique;</p> <p>c) Promouvoir un environnement propice permettant aux peuples africains d maintenir et de renforcer le sens et la volonté de progresser et de s'épanouir;</p> <p>d) Pour préserver et promouvoir le patrimoine culturel africain à travers la restitution et la réhabilitation;</p> <p>e) Combattre et éliminer toutes les formes d'aliénation, d'oppression, de domination culturelle, partout en Afrique;</p>
10.	Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (2010)	<p>L'ONUDI, la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont travaillé sur le terrain dans les pays les moins avancés afin de promouvoir l'expansion des chaînes de valeur locales et internationales au bénéfice des petits producteurs et entrepreneurs, qui créent des emplois et génèrent des revenus, transforment peu à peu le monde rural pour en faire le théâtre d'une carrière attirante pour les jeunes à la recherche d'un avenir meilleur. Ce n'est plus une occupation de subsistance transmise de génération en génération telle une tradition. Ce monde rural est une entreprise complexe avec des exigences techniques, scientifiques, en ressources humaines, en marketing et en comptabilité.</p> <p>Cette initiative a été lancée en août 2010 suite à une demande de la Commission de l'Union africaine. Elle vise à aligner les actions et priorités individuelles entre les collectivités locales chargées de communiquer des messages clairs, cohérents et visibles par tous, celles responsables des transports, de l'énergie et de la communication ; le monde rural et de ses compétences et organisation, les personnes qui détiennent des ressources scientifiques, technologiques et financières au niveau national et à l'étranger, les prestataires de services en matière d'intrants, semences, engrais, pesticides et de conseil, l'accès aux marchés avec ses exigences croissantes en termes de qualité, de sécurité, de normes et de traçabilité.</p> <p>Le projet se déroulera en trois étapes consécutives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les principaux obstacles rencontrés par les industries agroalimentaires qui limitent leur capacité à ajouter de la valeur à la production agricole par l'agro-industrie, la manutention post-récolte, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la promotion des échanges; • Concevoir et valider des interventions concrètes qui favorisent le développement de l'agro-industrie en étroite collaboration avec les intervenants et les ressources externes ; • Aider les bénéficiaires et les pays à mobiliser des ressources auprès des institutions financières internationales et d'un éventail de partenaires privés, les institutions de recherche et les organisations non-gouvernementales. Les ressources ciblées comprennent le financement (public et privé), les investissements, la technologie, l'expertise et les connaissances scientifiques pour le développement agro-industriel.
11.	Plan mondial afin d'accélérer l'élimination des nouvelles infections à VIH chez les enfants et assurer la survie des mères (2011-2015)	<p>L'objectif de ce Plan mondial est d'accélérer l'élimination des nouvelles infections à VIH chez les enfants et de maintenir leurs mères en vie. Ce plan vise particulièrement les femmes enceintes vivant avec le VIH et leurs enfants, de la grossesse à la fin de l'allaitement. Entre ces deux événements, des programmes globaux pour sensibiliser au VIH, apporter des soins et un appui à tous ceux qui en ont besoin permettront de répondre aux besoins des mères et des enfants.</p>
12.	Programme détaillé	Ce Programme du NEPAD est le moteur du développement de l'agriculture en Afrique

	pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) 2003	<p>(PDDAA). L'objectif du PDDAA est d'accroître la productivité agricole en Afrique d'au moins 6 % par an pour contribuer à la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim en Afrique. Dans ce cadre, les pays doivent consacrer au moins 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture. La PDDAA a été créé dans le cadre du NEPAD en juillet 2003 et vise à l'amélioration et la promotion de l'agriculture en Afrique.</p> <p>Le programme est fondé sur quatre piliers, représentant des enjeux cruciaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion durable des terres et à des systèmes fiables de maîtrise de l'eau • Développement du secteur privé, des infrastructures rurales, de l'accès aux échanges et aux marchés; • Augmentation des approvisionnements alimentaires et réduction de la faim, et • Recherche agricole et diffusion de la technologie agricole.
13.	Charte africaine des transports maritimes et Plan d'action pour les transports maritimes (2009)	<p>Les objectifs de la Charte africaine des transports maritimes sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déclarer, articuler et mettre en œuvre des politiques harmonisées pour le transport maritime afin de promouvoir la croissance et le développement durable des flottes marchandes africaines et pour favoriser une coopération plus étroite entre les États membres de la même région et entre les régions. 2. Faciliter et encourager des consultations régulières pour déterminer des positions communes en Afrique sur les questions de politique maritime internationale et aboutir à des solutions concertées pour chaque problème donné. 3. Promouvoir la mise en œuvre effective des instruments maritimes internationaux auxquels les États membres sont Parties. 4. Promouvoir la coopération bilatérale et multilatérale entre les administrations maritimes des États membres et leurs organismes opérationnels respectifs dans le domaine des transports maritimes. 5. Favoriser le financement, la réalisation de travaux de recherche par des institutions nationales pour encourager la promotion et le développement de la coopération dans les domaines du transport par voie navigable et des opérations portuaires entre les États et les régions. 6. Encourager la création d'administrations maritimes et portuaires et leur fournir un appui. 7. Encourager la création de conseils de chargeurs et les aider dans l'exercice de leurs fonctions. 8. Promouvoir la création de lignes maritimes nationales et régionales et leur fournir l'appui nécessaire à la réussite de leurs missions. 9. Développer et promouvoir l'assistance mutuelle et la coopération entre les États membres dans le domaine de la sécurité maritime, la sécurité et la protection de l'environnement marin. 10. Promouvoir le partage des meilleures pratiques entre les États membres en termes de gestion et fonctionnement des administrations maritimes et des autres entités maritimes établies en vertu de la présente Charte. 11. Promouvoir l'éducation et la formation maritimes à tous les niveaux, y compris dans l'enseignement secondaire. 12. Favoriser l'emploi des gens de mer, les conditions de travail décentes et la formation des marins. 13. Promouvoir le développement du transport multimodal et l'intégration de tous les modes.

		Le plan d'action est une feuille de route visant principalement à souligner les objectifs globaux poursuivis pour améliorer le transport maritime africain. Les principales activités ou actions ont été recensées pour atteindre les objectifs, les mesures de la production, les institutions chefs de file et les autres chargées de la mise en œuvre des activités décrites dans le plan d'action.
14.	Plan d'action consolidé de l'Afrique dans le domaine de la science et la technologie 2003	Ce Plan du NEPAD répond aux besoins en matière de science et de technologie en faveur de l'industrialisation et la croissance économique. La Conférence ministérielle africaine sur la science et la technologie, tenue en novembre 2003, organisée par le secrétariat du NEPAD, avec l'appui du ministère sud-africain des sciences et technologies et de l'UNESCO, a adopté une « ébauche de plan d'action » contenant douze domaines de programmes phares et des questions de politique spécifiques. Il a également établi le Conseil des ministres africains de la science et de la technologie et son Comité directeur pour la science et la technologie comme structure de gouvernance globale pour la définition des priorités et des politiques continentales relatives à l'élaboration et l'utilisation de la science et de la technologie au service de la transformation socioéconomique de l'Afrique.
15.	Plan d'action de Maputo pour réduire la mortalité maternelle en Afrique (2006)	<p>En septembre 2006, les ministres de la santé et les délégués de 48 pays africains se sont réunis à Maputo (Mozambique), où ils sont convenus à l'unanimité que le droit à la santé est gravement menacé en Afrique et que la mauvaise santé sexuelle et reproductive est une des principales causes de mortalité.</p> <p>Pour résoudre ce problème, ils ont adopté un plan d'action pour assurer l'accès universel à des services complets de santé sexuelle et reproductive sur le continent. Le plan recommande un certain nombre de mesures, dont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des services VIH/sida dans les droits et les actions en matière de santé sexuelle et procréation, • Promotion de la planification familiale comme un facteur crucial dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ; • Répondre aux besoins des adolescents et des jeunes comme un élément clef pour la santé sexuelle et la procréation; • Prévenir les avortements à risque grâce à la planification familiale ; • Offrir des services de qualité abordables pour promouvoir la maternité sans risques, la survie de l'enfant et la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant ; • Adopter des stratégies permettant de garantir la sécurité des produits de santé de la reproduction.
16.	Initiative sur la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel. (GGWSSI) 2007	<p>La vision d'une grande muraille verte pour lutter contre la dégradation de l'environnement a été conçue en 2005 par l'ancien Président de la République fédérale du Nigéria, M.Olusegun Obasanjo. Le Président du Sénégal, M. Abdoulaye Wade, a fortement appuyée cette idée. La vision a évolué vers une approche de gestion intégrée des écosystèmes en janvier 2007, lors de l'adoption de la déclaration 137 VII de l'Union africaine, approuvant la « Décision relative à la mise en œuvre de l'initiative sur la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel ». En juin 2010, le Burkina Faso, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Soudan, le Tchad ont signé une convention à N'Djamena (Tchad) pour créer l'Agence pour la Grande Muraille Verte et nommer un secrétaire pour mener à bien l'initiative. L'initiative est une proposition panafricaine pour « verdir » le continent d'ouest en est, afin de lutter contre la désertification. Elle vise à lutter contre la pauvreté et la dégradation des sols dans la région sahélo-saharienne, en se concentrant sur une bande de terre de 15 km (9 miles) de large et 7100 km (4400 miles) de long, allant de Dakar à Djibouti.</p> <p>Elle a été conçue comme un modèle pour aider à lutter contre la désertification, assurer la restauration des écosystèmes et le développement des zones arides et semi-arides. En juin 2010, la création de l'Agence panafricaine pour la Grande Muraille Verte et les recommandations de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ont permis de créer un environnement propice au développement d'un partenariat mondial en faveur de l'initiative.</p>
17.	Programme de	En 2009, l'Union africaine, le NEPAD et la BAD ont conjointement planifié et lancé une

	développement des infrastructures en Afrique (PIDA) 2009	nouvelle étude pour compléter et étendre les efforts entrepris à ce jour, le Programme de développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). Ce programme a été conçu pour succéder au Cadre stratégique à moyen et long terme du NEPAD et pour formuler une vision et un cadre stratégique pour le développement des infrastructures régionales et continentales (énergie, transports, technologies de l'information et de la communication (TIC), ressources transfrontalières en eau). L'objectif global du PIDA est de promouvoir le développement socio-économique et d'éradiquer la pauvreté en Afrique à travers l'amélioration de l'accès aux réseaux et services intégrés liés aux infrastructures au niveau régional et continental. Les études sectorielles du PIDA aideront à élaborer une vision sur les infrastructures en Afrique sur la base des objectifs stratégiques et des politiques sectorielles; des programmes d'investissement prioritaires visant les infrastructures régionales et continentales (énergie, transports, technologies de l'information et de la communication (TIC), ressources transfrontalières en eau) à court, moyen et long terme jusqu'à l'horizon 2030. En outre, les études recommanderont des dispositions institutionnelles, les cadres juridiques et les mécanismes de financement nécessaires à la mise en œuvre et le suivi des programmes.
18.	Architecture de la paix et de la sécurité	L'Architecture africaine de la paix et la sécurité a été créée par l'Union africaine, en collaboration avec les communautés économiques régionales. Son rôle est d'aider à prévenir, gérer et résoudre les conflits en Afrique. Son organe central est le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.
19.	Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique 2005	Il vise à établir un Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique, qui posera le cadre d'une production locale de médicaments essentiels par les États membres de l'UA et les CER.
20.	Plan d'action de la seconde Décennie de l'éducation pour (2006-2015)	Ce document est le fruit de la décision collective des États membres de l'Union africaine en matière d'éducation pour la seconde décennie (2006-2015). Le plan a été préparé par « l'Afrique-même pour bénéficier à tout le continent africain et à ses populations ». Ce document fondamental, approuvé par les ministres de l'Éducation et les chefs d'État énonce : l'historique et le contexte du plan, les principes directeurs, les résultats escomptés, les défis en termes de ressources, la gestion du processus, le suivi et l'évaluation, les sept domaines d'intérêt et grille d'activités pour la mise en œuvre du plan.

Annexe 2 : Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : Cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine

Déclaration

Renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine: Cadre du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine

Nous, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Président de la Commission de l'Union africaine, unis par notre engagement en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que de l'accélération du développement sur le continent africain, et désireux, à ces fins, de resserrer les liens entre nos deux organisations en jetant les bases d'une intensification de la concertation et de la coopération entre nos secrétariats respectifs, sommes convenus de ce qui suit, en application de l'Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine en date du 9 octobre 1990.

1. L'Union africaine continuant de devoir faire face aux problèmes que connaît l'Afrique en matière de paix et de sécurité, nous soulignons l'importance de la coopération entre l'Organisation et l'Union pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales sur le continent africain, notamment des programmes et activités qui répondent aux besoins particuliers de l'Afrique, réaffirmés dans le Document final du Sommet mondial de 2005. C'est pourquoi, conscients des lourdes pertes qu'infligent les conflits aux populations de nombreuses régions d'Afrique, nous nous engageons à axer nos efforts, en priorité, sur la prévention des conflits, la médiation et les missions de bons offices, ainsi que le maintien et la consolidation de la paix. Ensemble, nous avons recensé les principaux domaines de collaboration à cet égard, de façon à renforcer les capacités de l'Union et à s'assurer que nos organisations œuvrent véritablement de concert pour faire face aux problèmes complexes que connaît l'Afrique en matière de paix et de sécurité.

2. Compte tenu de la grande diversité des problèmes fondamentaux auxquels l'Afrique fait face, nous nous engageons en outre, conformément aux dispositions du Document final du Sommet mondial, à approfondir et à élargir la coopération entre nos deux organisations, selon qu'il conviendra, en nous concertant avec les dirigeants et en nous entretenant avec les fonctionnaires, et en exécutant les projets ou programmes prévus au sein du cadre évolutif relatif au Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine (ci-après « le Cadre »). Nous réaffirmons que celui-ci doit jouer le rôle, pour l'Organisation, de cadre stratégique d'ensemble en matière de coopération avec l'Union, et qu'il doit viser avant tout à renforcer la capacité de la Commission de l'Union et des organisations sous-régionales africaines de collaborer efficacement avec l'Organisation au règlement des problèmes de sécurité humaine en Afrique, en privilégiant les domaines énumérés au paragraphe 6 ci-après.

3. Nous réaffirmons que le Cadre doit régir la coopération entre l'Organisation et l'Union sous tous ses aspects, notamment, sans toutefois s'y limiter, les suivants: paix et sécurité (y compris la prévention de la criminalité); aide au renforcement des institutions, et affaires politiques et électorales; opérations de maintien de la paix; gouvernance, droits de l'homme et état de droit; consolidation de la paix; intervention humanitaire, relèvement et sécurité alimentaire; questions sociales, culturelles et sanitaires; protection de l'environnement.

Nous reconnaissons le mécanisme de coopération entre l'Union et les organismes des Nations Unies actuellement en vigueur au siège de l'Union en tant que composante opérationnelle du Cadre.

5. Nous décidons de faire en sorte que le soutien apporté par les organismes des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) soit en conformité avec le Cadre.

6. Nous continuerons de développer concrètement nos relations de coopération, en tenant compte des compétences et capacités propres à chaque organisation, et en contribuant à améliorer la collaboration dans tous les secteurs de l'action menée par la communauté internationale face aux problèmes rencontrés sur le continent africain. Nous sommes également disposés à mettre en commun les pratiques exemplaires et les enseignements tirés de l'expérience. Eu égard au Cadre, nous décidons de nous employer en priorité à renforcer les capacités de l'Union dans les domaines suivants:

- a) Renforcement des institutions, mise en valeur des ressources humaines et gestion financière;
- b) Paix et sécurité;
- c) Droits de l'homme;
- d) Affaires politiques, juridiques et électorales;
- e) Développement social, économique, culturel et humain;
- f) Sécurité alimentaire et protection de l'environnement.

7. Nous décidons de maintenir en vigueur les accords de coopération qui lient les organismes des Nations Unies à l'Union. Par ailleurs, l'élaboration des nouveaux projets ou programmes de coopération, ainsi que de partenariats à long terme avec l'Union et les organisations sous-régionales africaines, devra s'inscrire dans le Cadre et être conforme aux mandats et domaines de compétence de chacune.

8. Nous nous engageons à exécuter les programmes de coopération en cours et prévus entre l'Organisation et l'Union conformément au Cadre, au Plan d'action commun détaillé Union africaine-Organisation des Nations Unies relatif à la contribution de l'Organisation au renforcement des capacités de maintien de la paix de l'Union, et à tous les plans d'action sectoriels ultérieurs.

9. Nous décidons de réexaminer le Cadre tous les trois ans.

Fait à Addis-Abeba, le 16 novembre 2006

Le Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies

Le Président de la Commission de l'Union
africaine

Signé

Signé

Kofi A. Annan

Alpha Oumar Konaré

Annexe 3 : Résolution 61/296 de l'Assemblée Générale*Nations Unies***A/RES/61/296**

Assemblée générale

Distr. générale
5 octobre 2007**Soixante et unième session**

Point 108, a, de l'ordre du jour

A. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 17 septembre 2007*[sans renvoi à une grande commission (A/61/L.70 et Add.1)]***61/296. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et l'Union africaine***L'Assemblée générale,**Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres¹⁸,*Rappelant* les dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 55/218 du 21 décembre 2000, 56/48 du 7 décembre 2001, 57/48 du 21 novembre 2002 et 59/213 du 20 décembre 2004,*Rappelant également* les principes consacrés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, adopté lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Lomé du 10 au 12 juillet 2000¹⁹,*Rappelant en outre* les décisions et déclarations adoptées par l'Assemblée de l'Union africaine à toutes ses sessions ordinaires et extraordinaires, tenues à Durban (Afrique du Sud) les 9 et 10 juillet 2002²⁰, à Maputo du 10 au 12 juillet 2003²¹, à Addis-Abeba du 6 au 8 juillet 2004²², à Abuja les 30 et 31 janvier 2005²³, à Sirte (Jamahiriya arabe libyenne) les 4 et 5 juillet 2005²⁴, à Khartoum les 23 et 24 janvier 2006²⁵ et à Banjul les 1^{er} et 2 juillet 2006²⁶, respectivement,¹⁸ A/61/256 et Add.1.¹⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2158, n° 37733.²⁰ Voir A/57/744, annexe III.²¹ Voir A/58/626, annexe I.²² Voir Union africaine, documents Assembly/AU/Dec. 33-54 (III) et Assembly/AU/Decl. 12 & 13 (III).²³ Voir Union africaine, documents Assembly/AU/Dec. 55-72 (IV) et Assembly/AU/Dec. 1-2 (IV).²⁴ Voir Union africaine, documents Assembly/AU/Dec. 73-90 (V) Assembly/AU/Dec. 1-3 (V) et Assembly/AU/Resolution 1(V).

Se félicitant de l'adoption du Pacte de non-agression et de défense commune de l'Union africaine à l'issue de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine⁶, en tant qu'instrument propice à une coopération accrue entre les États membres de l'Union africaine dans les domaines de la défense et de la sécurité, pouvant en particulier contribuer à l'action menée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et à sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant également de l'adoption du Cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine énoncé dans la Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, dont le texte a été signé à Addis-Abeba le 16 novembre 2006 par le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine²⁷, qui met en avant les domaines clefs de coopération entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies – à savoir le renforcement des institutions, la mise en valeur des ressources humaines, le chômage des jeunes, la gestion financière, les questions intéressant la paix et la sécurité, les affaires politiques et juridiques, le développement social, économique, culturel et humain et la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement – et constitue un progrès majeur dans l'intensification de la coopération entre les deux organisations,

Prenant acte de la décision adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à sa 68^e séance, tenue le 14 décembre 2006, relative à la mise en place d'un mécanisme de coordination et de consultation entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, prenant note du débat qui a eu lieu entre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en juin 2007, et se félicitant de l'accord conclu quant à la tenue de réunions conjointes au moins une fois par an²⁸,

Se félicitant, tout en tenant compte de son propre rôle, des déclarations du Président du Conseil de sécurité en date du 19 novembre 2004, relative aux relations institutionnelles avec l'Union africaine²⁹, et du 28 mars 2007, relative aux relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales³⁰,

Ayant à l'esprit la Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, figurant dans sa résolution 57/2 du 16 septembre 2002, et ses résolutions 57/7 du 4 novembre 2002, 58/233 du 23 décembre 2003, 59/254 du 23 décembre 2004, 60/222 du 23 décembre 2005 et 61/229 du 22 décembre 2006, relatives au Nouveau Partenariat,

Soulignant qu'il faut d'urgence remédier à la détresse des réfugiés et des déplacés en Afrique,

Soulignant également la nécessité d'étendre la portée de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles en Afrique,

²⁵ Voir Union africaine, documents Assembly/AU/Dec. 91-110 (VI), Assembly/AU/Decl. 1-3 (VI) et Assembly/AU/Recommendations (VI).

²⁶ Voir Union africaine, documents Assembly/AU/Dec. 111-132 (VII) et Assembly/AU/Decl. 1-4 (VII).

²⁷ A/61/630, annexe.

²⁸ Voir S/2007/386, annexe.

²⁹ S/PRST/2004/44 ; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2004-31 juillet 2005*.

³⁰ S/PRST/2007/7 ; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2006-31 juillet 2007*.

Soulignant en outre qu'il importe d'appliquer de manière efficace, coordonnée et intégrée la Déclaration du Millénaire³¹, le Programme de Doha pour le développement³², le Consensus de Monterrey adopté à la Conférence internationale sur le financement du développement³³, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »)³⁴ et le Document final du Sommet mondial de 2005³⁵,

Se félicitant des efforts déployés pour resserrer la coopération, dans le cadre d'un partenariat entre les structures de paix et de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine dans le domaine de la prévention et du règlement de conflits, de la gestion des crises, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix après les conflits en Afrique,

Constatant l'importance de la Convention d'Alger de 1999 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, et notant le rôle essentiel du partenariat international et de la coopération entre l'Union africaine, les organismes compétents des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale dans la lutte menée contre le terrorisme à l'échelle mondiale,

Constatant également que le Bureau de liaison des Nations Unies a contribué à renforcer la coordination et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, et consciente de la nécessité de le consolider afin d'en améliorer le fonctionnement,

Convaincue que le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine contribuera à promouvoir les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, et au développement de l'Afrique,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général¹ ;
2. *Souligne* la nécessité de resserrer la coopération et la coordination entre le système des Nations Unies et l'Union africaine, conformément à l'Accord de coopération et aux autres mémorandums d'accord pertinents entre les deux organisations, eu égard en particulier aux engagements pris dans la Déclaration du Millénaire¹⁴ et dans le Document final du Sommet mondial de 2005¹⁸, et afin de concrétiser aux niveaux national, sous-régional et régional les objectifs convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement ;
3. *Invite* le Secrétaire général à prier tous les organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs efforts à l'appui de la coopération avec l'Union africaine, notamment grâce à la mise en œuvre des protocoles de l'Acte constitutif de l'Union africaine² et du Traité instituant la Communauté économique africaine³⁶, et de participer à l'harmonisation effective des programmes de l'Union africaine avec ceux des communautés économiques régionales africaines, en vue de renforcer la coopération et l'intégration économiques régionales ;

³¹ Voir résolution 55/2.

³² Voir A/C.2/56/7, annexe.

³³ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique) 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

³⁴ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

³⁵ Voir résolution 60/1.

³⁶ A/46/651, annexe.

4. *Invite également* le Secrétaire général à demander aux organismes des Nations Unies d'apporter un soutien accru à la Commission de l'Union africaine dans la mise en œuvre de son plan stratégique (2004-2007) ;

5. *Prie* les organismes des Nations Unies, tout en reconnaissant leur rôle essentiel dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, d'aider davantage l'Union africaine, selon que de besoin, à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de son Conseil de paix et de sécurité, en coordination avec d'autres partenaires internationaux lorsque cela est nécessaire, en particulier pour ce qui est des éléments suivants :

a) Mise en place d'un système d'alerte rapide, notamment du centre d'opérations de la Direction paix et sécurité ;

b) Formation de personnel civil et militaire, y compris un programme d'échange de personnel ;

c) Échange régulier et suivi d'informations et coordination sur le plan de l'information, notamment entre les systèmes d'alerte rapide et les mécanismes de médiation des deux organisations ;

d) Envoi par l'Union africaine de missions d'appui à la paix dans ses divers États membres, s'agissant notamment des transmissions et d'autres volets de l'appui logistique connexe ;

e) Renforcement des capacités pour la consolidation de la paix avant et après la cessation des hostilités sur le continent ;

f) Appui au Conseil de paix et de sécurité en vue de la conduite d'opérations humanitaires sur le continent conformément à la Charte des Nations Unies et au Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité ;

g) Finalisation de la création de la force africaine d'intervention et du comité d'état-major ;

h) Renforcement des capacités institutionnelles des centres régionaux de formation pour le soutien de la paix à l'intention des États membres de l'Union africaine ;

i) Coopération entre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;

6. *Engage* les organismes des Nations Unies à soutenir l'Union africaine et ses États membres dans les efforts qu'ils déploient pour parvenir aux objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement ;

7. *Demande* que soit appliquée la Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine : cadre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine¹⁰ et, à cet égard, prie le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour renforcer la capacité du Secrétariat de l'Organisation et pour qu'il s'acquitte de son mandat s'agissant de répondre aux besoins particuliers de l'Afrique ;

8. *Reconnaît* la nécessité d'un financement et d'un appui opérationnel et logistique durables et prévisibles pour les opérations de maintien de la paix de l'Union africaine, ainsi que le rôle crucial que l'Organisation des Nations Unies a à jouer aux côtés de la communauté internationale pour trouver rapidement une solution et, à cette fin, engage l'Organisation à encourager les pays donateurs, en consultation avec l'Union africaine, à fournir aux pays africains des fonds, des moyens de formation et un soutien logistique appropriés pour les aider à améliorer leurs capacités en matière de maintien de la paix, l'objectif étant de les rendre à même de participer activement aux opérations de maintien de la paix dans le cadre du

Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies, et attend avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur ces questions ;

9. *Souligne* la nécessité pressante pour l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine d'établir une étroite coopération et des programmes concrets pour faire face aux problèmes que soulève la prolifération des armes légères et des mines antipersonnel, dans le cadre des déclarations et résolutions pertinentes adoptées par les deux organisations ;

10. *Demande* aux organismes des Nations Unies, à l'Union africaine et à la communauté internationale de resserrer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale en appliquant les traités et protocoles régionaux et internationaux pertinents et, en particulier, le Plan d'action africain adopté à Alger le 14 septembre 2002, et de renforcer leur assistance en vue d'assurer le fonctionnement du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, inauguré à Alger en octobre 2004 ;

11. *Demande également* aux organismes des Nations Unies de redoubler d'efforts, en collaboration avec l'Union africaine, pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, en particulier dans les zones de conflit, conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine ;

12. *Encourage* les organismes des Nations Unies à appuyer efficacement les efforts déployés par l'Union africaine en engageant la communauté internationale à s'employer à mener à bien et dans les délais les négociations commerciales de Doha, notamment les négociations visant à apporter des améliorations sensibles dans des domaines comme les mesures commerciales, y compris l'accès aux marchés et l'intégration économique régionale, de manière à favoriser la croissance durable en Afrique ;

13. *Invite* les organismes des Nations Unies à apporter un soutien accru aux pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour appliquer le Plan de mise en œuvre de Johannesburg¹⁷ ;

14. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures particulières pour faire face aux difficultés que soulève l'élimination de la pauvreté grâce à l'annulation de la dette, au renforcement de l'aide publique au développement, à l'accroissement des courants d'investissements étrangers directs et aux transferts de technologies abordables et appropriées ;

15. *Demande* aux organismes des Nations Unies d'accélérer l'application du Plan d'action figurant dans le document intitulé « Un monde digne des enfants », adopté le 10 mai 2002 à sa session extraordinaire consacrée aux enfants³⁷, et d'apporter une assistance à cet égard, selon que de besoin, à l'Union africaine et à ses États membres ;

16. *Demande* aux organismes des Nations Unies et à l'Union africaine d'élaborer une stratégie cohérente et efficace, y compris des programmes et activités conjoints, pour favoriser et défendre les droits de l'homme en Afrique dans le cadre de l'application des traités, résolutions et plans d'action régionaux et internationaux adoptés par les deux organisations ;

17. *Engage* les organismes des Nations Unies à apporter un soutien accru à l'Afrique dans l'application de la déclaration issue de la réunion extraordinaire au sommet de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses

³⁷ Voir résolution S-27/2.

connexes, tenue à Abuja en avril 2001³⁸, et de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida³⁹, afin d'arrêter la propagation de ces maladies, notamment grâce à une mise en valeur judicieuse des ressources humaines ;

18. *Engage également* les organismes des Nations Unies à continuer d'appliquer sans tarder la résolution 58/149 du 22 décembre 2003 sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés en Afrique et à appuyer effectivement les pays africains dans leurs efforts visant à intégrer les problèmes des réfugiés dans les plans nationaux et régionaux de développement ;

19. *Demande* aux organismes des Nations Unies de coopérer avec l'Union africaine et ses États membres en vue de l'application de politiques judicieuses visant à favoriser la culture de la démocratie, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et l'état de droit, et du renforcement des institutions démocratiques propres à accroître la participation des populations du continent dans ces domaines, conformément aux objectifs et principes énoncés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique⁴⁰ ;

20. *Exhorte* le Secrétaire général à encourager les organismes des Nations Unies à veiller à ce que les Africains, hommes et femmes, soient représentés de façon effective et équitable aux postes de responsabilité et de décision, aussi bien à leurs sièges que dans leurs bureaux extérieurs régionaux ;

21. *Engage* le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine, agissant en collaboration, à examiner tous les deux ans les progrès accomplis en termes de coopération entre les deux organisations, et prie le Secrétaire général d'inclure dans son prochain rapport les conclusions de cet examen ;

22. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-troisième session de l'application de la présente résolution.

*109^e séance plénière
17 septembre 2007*

³⁸ Organisation de l'unité africaine, document OAU/SPS/ABUJA/3.

³⁹ Résolution S-26/2, annexe.

⁴⁰ A/57/304, annexe.

Annexe 4 : Les neuf groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale en Afrique (MCR-Afrique) 2012

No	Groupe thématique	Coordonnateurs	Sous-groupe	Membres
	Développement des infrastructures	CUA et CEA		AIEA, Banque mondiale, CNUCED, FAO, OIM, OIT, OMM, OMPI, OMS, ONU-HABITAT, PNUD, PNUE, UNESCO, UNICEF, UNOPS, UIT, UNITAR.
		CUA et ONUDI	Eau	
		CUA et CUA et CEA	Energie	
		CUA et CEA	TIC	
		CUA et CEA	Transport	
	Gouvernance	CUA et PNUD		PNUD, Institut pour la gouvernance africaine, CUA, CNUCED, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine/Département des affaires politiques, IDEA, IDEP, Autorité du NEPAD, COMESA, FNUAP, ONU FEMMES, CAE, SADC, CEN-SAD, HCDH, Banque mondiale, OCHA, HCR, la BAD, Secrétariat du MAEP, Département des affaires économiques et sociales et ONUDI
		CUA/Département des affaires politiques/CEA	Gouvernance économique et d'entreprise	
		AUC/DPA and OHCHR	Droits de l'homme	
		CUA/Département des affaires politiques/CEA	Service public et administration	
		CUA/Département des affaires politiques/Bureau des Nations Unies auprès de l'UA	Démocratie et gouvernance	
	Développement social et humain	CUA et OMSO		OIT, CUA, UNESCO, FNUAP, OIM, CEA, COMESA, CEEAC, ONUSIDA, HCR, UNICEF, ONUDI, le HCDH, CÉDÉAO, FAO, IGAD, OIM, Bureau du Conseiller spécial, ONU–Femmes, PAM, Autorité du NEPAD, OMS, UIT et Banque mondiale
		CUA et ONUSIDA	Santé, VIH-SIDA, paludisme, tuberculose et autres maladies infectieuses	
		CUA et ONU-Femmes	Egalité des sexes, jeunesse et développement	
		CUA et OIM	Protection sociale, protection et traite des êtres humains	
		CUA et OIT	Travail et emploi	

		CUA et UNESCO	Sport et culture	
		CUA et UNESCO	Education et ressources humaines	
	Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural	CUA et FAO		CEA, Autorité du NEPAD, Bureau du Conseiller spécial, OIM, OCHA, CNUCED, PNUD, OMM, AIEA, OMPI, HCR, Banque mondiale, PAM, FIDA, OIT, ONUDI et ONU-Femmes
	Science et technologie	CUA et UNESCO		UNESCO, CEA, OMPI, ONUDI, ONUSIDA, CNUCED, FAO, PNUE, OIT, OMS, PNUD, UNU-MERIT, AIEA
	Paix et sécurité	CUA et Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine		CEA, ONUSIDA, CUA, FAO, OIT, OIM, OCHA, PNUD, HCR, ONU Femmes, Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, HCDH, UNICEF, PAM, UNESCO, OMS, CEEAC, CÉDÉAO, SADC, NARC UA, PNUE, COMESA et FNUAP
		CUA et Département des opérations de maintien de la paix	Architecture africaine de paix et sécurité de l'UA	
		CUA et Haut-Commissariat aux réfugiés	Reconstruction et développement après un conflit	
		CUA et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Justice transitionnelle	
		CUA et Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Préparation et réponse aux situations d'urgence	
	Plaidoyer et communication	CUA et Bureau du Conseiller spécial		Autorité du NEPAD, Bureau du Conseiller spécial, CEA, CUA, Département des Nations Unies pour l'information du public, FNUAP, HCR, OIT, OIM, ONUSIDA, PNUD, UNDPI, ONU-Femmes, PNUE, UNESCO
	Environnement, population et Urbanisation	CUA et PNUE		PNUE, CUA, CEA, BAD, OIT, OIM, SIPC, FNUAP, CNUCED, OMM, CEDEAO, COMESA, CCD, Autorité du NEPAD et PNUD
	Industrie, commerce et accès au marché	CUA et ONUDI		FAO, FIDA, OIT, CNUCED, PNUD, CEA, UNESCO, BAD et Banque mondiale

Liste des institutions consultées

No.	Institution
1.	CEA
2.	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
3.	ONU-Femmes
4.	OIT
5.	FAO
6.	OIM
7.	ONUSIDA
8.	Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique
9.	Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies
10.	Département des opérations de maintien de la paix
11.	Département de l'information
12.	Département des affaires politiques
13.	Mission permanente d'observation de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
14.	Bureau de liaison de la CÉDÉAO auprès de l'Union africaine
15.	Bureau du Mécanisme de coordination de la Force est-africaine en attente
16.	Bureau de liaison du COMESA auprès de l'Union africaine
17.	Bureau de liaison de l'IGAD auprès de l'Union africaine
18.	Bureau du Vice-Secrétaire générale des Nations Unies
19.	PNUD New York
20.	PNUD Addis-Abeba
21.	PAM
22.	Département des affaires humanitaires de l'ONU
23.	OMS
24.	FNUAP
25.	UNESCO
26.	Oxfam International
27.	Norwegian Refugee Council
28.	Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge